

**QUAND
LES SILLONS DE
LA PRESSE
S'ABREUVENT
D'UN SANG
IMPUR**
(page 3)

**THERAPLIX:
UNE
EXPERIENCE "A
LA JAPONAISE"
REUSSIE**
(page 4)

**DANS LE DROIT
FIL DE LA LOI
DE DECENTRA-
LISATION**
(page 6)

**TCHAD: L'ENJEU
DEPASSE
N'DJAMENA**
(page 7)

**PRAGMATIQUE
HONGRIE!**
(page 10)

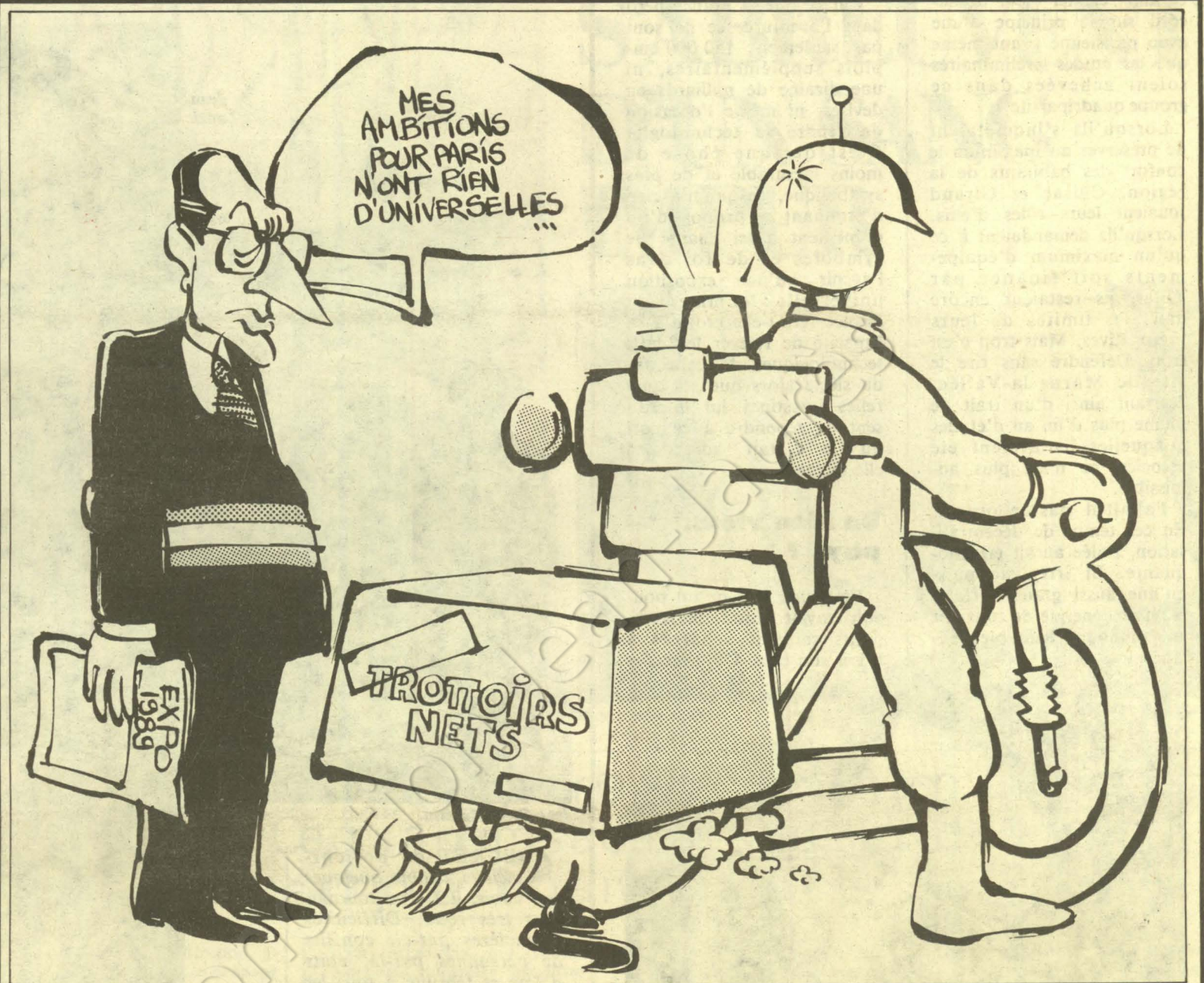
**CATASTROPHES:
IL Y A TOUJOURS
QUELQUE
CHOSE A FAIRE**
(page 12)

**ARCHITECTURE:
PARIS
TRANSFIGURÉ**
(page 17)

**VELO: DES
BAGNARDS DE
L'ENDURANCE...**
(page 12)

**... AUX MORDUS
DE LA PETITE
REINE**
(page 13)

**QUE PEUT
LE PARTI POUR
LES FEMMES?**
(page 24)



CHIRAC LE PETIT

PAR FREDERIQUE
DE GRAVELAINE

C'EST loupé ! L'Exposition universelle ne se tiendra pas à Paris en 1989 mais, probablement, dans un quelconque champ de betterave d'Amérique du Nord. Et il est bien difficile de surmonter les sentiments de tristesse et de colère à l'annonce de cette nouvelle.

Tristesse, parce que la fête est finie avant d'avoir commencé et parce que la France et sa capitale ratent ainsi une occasion extraordinaire de vibrer pour une grande idée, un de ces projets qui manquent aujourd'hui cruellement. Colère, devant les larmes de crocodile que versent les grincheux, ceux qui, depuis des mois, recensaient les bonnes raisons de ne pas faire l'Expo, prédisaient son échec, à longueur de colonnes et de discours.

Et pourtant, le prérapport de Gilbert Trigano au

président de la République le prouve amplement : l'Expo n'était pas un rêve mais un projet réaliste et réalisable. Point par point, il réfute les arguments qu'accumulaient contre lui les élus de droite de Paris et de sa région.

L'hébergement ? « Je me proposais notamment d'ouvrir la voie de l'hébergement chez l'habitant en offrant aux familles qui s'y prêteraient des avantages significatifs, comme par exemple la connexion gratuite aux nouveaux réseaux de télématique et des aides pour l'amélioration de leurs logements. »

Le stationnement ? Des capacités avaient été recensées pour « 1 700 cars à proximité immédiate des sites et pour 12 000 à 25 000 voitures en semaine, 26 000 à 33 000 les week-ends et jours fériés. »

La circulation ? « Les calculs de flux sur les axes arrivant vers Paris font apparaître que le trafic supplémentaire dû à l'Exposi-

tion, cumulé avec le trafic normal aux heures d'acheminement des visiteurs, resterait inférieur à celui de l'heure de pointe sans Exposition. » Même chose sur le boulevard périphérique.

A propos des hypothèses financières, Gilbert Trigano règle leurs comptes aux arguments insinuant que le président de la République s'est « dégonflé » au vu des échéances en essayant de faire porter le chapeau de sa décision à Jacques Chirac. Le coût maximal de l'Expo a été estimé à 14 100 millions de francs, y compris la liaison Aramis, le nouveau métro prévu pour la réouverture de la petite ceinture.

Pour une Expo disséminée dans Paris et utilisant les grands projets comme La Villette, La Défense, le grand Louvre et le musée d'Orsay (voir article en page 17), ce qui permettait de réduire l'emprise du site ouest, le coût aurait été réduit à 11 400 millions. Hypothèse qui avait la préférence de Gilbert Trigano,

parce que plus légère et plus économique que celle des deux sites — Bercy-Tolbiac à l'est, Javel-Balard à l'ouest — initialement prévus, et moins aléatoire que l'implantation à Marne-la-Vallée pour laquelle se battaient depuis peu Michel Giraud et Jacques Chirac.

Marne-la-Vallée présente en réalité plus d'inconvénients que d'avantages : un terrain inondable, des infrastructures de transport qu'il aurait de toute façon fallu augmenter sans que, pour autant, les problèmes de circulation dans Paris soient résolus. Et un attrait nettement moins important pour les visiteurs comme pour les industriels susceptibles d'investir dans l'aventure.

Seulement voilà, depuis quelque temps, les élus de droite de la Région ne cessaient de pinailler. En particulier au sein du groupe d'étude quadripartite — Etat, Région, Ville et mission de l'Exposition — mis

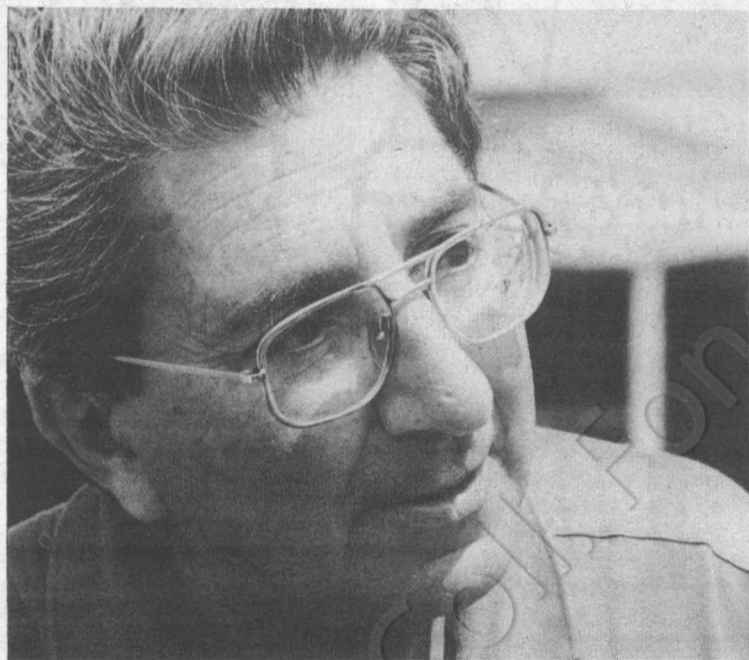
(suite en page 2)

(suite de la page 1)

en place par Gilbert Trigano. « La liste serait longue des objections de toute nature et souvent polémiques qui ont été opposées aux conclusions des études techniques effectuées, dans certains cas d'ailleurs avec le concours des services de la Ville et de la Région. » N'est-il d'ailleurs pas symptomatique de voir Chirac et Giraud clamer leur désaccord sur le principe d'une expo parisienne avant même que les études préliminaires soient achevées dans ce groupe quadripartite ?

Lorsqu'ils s'inquiétaient de préserver au maximum le confort des habitants de la région, Chirac et Giraud jouaient leurs rôles d'élus. Lorsqu'ils demandaient à ce qu'un maximum d'équipements soit financé par l'Etat, ils restaient encore dans les limites de leurs prérogatives. Mais trop c'est trop. Défendre sans rire le site de Marne-la-Vallée, écartant ainsi d'un trait de plume plus d'un an d'études auxquelles ils avaient été associés, ce n'est plus admissible.

Fallait-il passer outre ? En ces temps de décentralisation, l'idée aurait été choquante. Et irréaliste puisqu'une aussi grande affaire requiert l'énergie de tous. Et au minimum leur bienveillance.



Gilbert Trigano.

Une bienveillance que Jacques Chirac avait d'ailleurs manifestée dans un premier temps, lui, qui a par deux fois donné officiellement son accord au projet présidentiel, s'engageant en particulier auprès du Bureau international des expositions. Puisque les controverses techniques et financières ne suffisent pas à justifier un revirement qui s'est précisé au fil des mois avec d'autant plus de clarté que les intentions de l'Etat s'affirmaient, ne reste que l'explication politique.

Piètre calcul

On le sait, la droite est bien décidée à ne faciliter en rien la tâche de la gauche dont elle n'attend que la chute. L'Expo n'a pas échappé à cette règle qui n'a plus de démocratique que le nom.

On le sait aussi, Chirac guigne la magistrature su-

prême et, en attendant, considère Paris comme son bastion, sa place forte. Dans son entourage, on craignait de plus en plus que le prestige de l'Expo ne profite trop au président actuel, au cas où lui viendrait l'envie de se représenter... Piètre calcul. Minable. A l'image de la reculade d'un élu plus ambitieux pour lui-même que pour sa ville et son pays.

Car ce que la France perd dans l'aventure, ce ne sont pas seulement 150 000 emplois supplémentaires, ni une dizaine de milliards en devises, ni même l'occasion de vendre sa technologie. C'est quelque chose de moins mesurable et de plus symbolique, ce qui n'a rien d'étonnant à propos d'un événement aussi chargé de symboles et de foi dans l'avenir qu'une exposition universelle : comment la France fera-t-elle croire à sa capacité de relever les défis technologiques de cette fin de siècle alors que ses querelles intestines lui interdisent de répondre à ce pari qu'elle s'était adressé à elle-même ?

Un bien vieux pays ?

Pour une fois qu'un pouvoir voyait grand, les rampants se sont acharnés à briser son élan. Qui avec des

arguments financiers : trop d'investissements. Etonnant, non ? ces cours d'orthodoxie financière de la part de ceux qui ont inventé le scandale de La Villette et le trou des Halles ? Qui avec des poncifs « écologiques » : trop de prestige, trop de nuisances... Rigolo, non ? de la part de ceux qui viennent d'imaginer un grand prix de Formule Un sur les quais de la Seine et les Champs-Élysées ?

L'Expo telle que la voyait Gilbert Trigano était un appel à la jeunesse, à l'aventure et à la solidarité. Un appel à l'enthousiasme. Chirac et ses commensaux réussiraient presque à nous faire croire que nous sommes un bien vieux pays pour qu'une partie de ses responsables ne songent qu'à éviter tout ce qui briserait leur routine.

Reste aujourd'hui à les faire mentir, à poursuivre d'autres grands projets, susceptibles, encore, d'émerveiller ceux qui ne demandent qu'à l'être. ●

FIEVRE ET BROUILLARD A T.F.1

Jean Lanzi.



Sygma

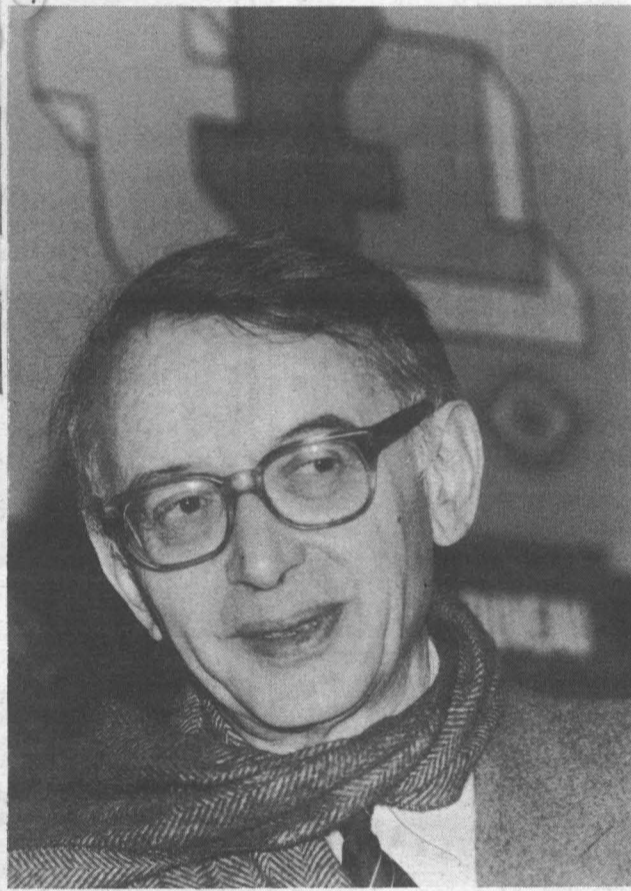


Jean-Pierre Guérin.

SECRET de polichinelle : depuis quelques mois, T.f.1 ne tournait plus très rond. Difficultés financières par-ci, conflits de personnes par-là, états d'âme et fébrilité à tous les étages. Bref, un climat de fin de règne. Confirmé par les derniers chiffres des indices d'écoute : T.f.1 était désormais à la remorque d'Antenne 2. Entre l'indifférence des uns et l'angoisse des autres, la première chaîne était-elle en train de se dissoudre dans l'insignifiance ? Le capitaine et ses moussaillons allaient-ils couler avec le bateau ?

Vendredi dernier, tout à trac, Michel May, p.-d.g. de T.f.1, est enfin sorti de sa léthargie : sur les bases d'un incident mineur, il a démis de ses fonctions Jean-Pierre Guérin, directeur de l'information. A dire vrai, depuis la nomination de May, les deux hommes ne s'étaient jamais entendus sur l'essentiel. Et Guérin lui-même passait certainement plus de temps à faire la guerre à Alain Denvers, rédacteur en chef des magazines, qu'à faire fonctionner la rédaction... Un vrai paradis, on vous dit ! Pendant la bataille des chefs, l'information continuait comme elle pouvait : quelques jolis coups du côté des magazines, mais la médiocrité du côté des journaux, surtout de ceux de 20 heures. Le limogeage de Guérin allait-il permettre de remettre les pendules à l'heure ?

Michel May.



Gamma

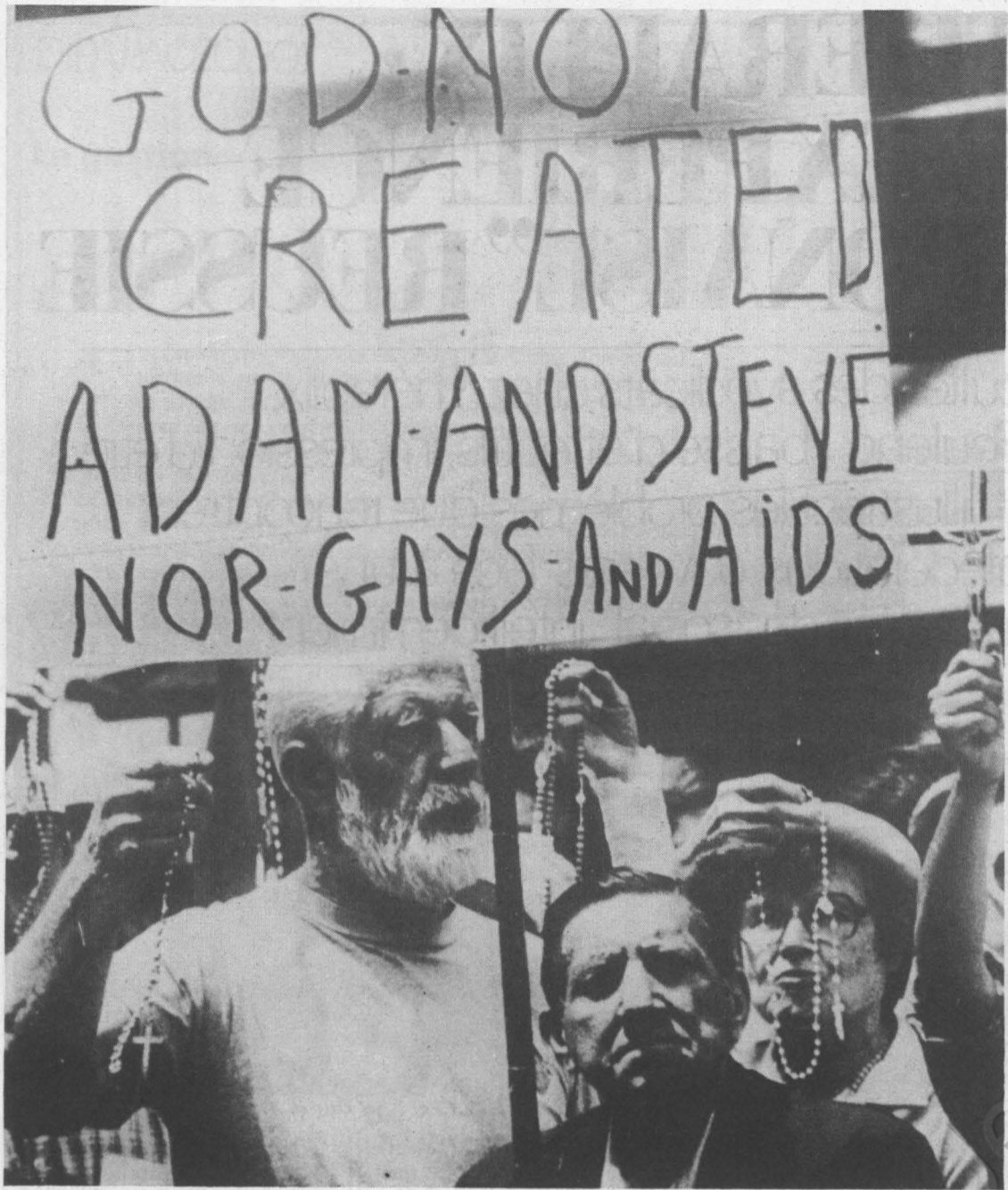
Les syndicats protestèrent pour la forme. L'assemblée générale des journalistes fut calme et sereine. Pour tous, unanimement, Jean Lanzi était le bienvenu à la direction de l'information. Jean-Pierre Guérin, ses hésitations chroniques et ses promesses de Gascon étaient déjà oubliés. Etait-ce le début de la résurrection de T.f.1 ? Juillet 1983 allait-il être le « joli mois de May » ? Dans les couloirs, les rêves allaient bon train. Tout le monde parlait de renouveau, de « projet global de la rédaction ». Pour la première fois depuis juin-juillet 1981, l'esprit de service public soufflait sur la vieille maison...

Las ! Michel May s'est arrêté au milieu du gué. Sa première décision avait dû l'épuiser... Il s'est gardé d'en prendre d'autres. Et, ce qui est plus grave, il a interdit à Jean Lanzi d'en prendre de son côté. Résultat ubuesque : T.f.1 dispose

d'un nouveau directeur de l'information, Jean Lanzi, qui ne peut rien faire, qui ne peut procéder à aucune réforme, à aucune mise en chantier d'aucune politique d'information parce que son p.-d.g. lui a interdit de constituer une équipe. Grotesque : T.f.1 a une nouvelle direction de l'information mais ne dispose même plus d'une rédaction en chef. Il serait peut-être temps d'arrêter la farce...

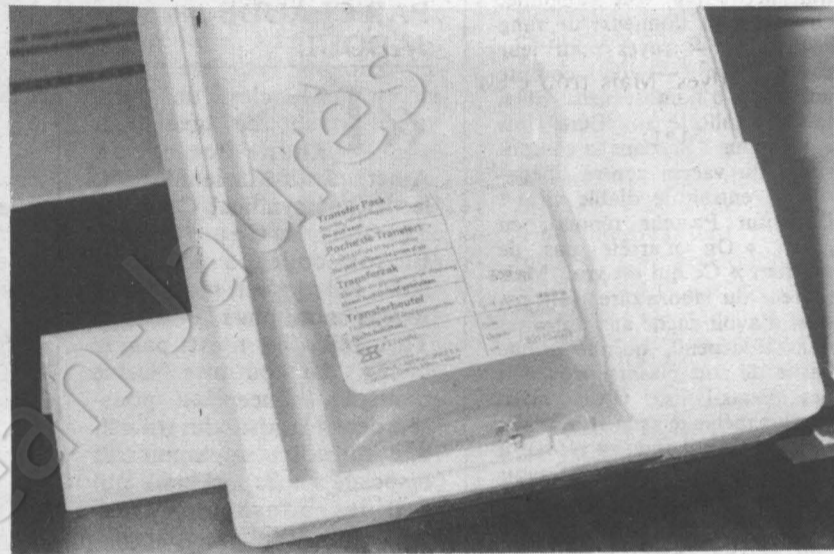
Après avoir joué les marmottes, Michel May joue les incendiaires : a-t-il été nommé à la tête d'une entreprise de service public pour étaler ses qualités d'histrion ? Sa réussite est exemplaire : en un week-end il est parvenu à faire passer T.f.1 de la fièvre au brouillard... Il s'attend sûrement à être décoré ! Trêve d'ironie, la Haute Autorité peut-elle accepter que s'éternise une telle situation ?

J. M.



Militants anti-« gay » à New York sur le passage de la grande manifestation demandant plus de crédits pour lutter contre le Sida.

QUAND LES SILLONS DE LA PRESSE S'ABREUVENT D'UN SANG IMPUR



Plasma américain acheté par l'Institut Pasteur.

L'Institut Pasteur a utilisé du sang américain pour la fabrication de son vaccin contre l'hépatite B. Sans le dire. Ce qui a permis à certains journaux de vendre du papier en faisant jouer de bien vilains réflexes...

PAR MARTINE DUCOUSSET

SIDA par-ci, Sida par-là, on en arrive à perdre sa médecine. Décidément, la presse a toujours besoin d'un os à se mettre sous la plume. Depuis qu'elle a déterré le fameux « cancer gay », elle y va hardiment. A coups de numéros spéciaux et de gros titres bien gras. Pensez donc, un mal mystérieux qui frappe les homosexuels, quelle aubaine ! La punition des « contre-natures », et en plus par où ils ont péché ! De quoi alimenter les colonnes et vendre du papier. Même si l'information n'est pas toujours à la mesure du grand ramdam qui l'accompagne.

En juin, la presse française n'a juré que par le Sida. En fait, on ne sait pas trop comment tout a commencé. Peut-être par la lecture attentive du « Journal of the American Medical Association » du 6 mai, qui laissait entendre que la maladie pouvait se contracter par simple contact superficiel. Toujours est-il que le phénomène boule de neige a bel et bien joué. Puisque le confrère en a parlé, c'est que c'est dans l'air. Donc c'est l'actualité. Donc il faut qu'on s'y mette. En avant pour la grosse artillerie, la santé à la une. Chacun y est allé de son couplet sur cette étrange maladie découverte aux Etats-Unis voici deux ans, et dont les victimes sont en majorité des homosexuels mâles. On a fait le décryptage des découvertes, émis des hypothèses et griffonné sur du vide, vu que personne n'a encore compris

l'origine réelle de l'affection, ni la manière dont elle se propage et fait des dégâts.

Dans la foulée de ce curieux consensus journalistique sur une actualité pas vraiment brûlante, un coup de massue : l'Institut Pasteur, notre gloire nationale médicale française, était susceptible, via les vaccins contre l'hépatite B qu'il fabrique, d'aider à la propagation du Sida. Coup de massue, et branle-bas de tonnerre. Le vénérable Institut n'était plus au-dessus de tout soupçon. C'est le journal « Libération » qui soulevait le lièvre, avec gros titre à l'appui — « L'Institut Pasteur malade du « cancer gay » (1) » — et cinq pages de commentaires pour faire bonne mesure. Toute la presse embrayait, enquêtait, expliquait, dénonçait. Puis finissait par se taire, le lièvre en question n'étant, aux dernières nouvelles, que du tout petit gibier.

Des allures d'épidémie

L'Institut Pasteur n'est pas tout blanc dans l'affaire, c'est certain. Mais de là à en faire un tel fromage... C'est sans doute qu'il y a quelque chose de pourri au royaume de la presse. Reprenons. Au départ était — est toujours — le Sida. « Syndrome immunodéficient acquis », disent les spécialistes. Etrange maladie, qui, avec ses 1 500 cas recensés à travers le monde (dont plus de 1 400 aux Etats-Unis), a vite pris des allures d'épidémie. Etrange maladie qui se traduit, chez la personne atteinte, par la chute brutale des défenses immunitaires

d'un organisme qui devient alors très vulnérable aux infections de toutes sortes. C'est complètement à tort qu'on parle de « cancer gay ». Mais si on en parle, c'est que les premières victimes détectées étaient des homosexuels atteints du sarcome de Kaposi, une forme rarissime de cancer de la peau.

De là à faire l'amalgame, il n'y avait qu'un pas que bien des commentateurs n'ont pas hésité à franchir. Seulement, le Sida, ce n'est pas que Kaposi. Le Sida est la possibilité, pour une infection « opportuniste », de faire des ravages. Parce que des germes normalement sans danger le deviennent lorsque l'orga-

nisme a perdu son bouclier immunitaire. C'est ainsi que se révèlent mortelles des pneumonies ou des lésions cérébrales théoriquement guérissables. Pour l'instant, on n'en sait pas plus. Sauf que le Sida peut se transmettre, entre autres, par voie sanguine. Et c'est là qu'intervient la polémique sur l'Institut Pasteur et son vaccin contre l'hépatite B.

Un vaccin commercialisé dès juin 1981. Une date historique : la France damait le pion aux Américains. Enfoncé, le laboratoire Merck, Sharp and Dohme. Pasteur l'avait pris de vitesse, Pasteur était le meilleur.

Mais c'est justement là que tout a commencé à clocher. Furibards, les Américains se sont empressés de concocter leur vaccin. Et, devant la concurrence, Pasteur a trouvé des chemins qu'il aurait peut-être pu éviter d'emprunter. Parce qu'en l'occurrence, l'Institut français n'a pas fait que se distinguer.

Mettre au point un vaccin contre l'hépatite B, c'était très bien. Parmi les 50 000 à 100 000 cas d'hépatite qui se déclarent chaque année, la moitié provient du virus B. Un virus pernicieux, un virus qui frappe un lot important de personnes à haut risque : professions médicales et paramédicales amenées à manipuler des produits sanguins, malades hémophiles, drogués — ceux qui ont l'habitude d'utiliser une seringue —, homosexuels et prostituées (à cause, disent les hommes de l'art, d'une plus grande multiplicité des rap-

(suite en page 4)

TROP DE CONDITIONNELS...

SANS aller jusqu'à adopter l'attitude extrémiste de quelques adeptes de sectes farfelues qui récusent toute vaccination, dans certains milieux « avancés » ou « écologes » il est de bon ton de ne faire vacciner ses enfants qu'avec la plus grande circonspection. La nature, rien que la nature. Cette dernière n'a pas tardé à se venger : retour de la poliomyélite en Scandinavie, coqueluche foudroyante en Grande-Bretagne, tétanos un peu partout : ... on avait un peu vite oublié que ces maladies n'avaient pas disparu mais n'étaient qu'endormies, enrayées par une vaccination systématique.

Pasteur lorsqu'il tenta et réussit pour la première fois de vacciner un petit Lorrain atteint par la rage aurait-il pu se douter qu'un siècle plus tard ses méthodes préventives allaient être remises en cause par une société si saoulée de médicaments qu'elle aurait oublié jusqu'aux noms de ces maladies qui terrifiaient nos parents ? Si la mortalité infantile a dégringolé en flèche en Occident depuis quelques décennies, serait-ce donc l'effet du hasard ? Pourtant dans le même temps des milliers de petits Africains meurent toujours de la rougeole faute de vaccinations.

Aussi est-ce avec la plus grande prudence que les organes de presse doivent désormais manipuler cette dynamite qu'est la mise en cause d'un vaccin.

Vendre du papier en faisant des gros titres voyeurs sur le cancer homosexuel est déjà suspect mais tenter de faire du chiffre de vente en jetant le doute sur un vaccin qui aurait été fabriqué à partir de sang dont on aurait dit qu'il pourrait être contaminé par le désormais célèbre Sida... c'est trop de conditionnels pour que ce ne soit pas carrément irresponsable.

NICOLE CHAILLOT

THERAPLIX: UNE EXPERIENCE "A LA JAPONAISE" REUSSIE

Les difficultés des syndicats chez Théraplix, filiale de Rhône-Poulenc — baisse d'effectifs, impression d'être court-circuités — illustrent les problèmes que rencontrent les confédérations ouvrières face à une direction qui fait du "social" intelligemment

PAR CLAUDE
JADOU

« ICI, c'est un paradis de luxe pour Rhône-Poulenc ! » Amer, Jean-Marie Williot, le délégué syndical C.g.t. de Théraplix à Gien (Loiret). Et son collègue cédétiste, Noël Hily, n'est pas joyeux non plus. Pourtant, Théraplix, ce n'est pas le bagne. Au contraire. Usine moderne, conception poussée des relations du travail, une direction apparemment « sociale » : le cocktail qui fait les bons consensus. « Mais, à l'intérieur, explique Williot, on s'aperçoit que ce n'est pas aussi bien que cela. » On entend déjà d'ici les ricanements : que veut le peuple ?

L'amertume des syndicalistes s'explique. Visiblement, la politique du personnel de Théraplix a porté ses fruits. Et ils sont particulièrement empoisonnés pour les syndicats. Il y a quelques années, la syndicalisation était particulièrement forte chez Théraplix. Une section syndicale C.g.t. de cent trente à cent cinquante membres, une bonne soixantaine de cédétistes. Bref, la moitié des salariés au moins était syndiquée à une confédération non réformatrice. En 1983, les effectifs ont fondu comme neige au soleil : une chute spectaculaire pour la C.g.t. qui n'« encarte » guère plus de vingt travailleurs ; idem pour la C.f.d.t. qui a perdu la moitié de ses membres : trente salariés chez Edmond Maire, à ce jour. La C.g.t. a une explication qui vaut ce qu'elle vaut : « Le chef du personnel a magouillé. » La C.f.d.t. affine davantage son jugement : « Nos adhérents sont partis avec les contrats de solidarité. » Chef du personnel, contrats de solidarité n'expliquent peut-être pas une « déflation » aussi saignante, une perte de 40 %.

Il y a de quoi déboussoler les sections syndicales. Et c'est vrai que c'est un peu le monde à l'envers chez Théraplix. Williot (C.g.t.) se déclare favorable aux « nouvelles solidarités ». Il a même signé un accord (non appliqué) de non-compensation salariale, en contradiction avec sa confédération. A l'inverse, le cédétiste Noël Hily est chaud



M. d'Halluin le directeur de Théraplix, à Gien.

partisan du maintien du pouvoir d'achat, il ne s'en cache pas... A syndicalistes pas comme les autres, entreprise originale. Et c'est le cas.

Théraplix a-t-elle voulu précéder les lois Auroux, comme la direction le prétend ? Ou, plus simplement, Rhône-Poulenc s'est-il livré à une expérience — réussie — de « cercle de qualité », à la japonaise ; comme on le prétend au siège central de la C.g.t., porte de Montreuil ? Toute la question est là. Une démarche qui ne date pas du 10 mai mais qui se déroule à Gien depuis 1980. C'est Simone Veil, alors ministre de la Santé, qui a donné le branle en recommandant à l'industrie pharmaceutique de se soumettre aux « pratiques de bonne fabrication ». Et, pour cela, il fallait procéder à l'extension de l'usine de Gien. Une opération menée de main de maître. Avec un plus. Rhône-Poulenc, explique le directeur M. d'Halluin, « a voulu associer étroitement les quatre cents salariés du site, quitte à allonger le délai de réalisation. » En clair : mener de pair améliorations de la qualité de la production et des conditions de travail. Un moyen : associer les syndicats au « groupe projet » qui a supervisé l'opération, sous la houlette du « groupe pilote » (direction et encadrement). Réticents au départ, C.g.t. et C.f.d.t. ont fini par dire « oui ». C'était la condition indispensable pour que l'Agence nationale pour l'amélioration des



Jean-Marie Williot (C.g.t.) et Noël Hily (C.f.d.t.).

conditions de travail (Anact) marque son accord. Et que d'intéressants subsides soient dégagés, soit dit en passant. Alors, les choses démarrent très vite. Et l'expression des travailleurs — avant la lettre — donne des résultats stupéfiants. Les propositions, les suggestions affluent au « groupe projet ». Les ouvriers du département des produits liquides remportent la palme : deux cent quatre-vingt-douze propositions d'amélioration des conditions de travail. On trie, on sélectionne bien sûr. La direction de Théraplix exulte. « L'expression des salariés n'est pas qu'une mode ou un gadget. » Le chef du personnel va plus loin : « Les choses ne vont pas assez vite. » Mais les syndicats sont un peu court-circuités : c'est individuellement que chaque travailleur reçoit un questionnaire de l'Anact. Cinquante questions en tout : organisation du travail, degré de pénibilité, sécurité, etc. Et le questionnaire rempli est remis dans une urne. Gros succès. Au fur et à mesure que l'opération s'étend, le taux de réponses augmente. De 60 % dans le premier atelier, il atteint 80 % pour le second et même 95 % au laboratoire. Une véritable mine d'or de suggestions.

Mieux : un quart de la population de chaque secteur est interrogé individuellement par un organisme extérieur à l'entreprise. Enfin, une étude ergonomique de chaque poste de travail, étude menée par le « groupe projet », avec bénédiction syndicale implicite. Un ouvrier/un membre de l'encadrement, chaque poste recevra la visite de cette équipe inhabituelle. Vingt-quatre critères d'analyse : bruit,

effort physique, attention, relations, information. Tout un appareillage sophistiqué est mis en batterie. Sonomètre, luxmètre, podomètre entrent dans la danse. Vingt sur vingt pour le maternage. Avec la considération en plus : le personnel vote sur la couleur des vêtements de travail, sur l'aménagement des salles de repos (superbes), sur la décoration des ateliers.

« Les travailleurs se sentent reconnus et impliqués », l'analyse de la direction sent sa « récupération » à dix pas. Mais c'est vrai que l'opération a modifié — en profondeur — les rapports sociaux dans l'établissement. Avec des bémols. « On isole les gens », dit Williot. « Les difficultés de communication ont augmenté », ajoute Hily. Et le bruit, l'isolement dans des chambres stériles, la disposition des effectifs sur les « lignes », tout cela a fractionné, fait éclater la communauté de travail. Mais le salaire, lui, est là : 5 185 francs par mois au minimum, pour les quasi-débutants, pas mal du tout pour Gien. Il faut dire que la productivité n'est pas en reste : 6 % par an de gain, chaque année, depuis 1980. Rhône-Poulenc rentre dans ses billes.

Et les lois Auroux, comment vont-elles s'insérer dans un processus déjà engagé de longue main ? Pas très claires les réponses de Théraplix. On préférerait, sans aucun doute, en rester au système maison. Logique, non ? Un système qui n'a pas que des désavantages. L'emploi a été maintenu à son niveau de 1980 ; cent trente-cinq personnes ont bénéficié de contrats de solidarité et l'opération se solde même par une quaran-

(suite de la page 3)

ports). Pour combattre le virus, pour mettre à mal l'hépatite chez ceux qui en sont — ou risquent — d'en être atteints, une seule solution : le vaccin. Mais un vaccin qui, parce qu'on n'a pas trouvé mieux, tire son efficacité d'un « antigène de surface » contenu dans le virus. Ce qui veut dire, en clair, qu'on a besoin, pour fabriquer le vaccin, de donneurs de sang ex-, ou toujours malades.

Jusqu'à-là, rien de dramatique. Le problème, c'est que Pasteur — en toute légalité — n'a pas respecté les règles officielles qui régissent le code français, et européen, de la santé. Pour contrer Merck, Sharp and Dohme, il lui fallait du plasma et très vite. Et, comme le sang du Vieux Continent n'était pas suffisant, il s'est tourné vers le Nouveau Monde. Ce qui n'était pas une idée des plus heureuses : les chercheurs venaient de découvrir que le Sida pouvait se transmettre par voie sanguine. Or parmi les donneurs de sang américains — payés pour leur contribution — on compte beaucoup d'homosexuels. Et si le sang collecté aux Etats-Unis était impur ? Si, dans la composition du vaccin contre l'hépatite B, entrait le diable viral ? L'Institut Pasteur répond, en gros : « On n'arrête pas de purifier. » Ce qui est vrai. Mais l'erreur du laboratoire français, c'est d'avoir caché aux autorités dont il dépend, qu'une bonne partie de son plasma provenait des Etats-Unis. C'est aussi d'avoir mélangé sang français et sang américain sans en référer à qui de droit. C'est enfin d'avoir « oublié » de révéler qu'un chimpanzé cobaye pour un certain lot du vaccin n'était pas sorti indemne de l'aventure. Ledit chimpanzé n'est pas mort, comme on l'avait avancé un peu prématurément. Mais il n'a pas, non plus, vécu la belle vie de singe qui aurait dû être la sienne, empêché qu'il était par une indubitable atteinte d'hépatite.

Maladie honteuse

C'est sûr, Pasteur aurait mieux fait de s'abstenir. Si l'odyssée du vaccin anti-hépatite B amène les responsables à réfléchir, tant mieux. La recherche du fric à tout prix n'a jamais garanti le moindre rigueur scientifique. Mais, même si l'Institut a fait des bêtises, lui jeter la pierre serait d'un crétinisme absolu. Déjà, on a remis les pendules à l'heure : primo, Merck, Sharp and Dohme est loin de faire toujours dans l'orthodoxie — ce qui, bien sûr, ne constitue pas pour Pasteur une rémission sans confession —, secundo, aucun cas de Sida n'a été détecté après inoculation du vaccin contre l'hépatite B. Pasteur a fauté, mais Pasteur n'est pas le pêcheur qu'on dit.

La suite au prochain numéro de la presse. Qui, n'en doutons pas, regalerait dès que possible. Maintenant qu'il devient délicat de s'en prendre aux femmes sorcières ou dispensatrices de tous les maux de la Terre, on se rabat sur les homosexuels. Question cancer, une équipe de chercheurs vient d'établir un lien entre la protéine qui commande la cicatrisation, et cette longue et douloureuse maladie dont parlent nos pudiques de service. Mais — étonnant, non ? — l'information n'a pas fait les gros titres des journaux. La cicatrisation, sans doute, est moins vendeuse que l'homosexualité. Le cancer de Monsieur tout le monde, sans doute, nettement moins accrocheur que la maladie honteuse qui détruit les hors-normes. Comme ils disent...

DIPAPACÉQUOI

La gestion

par Piem



A l'occasion des vacances la chorale à Cœur Joie s'était regroupée sur la place du village ; on y avait installé des gradins afin que chaque choriste puisse s'y placer à la hauteur de ses convictions. Après quelques motets du XV^e, la maîtrise avait inscrit à son programme des chansons de geste du plus bel effet.

Le gestuel est à la gestion ce que le radeau est à la Méduse ; il supporte le naufragé et réconforte les âmes détrempées. L'enfant savait cela, il pratiquait lui-même à ses heures perdues les gestes désordonnés et les inconsidérés ; c'est, pour l'heure, le doigt dans le nez qu'il écoutait de tous ses yeux la chanson de la gestion.

Le premier chant de l'état de grâce fut mené rondement, allegretto subito presto, il faisait appel aux mouvements du zigomatique, accompagné de grands gestes des bras de haut en bas.

Le public éclata en applaudissements.

Le deuxième mouvement mal en propos ma non troppo était accompagné de gestes de lassitude avec l'intention évidente de raconter la politique de rigueur. Un soliste lillois enchaînait habilement gestes conventionnels et attitudes apprêtées pendant que la chorale se dandinait de droite à gauche, plutôt à droite qu'à gauche. Au moment où la manécanterie portait d'un seul mouvement la main au portefeuille, un des gradins s'éroula sous le poids de la pression fiscale.

Il s'ensuivit un court instant de panique que le soliste lillois jugula d'un geste du sourcil.

La foule de mélomanes avertis, apprécia la mimique à sa juste valeur, plus la taxe à la valeur ajoutée ; ce qui limita quand même la chaleur des applaudissements à 3^o C au-dessus de zéro ; ce qui est une température relativement basse pour la saison. Pendant l'entracte on fit circuler dans le public, le trou de la Sécu et chacun put y déposer sa menue monnaie.

Le programme prévoyait, après cette courte interruption, une reprise de la croissance avec gestes à l'appui. C'était la chanson de geste que le petit peuple attendait avec le plus d'impatience.

Il se fit donc un grand silence lorsque le soliste lillois s'avança sur le podium. Il tenait entre ses mains une conjoncture qu'il éleva vers le ciel, pendant que la chorale gestuelle dodelinait de la tête en arrière-plan de rigueur.

De là où il était placé l'enfant ne pouvait savoir de quoi était faite cette conjoncture d'où dépendait la réussite de la pantomime. Il comprenait bien les intentions du soliste qui s'accrochait à sa conjoncture tout en faisant mine de la laisser s'échapper comme si une fois encore, elle lui était contraire.

Le soir était tombé sur la place du village et les derniers rayons du soleil venaient éclairer d'une auréole d'or la blanche crinière de Maurois, alors que dans un dernier geste il élevait la conjoncture au-dessus de sa tête.

Enfin, joignant la parole au geste, il s'écria « ouf » !

Cet ouf-là fut repris en chœur par la chorale ; il se prolongea par monts et par vaux, recouvrit bientôt le pays tout entier.

C'était un ouf de soulagement qui viendra bien un jour si les petits cochons ne le mange pas.

L'enfant retira le doigt de son nez et s'en fut se coucher.

taine d'embauche. Alors, malgré l'ambiguïté de la situation, les syndicats sont conscients de leur faible marge de manœuvre, chute des effectifs aidant.

Peu d'enthousiasme donc pour remettre ça avec l'application du droit d'expression. Ni la C.g.t. ni la C.f.d.t. n'ont signé l'accord. Un bon prétexte : l'animation des premières séances par l'encadrement. Mais après ? En revanche, peu d'idées sur ce qui se racontera dans les groupes, sur les sujets à aborder. Un objectif sous-jacent mais bien évident : reprendre les troupes en main. On a revu — et relu — des tracts chez Théraplix ces dernières semaines. La lutte des classes existe toujours. Revendication à la clé : « Nous demandons une formation aux nouveaux postes de travail ». En clair : une participation aux fruits de la

nouvelle productivité chez Théraplix.

Et les syndicalistes disent, en face de la direction : « Vous êtes sociables, pas sociaux. » Et aussi une interrogation : « Comment faire passer dans les relations du travail les acquis de mai 1981 ? » Et puis Théraplix, filiale à 100 % de Rhône-Poulenc, tombe sous le coup de la loi de démocratisation du secteur public. Notamment les fameux conseils d'atelier. « Cela ne me donne pas de l'urticaire », dit M. d'Halluin. Deux écoles en tout cas à Théraplix. Celle de la direction qui dit en substance : « C'est aux travailleurs de dire comment ils veulent vivre l'expression des travailleurs. » Et puis celle des syndicats : ne pas être court-circuités et s'exprimer en tant que tels, profiter des groupes d'expression et des futurs conseils pour « refaire du gras ». ●

MEDICAMENTS: DE NOUVELLES REGLES DU JEU

Pour la première fois, industriels du médicament
et consommateurs viennent de
prendre conscience qu'ils ont des intérêts communs

PAR PIERRE-YVES
POINDRON

L'ASPIRINE, de nos jours, ne serait peut-être pas autorisée à la vente. Les experts la jugeraient « toxique et dangereuse ». Certes, l'aspirine n'est pas un médicament anodin et pourtant que de services a-t-il déjà rendus jusqu'à présent. Il n'est pourtant pas sûr qu'il franchirait aujourd'hui la course d'obstacles administrative.

Car c'est bien une course d'obstacles qu'un nouveau médicament doit parcourir avant d'être mis à la disposition des médecins et des malades. Pas moins de cinq commissions statuent sur son sort avant d'autoriser sa commercialisation : commission d'autorisation de mise sur le marché, commission dite de la « transparence », commission des prix, commission de contrôle de la publicité et enfin commission de révision des dictionnaires des spécialités pharmaceutiques. Et chacune de ces commissions se nourrit d'un volumineux dossier, examiné par des rapporteurs dont les avis ne concordent pas toujours. Ce gymnase administratif prend un temps fou et retarde d'autant la sortie d'un médicament attendu par les médecins et les malades. Non seulement l'examen en cinq exemplaires de dossiers superfétatoires ampute sur la durée de protection utile des brevets, ce qui est bien souvent un manque à gagner qu'il faut « rattraper », mais en soi, leur élaboration coûte une petite fortune : de 200 à 500 millions de francs nouveaux pour des études faites le plus souvent à l'étranger. Tout ceci fait monter le prix des médicaments.

Ce système offre-t-il pour autant des garanties pour la santé ? Laissons parler M. Teulade, président de la F.n.m.f. (Fédération nationale de la mutualité française), peu suspecte pourtant de complaisance à l'égard des laboratoires pharmaceutiques : « Les découvertes en matière de thérapeutique médicamenteuse sont artificiellement freinées, leur coût artificiellement augmenté, au nom d'une sécurité qui nous paraît être une fausse sécurité. »

Des intérêts communs

Procédure laborieuse, procédure onéreuse, procédure astreignante, c'est justement pour tenter d'en cor-

riger les anomalies que la F.n.m.f. et l'association Recherche et Santé qui regroupe essentiellement les laboratoires français se sont rencontrés et ont signé un protocole d'accord. A lui seul, bien sûr, ce protocole d'accord ne change rien aux procédures administratives, car c'est aux pouvoirs publics qu'il appartient de les modifier. Mais, dans le document qu'ils ont élaboré en commun, les deux organismes font un certain nombre de propositions qu'ils ne désespèrent pas voir prises en compte dans un avenir relativement proche. De plus, ils sont convenus de maintenir leurs contacts pour « rechercher toutes les améliorations qui pourraient être apportées, dans un intérêt commun, dans le présent et sur le plan prospectif à l'étude des solutions les plus adaptées à l'évolution des technologies et de l'environnement social et économique, national et international. »

A lui seul, ce protocole est d'importance. C'est la première fois en France et peut-être dans le monde, qu'un accord est signé entre une association de laboratoires pharmaceutiques et une organisation de consommateurs de soins. « La première fois, comme le fait remarquer le président Teulade, qu'industriels du médicament et consommateurs prennent conscience du fait qu'ils ont des intérêts communs. »

Sécurité et pharmacovigilance

Intérêts communs ? La mise sur le marché de médicaments aux meilleures conditions possibles en est un exemple. Que proposent les signataires du protocole d'accord ? D'abord d'alléger les procédures administratives en regroupant les cinq commissions existantes en deux commissions techniques, l'une scientifique, l'autre économique. Dans l'esprit des cosignataires, ceci ne doit toutefois pas se faire au détriment de la sécurité. Mais, comme le fait remarquer le Dr Estivals, président de Recherche et Santé, « la barre technique est placée trop haut », si bien que le risque est que les laboratoires ne prennent justement plus le risque de faire des recherches pour soigner certaines affections. En d'autres termes, à force de s'entourer de précautions, on risque de jeter le bébé avec l'eau du bain.

Voilà pourquoi la F.n.m.f. et Recherche et Santé proposent de remplacer « les fausses sécurités » administratives, qui aujourd'hui nous priveraient peut-être de l'aspirine, par un « système efficace de surveillance après commercialisation qui permettrait de faire réellement une pharmacovigilance active avec la participation de la totalité des praticiens ». Il ne s'agit évidemment pas de supprimer les étapes de contrôle d'un médicament au moment de son développement, mais d'éviter les doublons superflus. De plus, seul un système de pharmacovigilance étendu peut permettre de suivre efficacement un médicament après sa commercialisation et de prendre toutes les dispositions à la moindre alerte, que les meilleurs dossiers du monde ne peuvent malheureusement pas toujours prévoir. La F.n.m.f. et les laboratoires de Recherche et Santé (le Syndicat national de l'industrie pharmaceutique n'est pas partie prenante) sont prêts à « œuvrer » pour mettre à la disposition des médecins un outil de travail informatisé leur permettant de rassembler facilement l'ensemble des données indispensables à la qualité et à la sécurité de leurs prescriptions.

On en arrive au troisième point de la réflexion : l'information des médecins et la publicité. Là aussi les signataires de l'accord bouleversent un peu les règles du jeu actuel. « Information et publicité doivent être clairement dissociées, lit-on dans leur document. Il est inutile de taxer la publicité si dans le même temps les moyens ne sont pas assurés pour élargir l'audience et la diffusion de l'information pertinente... » Et enfin : « Il faut rétablir la pleine responsabilité des fabricants puisqu'ils sont légalement responsables de la mise sur le marché, et pour cela supprimer le contrôle a priori sur l'information, lourd, coûteux, inefficace et le remplacer par un contrôle a posteriori avec sanctions motivées, si besoin est. »

Enfin, le système de fixation des prix, selon les signataires de l'accord, serait à revoir. Trop d'anomalies, trop de rentes de situations « au profit de firmes étrangères », trop de lourdeurs, inadaptées à l'évolution du marché. Bref l'actuel système de mise sur le marché des médicaments aurait besoin d'une petite cure de rajeunissement.

DOM-TOM: DANS LE DROIT FIL DE LA LOI DE DECENTRALISATION

En charge des Dom-Tom depuis trois mois, Georges Lemoine, après les négociations sur le statut de la Polynésie et au moment d'entamer celles - plus difficiles - sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, fait le point sur un secteur particulièrement sensible

PAR JEAN-PIERRE BEDEI

MÊME si elle est peu spectaculaire et passe souvent inaperçue dans la presse, l'actualité des Dom-Tom est pourtant omniprésente depuis plusieurs semaines. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat aux Dom-Tom depuis le mois de mars, s'est successivement rendu en Nouvelle-Calédonie où sa visite a apaisé les tensions ; en Guyane au mois de juin et à la Réunion la semaine dernière.

Progressivement la politique de décentralisation se met en place. Entre les négociations du statut de la Polynésie il y a une quinzaine de jours et celles qui se dérouleront à Paris sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie du 8 au 13 juillet, il était donc intéressant de faire le point avec Georges Lemoine sur la politique qu'il mène depuis trois mois.

« L'UNITÉ » : En arrivant au secrétariat d'Etat aux Dom-Tom au mois de mars, quelles priorités vous êtes-vous fixé ?

GEORGES LEMOINE : Je ne me suis pas fixé de priorités. Elles ont été dictées par les circonstances. La Polynésie venait d'être ravagée par deux cyclones (voir aussi article sur les catastrophes naturelles page 14) et ma première mission a été d'organiser la mobilisation des hommes et des moyens pour venir en aide aux régions sinistrées. Voilà quelle a été ma première priorité.

Ensuite je me suis attaqué au problème de la Nouvelle-Calédonie. Mon prédécesseur avait déposé à l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie un préambule définissant ce que pourrait être un statut de ce territoire. Ce préambule, je crois, a été mal compris et a été l'objet d'attaques croisées de toutes les formations politiques. La tension est montée, et, à partir de là, nous n'avions même pas le choix : il fallait régler ce problème de la Nouvelle-Calédonie.

Conjointement, il y avait également la situation des départements d'Outre-Mer. Après avoir enregistré les résultats du scrutin concernant les assemblées régionales, il fallait assurer la mise en place des institutions. D'où le projet que nous poursuivons actuellement et qui devrait arriver à terme à la fin

du mois de juillet pour être présenté au Parlement à la session d'octobre : l'élaboration du projet de loi pour le transfert des compétences et des moyens financiers. A ces priorités s'ajoutent bien sûr les particularismes et les difficultés propres à chaque département d'Outre-Mer. Ainsi, par exemple, à la Réunion il existe des difficultés d'ordre économique dues à la poussée de la jeunesse et il faut donc revitaliser l'économie et l'adapter à la demande.

— Quelle signification et quelle importance accordez-vous aux attentats commis au mois de mai en Guyane, aux Antilles et à Paris ?

— Malheureusement ces attentats ne sont pas les premiers. Ils ont lieu périodiquement. C'est un moyen pour certaines factions dites indépendantistes de rappeler leur présence. Nous savions que depuis quelques mois plus de 450 kg de dynamite avaient été volés dans une entreprise en Guadeloupe. Il y avait donc le risque, un jour ou l'autre, de voir exploser cette dynamite. Ce qui a été plus frappant cette fois-ci c'est l'organisation conjointe de ces attentats tant à Paris que dans les Antilles-Guyane. Un Brésilien a été tué par l'explosion en Guyane mais tout laisse à penser que cet homme n'était pour rien dans la préparation de cet attentat.

— Qu'en concluez-vous sur le plan politique ?

— L'enquête est en cours et nous avons des pistes. Mais je ne peux me substituer à la police et à la justice pour porter un jugement.

— Quel était le but de votre voyage en Guyane au début du mois de juin ? Etudier sur le terrain des particularismes ?

— Ce voyage était lié au départ de la fusée Ariane. Mais finalement il y a eu du retard dans le tir et nous ne pouvions pas déplacer ce voyage.

Deuxième raison : cette visite faisait partie de la traditionnelle prise de contact que le secrétaire d'Etat doit avoir avec les Dom-Tom. Enfin, nous avions à faire le point sur la mise en place de la décentralisation car il existe des problèmes de cohabitation entre le conseil général et le conseil régional qui sont de majorités différentes.

D'autre part, c'est vrai, la Guyane a ses particularismes. Elle a connu une succession de plans. En ce qui nous concerne,

nous avons renoncé à venir avec un plan. Nous avons donné seulement des directives dans les domaines de la pêche et de l'agriculture. Nous avons demandé qu'il y ait non pas l'autosuffisance, mais au moins la possibilité d'adapter, dans le domaine de la viande, la production à la consommation. Actuellement, nous avons 10 000 têtes de bétail et nous estimons à 20 000 têtes la couverture des besoins. La démarche poursuivie dans le domaine de l'agriculture consiste donc à répondre aux besoins et à découvrir les créneaux susceptibles d'améliorer la balance de l'exportation. L'agriculture devient une priorité.

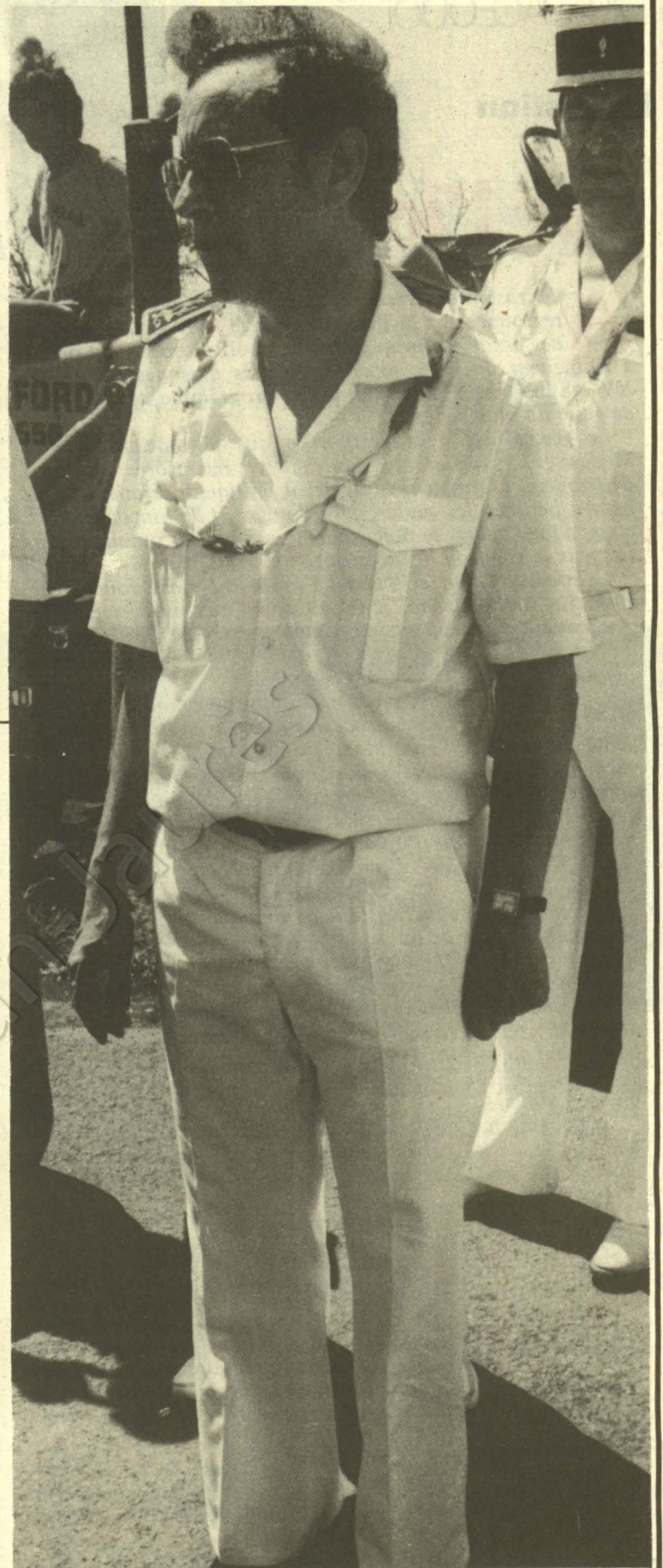
En ce qui concerne la forêt, il ne faut pas viser la quantité mais plutôt les essences particulières, propres à la Guyane, car si nous voulons rivaliser en termes de quantité avec l'Asie du Sud-Est nous ne pourrions pas y parvenir car les coûts de production ne sont pas comparables.

— La semaine dernière vous avez négocié un nouveau statut pour la Polynésie avec les élus de ce territoire. Quelles sont les grandes lignes de cet accord et quelle appréciation portez-vous dessus ?

— Le projet de statut comporte soixante-quatorze articles et nous nous sommes mis d'accord sur soixante-six. Les huit autres seront soumis à l'arbitrage du Premier ministre. Nous sommes donc parvenus à un bon accord. Il s'inscrit dans la phase de décentralisation. Nous allons vers un transfert des compétences et des moyens vers les autorités élues du territoire. De même qu'en métropole le problème de la tutelle du préfet a été posé en des termes différents ; dans ces territoires le rôle du haut commissaire sera d'une autre nature. Le statut a été modifié dans le droit fil de la loi de décentralisation.

— Du 8 au 13 juillet vous allez réunir à Paris une table ronde sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, à laquelle vous avez convié tous les protagonistes de la vie politique de ce territoire. Qui a accepté d'y participer ? Dans quel esprit abordez-vous ces négociations ?

— Sans avoir toutes les réponses officielles, les informations que nous détenons permettent d'affirmer que toutes les formations concernées seront présentes. Par qui seront-elles représentées ? Nous l'ignorons encore. Mais en principe toutes



Georges Lemoine, en Polynésie.

Gamma

les sensibilités politiques seront là : le Front indépendantiste, la F.n.s.c., le R.p.c.r. ainsi que les représentants des chefs coutumiers.

Nos objectifs sont relativement modestes. Notre but prioritaire est la reconnaissance, si j'ose dire, la cohabitation des uns et des autres. A partir de cette reconnaissance, l'instauration d'un débat politique qui doit nous conduire à définir les grandes lignes d'un statut d'autonomie interne comme nous l'avons fait pour la Polynésie.

— Lors de votre dernier voyage en Nouvelle-Calédonie l'éventualité de l'indépendance a été évoquée, d'autre part, vous réunissez une table ronde. Doit-on voir dans ces démarches nouvelles une modification de la politique gouvernementale concernant ce territoire ?

— Non. Mais nous avons pris conscience d'un climat qui s'était très sérieusement détérioré ces derniers mois. Nous avons pensé qu'il fallait créer un choc psychologique et mettre tout le monde devant les responsabilités qui nous attendaient. Nous nous apprêtons à passer cinq jours ensemble. Il

faudra faire en commun l'inventaire des problèmes. Si on parvient à en discuter en dehors d'un climat d'insultes, d'invectives, je crois que ce sera déjà beaucoup.

— Pensez-vous que la Nouvelle-Calédonie ait des moyens de son indépendance ?

— A la limite, ce n'est pas mon problème. Car nous avons dit que le jour où la Nouvelle-Calédonie choisirait de rentrer dans le concert des nations, c'est parce que les habitants de ce territoire l'auraient eux-mêmes déterminé. Donc je n'ai pas à me substituer à la démocratie d'une collectivité territoriale. Aujourd'hui nous pensons qu'il faut revenir sur ce statut du territoire qui date de 1976 et qui est très en retrait par rapport à ce que nous avons fait pour la Polynésie française. Cela représentera une certaine forme d'avancée. Comme l'a dit le président de la République toutes les formes d'évolution sont possibles ensuite. Mais aucun gouvernement ne se substituera à la population de Nouvelle-Calédonie.

(Propos recueillis par Jean-Pierre BEDEI)

TCHAD: L'ENJEU DEPASSE N'DJAMENA

Face à une tentative de déstabilisation régionale, la France se doit d'assumer le rôle que lui assignent l'Histoire et les accords signés

PAR GUY
PERRIMOND

LE Tchad. A nouveau? Encore? Toujours? Face à une sorte de guerre civile parfois incompréhensible, on hésite. Année après année, avec des renversements de situation surprenants, les mêmes images nous atteignent, des noms de localités isolées au fin fond d'un désert redevenant symboliques. Si ce n'est que les rôles ont été renversés et que, si tout semble pareil, l'essentiel, c'est-à-dire les motifs de la lutte, est différent.

Depuis de longues années le Tchad tente de se donner une structure étatique lui permettant de survivre et de se développer. Depuis de longues années quelques « grands capitaines » mènent à leur guise des guérillas dont les raisons ne sont pas toujours apparentes. Et dont le premier résultat fut d'empêcher l'émergence d'un pôle de pouvoir suffisamment stable, pour calmer le « jeu ». Or en juin 1983 la guérilla classique s'est transformée en guerre. Cela peut se mesurer au matériel utilisé, à la logistique nécessaire, aux tactiques employées. Goukouni Weddeye est sorti de son maquis, de son « refuge » avec un armement moderne, utilisant des caravanes de véhicules tout terrain bien équipés — les combattants saharouis avaient prouvé leur efficacité —, des liaisons radio et surtout des combattants entraînés à faire la guerre et non plus la guérilla.

C'est l'importance de ce matériel, le volume des communications radio, l'appel à une logistique « venue d'ailleurs » qui a prouvé la part prise par Khadafi dans ces combats. Et qui a fait renaître, en Afrique, quelques inquiétudes. Car pour l'Afrique — et en particulier l'O.u.a. — l'arrivée au pouvoir, à N'Djamena d'Hissène Habré avait été analysée comme le début d'une période de « calme ». Avant la dernière « bataille de N'Djamena », durant de longs mois, de multiples tentatives avaient été faites pour permettre aux différentes factions rivales d'arriver à un accord. Une « force de paix » avait été envoyée sur place par l'O.u.a. sans grand résultat : Hissène Habré prenait le pas sur ses rivaux et allait assumer la totalité du pouvoir.

Et à N'Djamena, le sens de l'Etat dont Habré fait preuve « se voyait ». L'aide

reçue ne s'évanouissait plus dans les sables, était utilisée rationnellement. Cela ne suffisait pas pour assurer le calme : le pays avait trop souffert, la faiblesse du pouvoir central avait été trop voyante pour que d'un coup de baguette magique soient effacées les rivalités et le poids des « grands capitaines ». Au Sud comme au Nord on pouvait déceler des motifs de tension. Mais avec le temps...

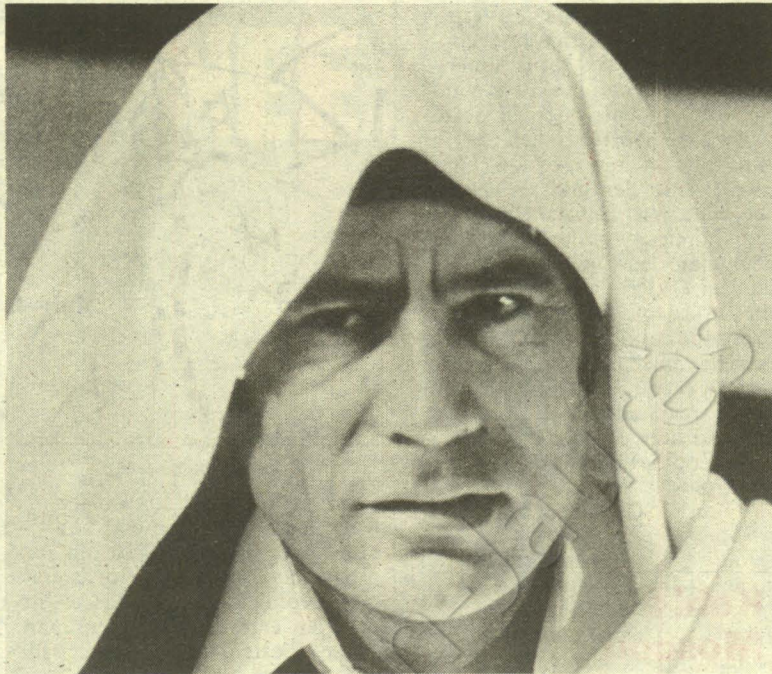
Mais « descendant de ses montagnes », Goukouni vient de prouver que la lutte



Hissène Habré.

n'est plus seulement « tribale ». Et si Khadafi continue d'affirmer que ses troupes ne combattent pas au Tchad, il est devenu évident pour tous que sur le plan financier et logistique, l'aide libyenne est déterminante. Du coup, pour les Etats de la région — Soudan, Niger, Nigeria, Centrafrique, Cameroun — la menace libyenne est devenue une réalité. Tous sont persuadés — et Tripoli n'a rien fait pour les convaincre du contraire — que Khadafi pense toujours à la fusion des deux Etats. Mieux, les responsables africains pensent qu'en cas de victoire de Goukouni, ce dernier serait très vite remplacé par Acheïk Ibn Oumar, le responsable des C.d.r. Ce qui signifierait un « effacement » du Tchad. Dès lors pèserait sur eux, de plein fouet, une menace de déstabilisation réelle. De nombreux hommes politiques de la région m'ont affirmé : « Khadafi rêve toujours à ses Etats-Unis du Sahel. Comme si nous n'avions pas autre chose à faire. Comme si notre indépendance n'était pas notre bien le plus précieux. »

Il serait toutefois souhaitable que les représentants des Etats de la région affirment, haut et fort, leur



Le colonel Khadafi.



Goukouni Weddeye.

volonté de ne pas voir un Etat « intervenir » pour modifier l'équilibre politique de la région.

Fin juin, lorsque Goukouni est arrivé devant Faya-Largeau, il fut très vite évident que les combats allaient changer de dimension. La garnison en place ne pouvait pas résister : les fusils sont de peu de poids face aux « orgues de Staline ». La garnison de Faya-Largeau fut « hachée ». Hissène Habré ne pouvait que faire appel à l'aide internationale : il lui fallait, pour résister non seulement du matériel, mais le temps nécessaire pour former ses combattants. Opération difficile mais possible.

La France compte tenu des accords militaires de 1976 avait des responsabilités évidentes. Elle se devait, d'abord, de fournir du matériel. Christian Nucci, au cours de deux voyages à N'Djamena, l'a rappelé. Et puis, le 26 juin un véritable pont aérien a été mis en place, la France n'étant d'ailleurs pas le seul Etat à apporter son aide.

Au fil des jours — et compte tenu de l'arrivée de la saison des pluies qui va rendre les mouvements terrestres plus lents, plus aléa-

toires —, le rapport de forces va se modifier. Sur le plan psychologique déjà il semble se passer quelque chose. Khadafi a dû prendre conscience qu'Hissène Habré — c'est-à-dire aux yeux de l'O.u.a., le gouvernement légitime — n'était pas isolé. L'importance du pont aérien a dû lui prouver que d'ici peu l'armement moderne dont dispose grâce à lui, Goukouni ne serait plus un avantage déterminant. Dès lors il n'est pas exclu qu'il modifie ses objectifs...

L'effort français a d'autres motifs. Face à une tentative — une de plus — de mise en cause du régime, des frontières, de l'existence même d'un Etat, la France se devait d'assumer son rôle. Celui qu'impose l'histoire, les accords signés, la parole donnée. Car au moment où les « Grands » s'intéressent de près à l'Afrique, il était normal que la France prouve qu'elle ne se désintéresse pas de l'avenir du continent. Dès lors, au-delà du soutien à un gouvernement reconnu par l'O.u.a. lors de son dernier sommet, il était normal que Paris, face à une tentative de déstabilisation fatalement régionale prouve sa volonté de voir cesser de telles manœuvres.

Pour l'instant, Tripoli n'a pas réagi. Sur le terrain, alors que l'on pouvait s'attendre à une tentative de Goukouni de foncer vers N'Djamena, c'est vers le Sud-Est, vers Abeché que les combats se déplacent. Mais la guerre du désert a ses règles. Bizarres. Dont la plus dure est, selon l'importance du matériel et le nombre de combattants, le soutien logistique. En munitions, en essence et en eau. Difficile de prévoir dans ces conditions ce que seront les prochains jours. Goukouni continuera-t-il à recevoir l'aide dont il a besoin? La Libye ira-t-elle plus loin? Fera-t-elle marche arrière, reportant vers d'autres horizons ses rêves et ses ambitions? Ou — et ce serait un

drame — verra-t-on à nouveau le Tchad implorer?

Depuis de trop nombreuses années, quelques hommes, refusant le débat politique, la confrontation pacifique, ont fait du Tchad le champ clos de luttes d'un autre âge. Il ne faut pas dans ces conditions que des interventions extérieures viennent accroître les tensions. La France pour sa part soutiendra le gouvernement en place. Sans ménager ses efforts. Elle le fera avec d'autant plus d'assurance que ces deux dernières années elle a prouvé qu'il ne s'agissait pas pour elle d'intervenir dans les affaires intérieures d'un pays. Elle n'a pas ménagé ses efforts pour que le G.u.n.t., lorsqu'il était au pouvoir, se stabilise. Elle a souhaité que les « solutions militaires » n'interviennent pas, que les ingérences intérieures cessent. Elle sait d'expérience que la meilleure des aides est celle qui va au développement, celle qui creuse des puits plutôt que des tombes. C'est pour toutes ces raisons, pour que les Tchadiens puissent choisir, puissent développer leur pays, qu'elle ne ménagera aucun effort. Il serait souhaitable, qu'en dehors du Tchad on le comprenne.

La Cnuccd face aux égoïstes et aux muets

« Et si c'était un succès parce que ce n'est pas un échec ? » A leur retour de Belgrade quelques-uns des négociateurs de la dernière Cnuccd ont dû se faire, en toute bonne foi, cette réflexion désabusée. Mais qui, dans son réalisme, marque les limites de la cohésion, de la maturité de notre monde.

Il aura fallu que la sixième conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuccd) joue les prolongations — trois jours et deux nuits blanches — pour que le bilan ne soit pas totalement négatif. Une résolution reconferme en effet les engagements pris lors de la conférence sur les P.m.a. (pays les moins avancés) de Paris en 1981 : il est demandé aux pays donateurs de consacrer 0,15 % de leur P.n.b. à ces pays en 1985. Ou, tout au moins, le plus rapidement possible.

Cela dit, que reste-t-il de cette longue conférence ? Que son président, le ministre des Affaires étrangères yougoslave, Lazard Mojsan en a été un des acteurs clés ? Que la délégation française a réussi à éviter le pire, c'est-à-dire l'éclatement ? Que le débat sur le rôle du F.m.i. a été réel ? Que sur bien des détails des résultats modestes ont été enregistrés. C'est finalement peu. Même si tout cela préserve l'avenir.

Au total, cette conférence a d'abord été marquée par ce qu'il faut bien appeler l'égoïsme des Etats-Unis. Puis par l'importance des clivages perceptibles au sein de la Communauté européenne. Si le premier fait est en quelque sorte habituel, le second est plus inquiétant. Jusqu'alors la Communauté servait de « pont », préparait les compromis. Cette fois-ci elle fut en quelque sorte « aphone ». Ses contradictions internes, mises en valeur par la Grande-Bretagne et dans une moindre mesure par la R.f.a., l'ont empêchée de jouer le rôle moteur — en ce qui concerne la coopération Nord-Sud — qui était le sien, ce qui est d'ailleurs inquiétant à propos des futures négociations de Lomé.

Les Etats-Unis pour leur part ont joué la politique du refus, du pire. En un mot celle du « niet », mise en œuvre dans un autre temps et en d'autres lieux par l'U.r.s.s. Cette dernière s'est d'ailleurs contentée, à Belgrade, d'observer les contradictions d'un monde « qui n'est pas le sien » avec une indifférence polie. Les pays du Sud devraient s'en souvenir.

Le mode de fonctionnement, les habitudes des « groupes de pays » expliquent en partie l'absence de négociation réelle : alors que du côté des industrialisés on se met d'abord d'accord sur « le minimum acceptable », côté tiers monde on assiste à une addition d'intérêts particuliers, sectoriels. Ce qui a comme inconvénient de ne pas permettre de dégager une position de repli.

Et la France dans tout cela ? Elle voulait éviter le pire, le clash. Sur ce point elle a réussi. Mais, au-delà, la montée au Nord des conservatismes a montré les limites de son pouvoir de négociation. Certes les Américains n'ont pas atteint leur premier but résumé froidement par un participant : « Ils veulent tout casser ». Mais leur refus de toute avancée, qu'il s'agisse des dettes, des problèmes monétaires, du commerce international, etc., ne peut que pousser certains pays du tiers monde à souhaiter que reprennent des « négocia-

tions globales. » A un moment où l'on sait qu'elles n'ont aucune chance d'aboutir. Sur ce point Washington a peut-être fait une erreur. « L'arrogance » dont parlait un délégué du tiers monde a des risques. Dont celui de pousser, aujourd'hui, demain, bon nombre de délégations à pratiquer, n'espérant plus rien, la simple dénonciation. Car les refus américains signifient pour bon nombre de pays, africains en particulier, la mort au lieu de la survie d'hommes et de femmes ! Une des grandes leçons de cette VI^e Cnuccd est peut-être là. Les pays du Nord, dans leur majorité, ont fait la preuve de leur égoïsme à courte vue. Et lorsqu'ils ont accepté la moindre concession, c'est parce qu'elle touchait de près un de leur « clients ». C'est-à-dire un de leurs marchés. Et il n'y a pas, au nom du monétarisme, à être fier de cela.

GUY PERRIMOND

Kohl à Moscou : quel équilibre ?

Le chancelier Helmut Kohl espérait-il vraiment ramener le moindre résultat concret de son premier voyage officiel en Union soviétique ? Il aurait fallu pour cela qu'il soit lui-même disposé à s'écarter de la position de l'ensemble des pays occidentaux sur la question centrale du prochain déploiement des fusées Pershing et des missiles de croisière. Tel n'était pas le cas, et dès lors il était assuré d'entendre à nouveau le discours bien connu des Soviétiques, le même qu'une délégation de députés au Soviet suprême a tenu la semaine dernière à Paris à des parlementaires français ainsi qu'à Pierre Mauroy et Claude Cheysson.

Ce dialogue de sourds, qui s'embrouille dans des arguments complexes et contradictoires dès qu'on entre dans les détails techniques, repose en fait sur des données simples. A l'Est comme à l'Ouest on est d'accord sur un principe à savoir que tout progrès vers le désarmement ne peut être envisagé qu'à partir d'un équilibre des forces nucléaires en Europe. Pour les Occidentaux, cet équilibre, qui existait peut-être en 1976, a été rompu depuis que les Soviétiques ont replacé leur anciens SS 4 et SS 5 par des SS 20 à trois têtes nucléaires qui tiennent à leur portée l'ensemble des agglomérations européennes du nord de la Norvège jusqu'au sud de l'Italie. C'est pour rétablir l'équilibre que l'Otan a donc pris la décision d'installer avant la fin de cette année un certain nombre de nouvelles fusées en R.f.a. et dans trois autres pays de l'Alliance.

Les Soviétiques contestent cette thèse, affirmant quant à eux que l'équilibre existe présentement en Europe. Ils prennent, en effet, en compte les forces nucléaires britannique et française sans vouloir entendre que celle-ci n'est qu'une force de dissuasion nationale, non intégrée au commandement militaire de l'Otan. Cette question avait déjà été au centre de l'entretien de février dernier entre Youri Andropov et Claude Cheysson à Moscou.

Politique internationale



Depuis, les positions n'ont pas varié et les Soviétiques répètent, comme l'ont fait ensemble il y a quelques jours les dirigeants des pays du Pacte de Varsovie, que le déploiement des fusées de l'Otan entraînerait de leur part une riposte dont ils ne précisent d'ailleurs pas exactement la nature. Le seul espoir d'éviter cette situation serait que les négociations américano-soviétiques de Genève progressent quelque peu dans les mois à venir. C'est le vœu qu'ont exprimé aussi bien François Mitterrand que le chancelier Kohl qui, tout en soutenant fermement les positions de l'Otan, sait fort bien que l'implication directe de son pays dans le déploiement de nouvelles armes nucléaires lui posera de sérieux problèmes de politique intérieure.

La rencontre Kohl-Andropov, ajournée de 24 heures par ce dernier « pour des raisons personnelles », a d'autre part provoqué de nouveaux commentaires sur l'état de santé du Premier soviétique. Même si ses facultés intellectuelles sont intactes, il est apparu clairement à tous les témoins que Youri Andropov marche avec difficulté et que sa main gauche est agitée d'un fort tremblement. Sans qu'il soit nécessaire de se livrer à des supputations inutiles, c'est une donnée qui ne peut être négligée dans le dialogue difficile des Occidentaux avec Moscou.

A.V.

Proche-Orient : tous les chemins mènent à Damas

Quand on veut apprécier sérieusement une situation compliquée, le mieux est d'aller voir sur place. C'est cette maxime élémentaire qui a inspiré Claude Cheysson dans le nouveau voyage qu'il a accompli cette semaine au Proche-Orient — il s'y était déjà rendu en février dernier — et qui l'a conduit successivement à Damas, à Jeddah, au Caire et à Jérusalem. Voyage d'information, que le ministre des Relations extérieures avait tenu à entourer de la plus grande discrétion, mais voyage destiné de toute évidence à confirmer que la France entend poursuivre une diplomatie active dans

la région en s'appuyant sur les amitiés dont elle dispose, et dont elle est seule à disposer, chez les uns et chez les autres.

Le choix de Damas comme première étape n'était pas dû au hasard. C'est là que Claude Cheysson avait le plus de questions à poser sur la position des dirigeants syriens tant à l'égard de la situation au Liban que par rapport au sort des Palestiniens. Le président Hafez el Assad lui a confirmé l'hostilité totale de son pays à l'accord libano-israélien, ce qui montre clairement que les Syriens n'ont aucunement l'intention d'évacuer la partie du territoire libanais qu'ils occupent. Quant à l'attitude de Damas vis-à-vis de l'O.I.p. et plus particulièrement de Yasser Arafat, elle s'explique — c'est notamment l'analyse des dirigeants égyptiens — par la volonté de la Syrie de démontrer qu'aucun accord n'est possible sans elle dans la région, et que ceux qui seraient tentés de s'engager dans la voie du compromis se heurteraient à son opposition catégorique.

Si en Israël on semble se réjouir, peut-être un peu rapidement, des divisions entre Palestiniens, Claude Cheysson, qui a reçu à Damas le président du Conseil national palestinien, a pu répéter au cours de son voyage que la France n'estime pas que les affrontements au sein de l'O.I.p. soient de nature à favoriser la recherche d'un règlement.

Restent deux questions majeures. D'une part, la position de l'Union soviétique. Si elle continue à soutenir, militairement et politiquement, la Syrie, il semble qu'elle ait désormais d'autres fers au feu. Dénonçant le comportement de l'Iran, elle s'est récemment rapprochée de l'Irak qui n'est pas lui-même, c'est le moins qu'on puisse dire, au mieux avec la Syrie. Il est certain en tout cas que l'U.r.s.s. cherche à revenir en force sur le terrain du Proche-Orient dont elle a été très absente l'an dernier au moment de l'affaire de Beyrouth. Quant à la position américaine, elle paraît aujourd'hui moins assurée que lors de la publication du plan Reagan il y a un an. Le plan n'a guère été suivi d'effets, et il semble que dans la nouvelle tournée qu'il a entreprise lui aussi cette semaine dans la région, en commençant également par Damas, le secrétaire d'Etat George Shultz ait purement et simplement repris les choses de zéro.

A.V.

Nicaragua : la démocratie malgré la guerre

Au beau milieu de la pou-drière centre-américaine dans un pays de moins de trois millions d'habitants, les groupes politiques débattent de la meilleure façon d'introduire et de consolider le pluralisme politique dans leur société. Il s'agit du Nicaragua où le Conseil d'Etat est en train de discuter le premier pas de l'institutionnalisation du pays. Les premiers articles de la « loi de partis politiques » ont déjà été approuvés. Cette loi destinée à réguler les activités de toutes les forces politiques du pays considère que les partis ont le droit d'accéder au pouvoir et qu'ils ont le droit d'organiser des campagnes politiques avec tous les moyens de diffusion existants. Les groupes d'opposition ont pu pendant cette discussion infléchir certains points du projet de loi, spécialement en ce qui concerne justement le problème du pouvoir ; en effet le texte primitif prévoyait seulement une « participation dans l'Administration publique », le débat au sein du Conseil d'Etat a été déterminant pour introduire cette modification qui donne tout son sens au processus électoral à venir.

Les sandinistes savent que pour compter avec l'appui des pays européens ils doivent maintenir et garantir les principes politiques qui donnent son originalité à la révolution sandiniste : l'économie mixte, le pluralisme politique et le non-alignement. Mais les amis européens savent de leur côté qu'il est très difficile de se maintenir dans cette voie dans l'actuel état de guerre qui sévit dans la région des Caraïbes.

L'hostilité du gouvernement américain à l'égard du Nicaragua ne s'embarrasse pas de scrupules (voir « l'Unité » n° 517) et vise à déstabiliser ce pays. La C.i.a. équipe et entraîne des groupes militaires et paramilitaires qui harcèlent les sandinistes sur divers points du territoire national.

Sur la frontière nord, avec le Honduras, les groupes armés des partisans du somozisme se sont concentrés et effectuent de nombreuses incursions autour de la ville de Jalapa, obligeant la population à se déplacer vers des sites plus sûrs. Si bien que l'armée sandiniste a contrôlé jusqu'à aujourd'hui toutes les interventions des « contras », le coût en vies humaines et les dégâts matériels sont importants. L'ensemble des troupes somozistes pourraient s'élever de 5 000 à 8 000 hommes selon les estimations.

Sur la frontière sud, les troupes d'Eden Pastora n'ont pas la mobilité et les capacités offensives montrées par les « contras » au nord. En outre les rapports entre les gouvernements du Costa Rica et du Nicaragua se sont beaucoup améliorés après la médiation du Groupe de Contadora.

Dans ce cadre, le gouvernement sandiniste craint par-dessus tout l'éventualité d'une guerre ouverte avec le Honduras. L'appui militaire et économique donné par les Etats-Unis aux militaires les plus durs de l'armée hondurienne accroît ce risque. Par ailleurs un affrontement direct entre les deux voisins pourrait donner aux Etats-Unis la justification nécessaire pour « protéger » d'une façon encore plus directe leur principal allié dans la région. Le chemin pacifique ouvert par les démarches du groupe de Contadora demande à être poursuivi ; plusieurs pays — dont la France — ont manifesté leur appui aux efforts de la Colombie, du Mexique, du Venezuela et de Panama.

CARLOS FERRARI-LOPEZ

RENAULT G 260 T. L'EUROPE L'A ELU CAMION DE L'ANNEE.



13 journalistes européens ont élu le Renault G 260 T "Camion de l'année 83".

Avec ce trophée, le jury a voulu récompenser une gamme de camions conçue pour répondre aux attentes de transporteurs confrontés à une conjoncture difficile.

La conception générale du G 260 a été dominée par le souci prioritaire de la rentabilité d'exploitation, en voici la preuve par les chiffres :

- Poids mort : 5.960 kg (équipement standard en ordre de marche, plein de 400 l). - Charge utile : 32 tonnes.
- Motorisation performante (turbo à air refroidi, couple de 105 mKg pour 260 ch DIN), associée à une boîte très ouverte



(9 vitesses, ouverture 14.8).

- Consommation : 34,46 l aux 100 km (test comparatif sur parcours étalonné réalisé par la presse professionnelle, décembre 1982).

Le Renault G 260 est né des derniers perfectionnements de l'électronique et de la robotique.

Tout a été mis en œuvre pour permettre à un chef d'entreprise d'optimiser sa gestion.

Et derrière chaque G 260 comme derrière tous les Renault, l'assistance de 600 concessionnaires et points de service en France.

Le Renault G 260 T est le camion de l'année, choisissez-le cette année comme votre camion

NOS PERFORMANCES POUR VOTRE ENTREPRISE.

RENAULT
Véhicules Industriels

PRAGMATIQUE HONGRIE !

« Très fermes sur les principes mais très souples dans la pratique »
telles sont les lignes directrices de l'action des dirigeants hongrois

PAR CLAUDE
ESTIER

Le Premier ministre français se rend en fin de semaine à Budapest. Un an après la visite qu'y a effectuée François Mitterrand, les dirigeants hongrois attendent la venue de Pierre Mauroy avec un vif intérêt ainsi qu'en témoigne l'interview accordée à « L'Unité » par le Premier ministre György Lázár.

Curieux pays que cette Hongrie, membre à part entière du bloc des pays socialistes mais qui ne ressemble à aucun de ces derniers ! Non seulement parce que sa langue n'est pas d'origine slave — c'est aussi le cas de la Roumanie —, non seulement parce que Budapest est — sans doute avec Prague — la plus belle ville d'Europe centrale, mais surtout parce qu'il y règne un art de vivre qui apparente la capitale hongroise davantage à une ville occidentale qu'à une cité de l'Est : foule bigarrée aux terrasses des cafés, magasins bien fournis et vitrines attrayantes, charmants restaurants du vieux Buda, circulation dense de voitures particulières qui n'évite pas de sérieux

s'est améliorée, le nombre des taxis à Budapest a doublé depuis qu'ils ont cessé d'être propriété exclusive d'une compagnie d'Etat. Dernier élément original : les Hongrois peuvent sortir librement de leur pays pour se rendre en Autriche et les week-ends à Vienne ne sont pas pour rien dans cette impression de liberté — tout est relatif — que l'on ressent dans ce pays et qu'y ressentent aussi, apparemment, les millions de touristes de tous les pays de l'Est qui affluent chaque année.

La « voie hongroise » est-elle donc exemplaire ? Le secrétaire du comité central du Parti socialiste ouvrier hongrois Peter Varkonyi, qui m'en explique les subtilités dans son bureau de Budapest, s'en défend énergiquement : « Nous ne nous considérons pas du tout comme un modèle mais nous essayons de trouver des formules qui conviennent à notre pays et à notre peuple. »

La ligne directrice de cette action, mon interlocuteur la définit dans cette formule qui prête à réflexion : « Nous sommes très fermes sur les principes mais très souples dans la pratique. » Et il ajoute comme pour mieux se faire



György Lázár.



János Kádár, György Lázár lors de la visite de François Mitterrand, en 1982.

bouchons, le vendredi soir, sur l'autoroute qui conduit au lac Balaton.

Spectacle étonnant quand on sait par ailleurs que le salaire moyen d'un travailleur hongrois ne dépasse pas l'équivalent de 700 francs par mois ! Ce qui veut dire qu'ici comme dans d'autres pays — et pas seulement à l'Est — la « débrouille » est reine. La différence avec les autres Etats socialistes est qu'elle est tolérée et même, dans une certaine mesure, encouragée. Non pas que l'économie hongroise ait renoncé au dogme de l'étatisation. Mais depuis une vingtaine d'années déjà, elle a ouvert progressivement une soupape en redonnant une place à l'initiative individuelle, dans le commerce, dans l'agriculture et même, depuis peu, dans l'industrie. Les résultats sont intéressants : les candidats aux commerces privés sont de plus en plus nombreux, la distribution des denrées alimentaires

comprendre : « Nous expérimentons en permanence mais nous ne mettons en pratique que ce que les gens sont capables de comprendre et d'accepter. J'ai ici, derrière moi, les œuvres de Marx et de Lénine mais elles ne contiennent pas de réponses aux questions qui se posent tous les jours. » Et encore ceci : « On ne peut pas contraindre le peuple à faire ce qu'il ne veut pas faire. On ne peut pas rendre les gens heureux avec des finitiques. » Si on se rappelle les conditions dans lesquelles János Kádár est arrivé au pouvoir en 1956 à Budapest, on mesure le chemin parcouru par un régime qui a su, peu à peu, se faire plus discret qu'ailleurs.

En contrepartie de cette méthode originale qui concerne la vie quotidienne de chacun, la Hongrie ne s'écarte pas d'un pouce de la ligne « internationale » du pacte de Varsovie. Sa situation géographique et son désir de pouvoir continuer dans

sa voie propre la rendent cependant particulièrement sensible à tout ce qui pourrait provoquer une aggravation de la tension dans les rapports Est-Ouest. Les Hongrois sont certes des alliés fidèles de l'U.R.S.S. mais ils ne tiennent nullement à ce que des fusées SS 20 soient installées sur leur territoire. Sans pousser trop loin le parallèle avec la France, ils se sentent proche de notre pays, membre de l'Alliance atlantique mais non de l'organisation militaire intégrée de l'Otan. Développer les échanges avec la France, c'est aussi pour eux ouvrir un peu plus les fenêtres qu'ils ont jusqu'ici prudemment entrouvertes. C'est pourquoi un accueil chaleureux sera fait ces prochains jours à Pierre Mauroy en même temps que quelques clins d'œil dont il reste à savoir s'ils pourront se concrétiser au-delà des vœux de renforcement des relations bilatérales qu'exprimera le communiqué final.

« L'UNITE » : Après le voyage effectué l'an dernier par le président François Mitterrand dans votre pays, la visite du Premier ministre français constitue une nouvelle étape dans le renforcement des relations franco-hongroises. Comment voyez-vous vous-même l'évolution de ces relations ?

GYÖRGY LAZAR : Je suis d'accord avec votre appréciation : nous attendons en effet de la prochaine visite en Hongrie du Premier ministre Pierre Mauroy le renforcement ultérieur des relations franco-hongroises, la poursuite du processus amorcé par le voyage que François Mitterrand a fait à Budapest il y a à peine un an.

La rencontre à Budapest de János Kádár et François Mitterrand nous a permis de tourner la page sur des tabous historiques. C'est que, dans le passé la distance géographique n'était ni l'unique ni le principal obstacle au rapprochement

de nos pays. Ici et là, les forces progressistes sympathisaient et plus d'une fois cherchaient, les unes dans les autres, des alliées. Mais tant à Paris qu'à Budapest, la politique officielle — en particulier entre les deux guerres mondiales — n'était pas favorable à l'établissement des rapports. On comprend combien, nous autres Hongrois apprécions le fait qu'il y a un an, pour la première fois, un chef d'Etat français est venu, en la personne de François Mitterrand, sur une invitation officielle.

La visite projetée du chef de gouvernement français Pierre Mauroy est une preuve de la poursuite du développement des relations entre nos pays, dans l'esprit de la rencontre au sommet de l'an dernier. La différence du système social de nos pays, la dissemblance des conceptions, sur les rives de la Seine et aux bords du Danube quant aux principes et modalités de la transformation socialiste, n'entravent point le développement de nos relations politiques et de notre coopération économique, culturelle et scientifique. Ce qui est essentiel, c'est que la Hongrie et la France cherchent la voie qui aboutit à mettre en place un système social plus juste. La grave situation économique mondiale d'aujourd'hui et la situation politique internationale extrêmement dangereuse nous incitent aussi à développer nos relations. Je peux donc affirmer en toute conviction et en toute confiance que la visite en Hongrie de Pierre Mauroy constituera une nouvelle et importante étape dans le renforcement de nos relations.

— On vient d'inaugurer à Budapest un monument à la paix sur lequel figurent les signatures conjointes de János Kádár et de François Mitterrand. Peut-on y voir un symbole de l'action commune que la France et la Hongrie peuvent mener en faveur de la paix et de la sécurité en Europe ?

— Certainement. L'œuvre de Pierre Székely, sculpteur d'origine hongroise vivant en France, exprime par les moyens de l'art ce qu'est la conviction politique proclamée des deux hommes d'Etat, signataires du monument. Quant à notre appartenance commune à l'Europe et à la prise en compte, en toute responsabilité, du danger qui menace la paix et de tout ce qui s'ensuit, l'opinion de nos gouvernements a été et demeure entièrement convergente. La façon dont François Mitterrand s'est exprimé au Parlement de Budapest au sujet de la possibilité et de la nécessité d'efforts conjoints pour la paix et la sécurité européennes, en empruntant les paroles d'un de nos plus grands poètes, Attila József : « Ô, Europe, que de frontières ! », me restera particulièrement mémorable. Nous, les responsables de la Hongrie d'aujourd'hui, disons à l'unisson avec l'autre signataire du monument à la paix de Budapest, János Kádár : « Quand il y va de la paix, les Hongrois votent des deux mains pour la détente ! »

Pour ce qui est des efforts déployés par la Hongrie et la France en faveur de la paix et de la sécurité en Europe, je considère comme primordial de connaître avec le maximum de précision et de comprendre nos positions réciproques. Comme la sincérité ne nous a jamais fait défaut et que nous n'en manquons pas aujourd'hui non plus, nous ne dissimulons pas ce qui, dans nos positions réciproques, est différent, notamment en ce qui concerne les causes de recrudescence de la tension internationale. De même, nous explicitons franchement que la République populaire hongroise veut être alliée sûre de ses alliés, un partenaire correct de ses partenaires. Nous considérons comme naturel que la France veuille agir de même.

La Hongrie est fortement intéressée à la conclusion positive des négociations de Genève et d'autres pourparlers sur le désarmement, à voir se réaliser la sécurité des peuples d'Europe à un niveau plus bas des armements. Je suis persuadé que la prochaine rencontre de Budapest à l'échelle gouvernementale offrira de nouvelles possibilités d'efforts communs, tant nécessaires pour rétablir la détente.

— L'opinion publique française est très intéressée par le processus original de développement économique et social de la Hongrie. Pouvez-vous préciser à la fois quelques principes et quelques exemples de ce processus ?

— La sympathie et l'intérêt que le peuple français porte à la Hongrie nous honorent beaucoup. Pendant plusieurs siècles, les meilleurs patriotes hongrois ont souvent considéré l'exemple progressiste de la nation française comme digne d'être suivi en matière de développement social, culturel et économique.

Pays socialiste — et membre souverain de la communauté socialiste —, la Hongrie connue, en moins de quatre décennies, un développement plus substantiel que durant les cent cinquante ans précédents. Une expression en est le fait que de pays agraire elle est devenue un pays industriel et agraire, l'épithète d'« agraire » recouvrant elle-même une réalité bien différente de celle d'avant la Seconde Guerre mondiale : une économie alimentaire moderne, collective, de taille et d'organisation industrielles.

Au fur et à mesure du développement économique, le niveau culturel de la société s'élève. En trente ans on a vu quadrupler l'effectif des diplômés de l'enseignement supérieur. Ce fait a en soi engendré une notable mobilité sociale en Hongrie.

L'élévation du niveau de scolarisation a puissamment aidé le peuple hongrois à apprendre et assimiler, en moins d'une génération, un code de conduite, à faire sien un système de valeurs, à mettre en place une vie publique sans lesquels l'objectif d'approfondissement de la démocratie reste inopérant dans un programme gouvernemental. A l'heure actuelle, la vie de la société hongroise est, dans tous les domaines et à tous les niveaux, caractérisée par le fonctionnement de plus en plus efficace des formes modernes d'une vie publique démocratique. Une large démocratie sociale, une économie en plein développement, une culture en expansion, voilà les acquis majeurs de notre développement, l'interaction de ces phénomènes étant naturelle.

Toutes les fois qu'un pays socialiste cherche des solutions inédites, différentes des autres, la presse mondiale en parle largement. J'estime, moi, que ces publications ne tiennent pas

suffisamment compte du développement. Au moment où l'Union soviétique était le seul pays au monde à construire le socialisme, les méthodes pratiques de cette édification étaient, naturellement, définies en conformité avec les conditions du moment et du lieu. Ces conditions — retard du développement économique et social, lutte de classes ouverte, conséquences des destructions de la guerre, situation internationale difficile — étaient pour une bonne part semblables dans les nouveaux pays socialistes créés au milieu du siècle. Mais grâce justement aux résultats, il est devenu possible et nécessaire de faire jouer, dans les conditions d'une étape postérieure, de plus en plus de particularités nationales pour assurer le développement linéaire de l'économie et de la société.

Prenant en compte les données spécifiques de la vie économique hongroise et les changements opérés dans l'économie mondiale, nous nous efforçons maintenant, en vue de notre développement socialiste, de faire mieux fructifier la capacité intellectuelle non négligeable dont nous disposons, d'encourager l'initiative et l'esprit d'entreprise. A cet effet nous avons créé et ne cessons de perfectionner les cadres économiques et juridiques adéquats.

Nos efforts tendent donc essentiellement, sur la base de la propriété socialiste — nationale ou coopérative — de la grande majorité des moyens de production, dans le cadre de l'économie planifiée, à mettre en place une régulation et des institutions adaptées aux conditions de la société et de l'économie hongroises, à leur niveau de développement atteint et aux exigences extérieures et incitant à un travail plus efficace et plus souple.

Depuis quinze ans, notre système actuel de direction économique fonctionne efficacement. Les expériences de ces dernières années montrent aussi qu'en Hongrie nous avons réussi à appliquer, en plus des méthodes généralement connues et fructueuses du développement socialiste, des moyens et des solutions qui répondent à nos données et qui nous permettent de tirer un meilleur profit de nos potentialités spéciales. Aussi vaut-il la peine, selon notre conviction, de poursuivre dans cette voie.

— Comment envisagez-vous de concilier l'objectif de renforcement du Comecon et l'approfondissement de vos relations et de votre coopération avec la Communauté économique européenne ?

— Je tiens à préciser d'emblée que la Hongrie entend largement profiter des possibilités que recèlent les relations économiques internationales et que, à notre sens, l'isolationnisme, le repliement derrière des barrières nationales ou régionales n'est pas un chemin praticable. Le marché intérieur de l'économie hongroise est relativement petit ; pour les sources primaires d'énergie et les matières premières la Hongrie est tributaire de l'importation.

Notre pays est membre du Conseil de l'aide économique mutuelle et les relations économique intra-Comecon ont pour lui une importance déterminante : c'est une réalité. Plus de la moitié du chiffre d'affaires total de son commerce extérieur se réalise avec les pays de la Communauté économique socialiste. De cette région provient la très grande majorité des importations hongroises d'énergie et de matières premières et, en revanche, les pays membres du Comecon sont les principaux clients des industries hongroises de transformation.

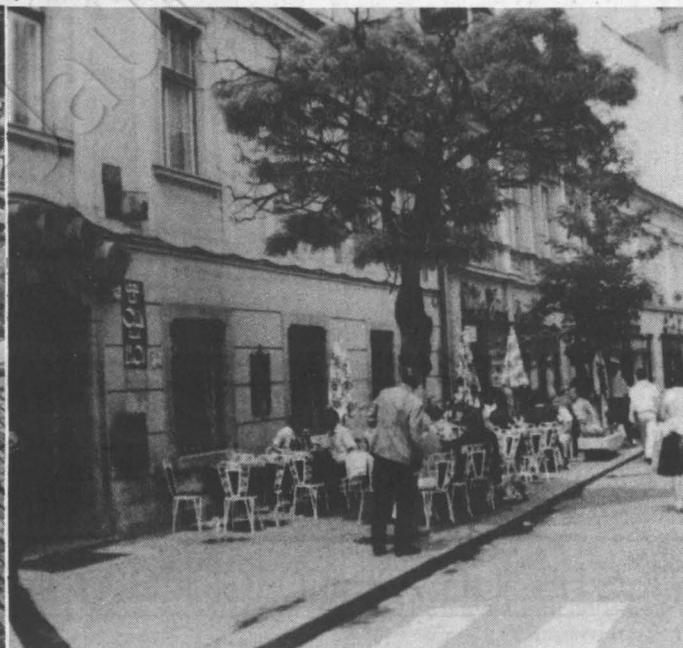


Le pont de la Liberté (ex-pont François-Joseph) sur le Danube.

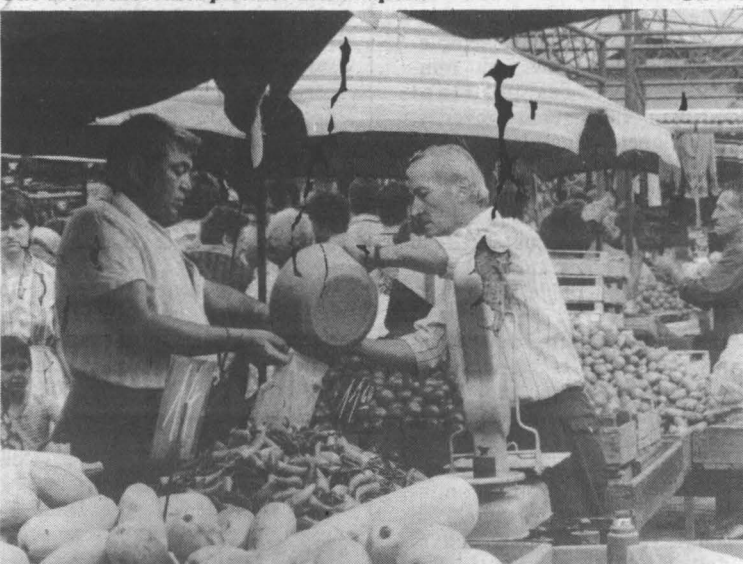


Viva

Une des nombreuses piscines de Budapest.



Un « bistro » avec terrasse dans le vieux Buda.



Gamma

Un marché de fruits et légumes.

Le Conseil de l'aide économique mutuelle n'est pas une organisation autarcique, fermée sur elle-même. Nos rapports d'adhérent n'excluent pas la coopération économique mutuellement avantageuse avec d'autres pays dont ceux de la Communauté économique européenne. Nous effectuons trois dixièmes de nos échanges extérieurs avec les Dix. La géographie économique, les traditions historiques et le niveau actuel de la coopération plaident en faveur du maintien et du développement de ces relations. Ce n'est pas notre faute si notre coopération avec les pays membres du C.e.e. n'évolue pas plus favorablement quant à son rythme de développement, sa profondeur et son intensité. En tant qu'exportateurs, nous souffrons des retombées de la récession, du protectionnisme du Marché commun qui frappe

surtout nos produits d'exportation traditionnels.

La Hongrie est intéressée par le développement des relations économiques avec les pays de la Communauté économique européenne. D'où son effort de débayer le terrain de tout ce qui entrave la coopération et le développement de relations mutuellement avantageuses.

— La coopération entre votre entreprise nationale Ikarus et la Régie Renault dans le domaine de la construction des autobus est un succès.

Envisagez-vous d'ouvrir plus largement la Hongrie aux investissements étrangers et de favoriser ce type de coopération susceptible de resserrer davantage encore les liens de coopération Est-Ouest ?

— La coopération Ikarus-Renault peut, en effet, être

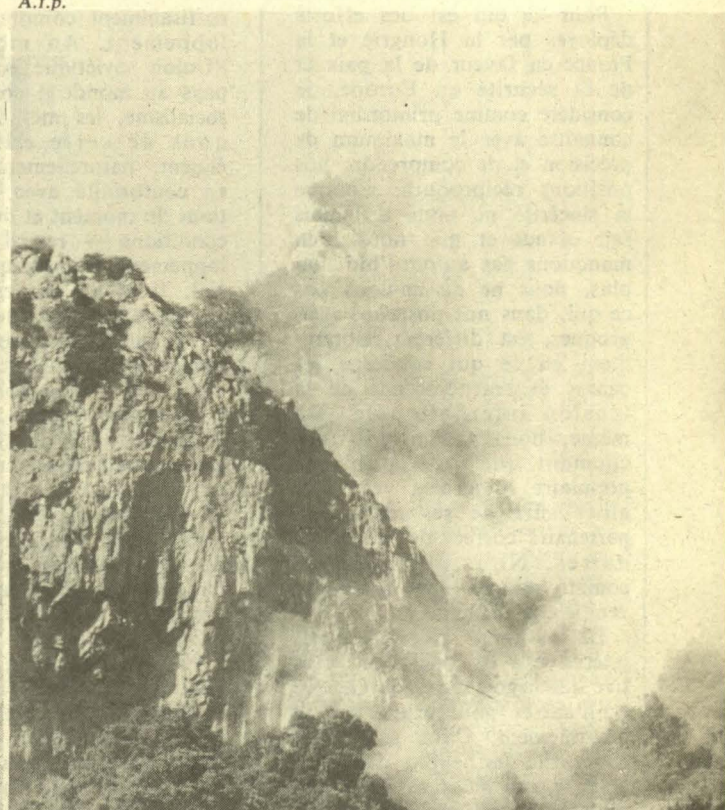
qualifiée de succès. Les deux parties ont fructueusement coopéré sur des marchés tiers, des autobus avec soubassement Renault et carrosserie Ikarus ayant été fabriqués pour l'Irak, Madagascar et l'Algérie. De notre côté, nous considérons cette coopération entre fabricants français et hongrois comme un début, espérant qu'une coopération durable s'établira entre Ikarus et Renault.

Nous appuyons la coopération des deux entreprises sur des marchés tiers, et nous entrevoyons la possibilité d'une telle coopération entre d'autres firmes encore, hongroises et françaises. Nul obstacle de principe ni d'ordre pratique n'empêche la coopération entre Renault et Ikarus, non seulement sur des marchés tiers, mais aussi en Hongrie, sur la base des avantages réciproques.

La visite que le président François Mitterrand a faite en Hongrie l'an dernier a donné un nouvel élan au développement des relations entre les deux pays. Bien entendu, nous n'ignorons pas que la situation économique mondiale affecte le développement de nos relations économiques. Nous savons aussi que la mise en place et le développement en profondeur de relations économiques durables et élargies requièrent des deux pays patience et persévérance. Nous prônons le développement de relations basées sur les avantages réciproques, exemptes de discrimination et nous nous employons constamment au développement de la coopération économique entre la Hongrie et la France.



Inondations après une crue de la Saône.



Incendie dans le massif de l'Estérel.

CATASTROPHES: IL Y A TOUJOURS QUELQUE CHOSE A FAIRE

Incendies de forêts, inondations, secousses sismiques, cyclones et éruptions volcaniques, les mouvements d'humeur de la planète s'ils restent imprévisibles affectent des zones de prédilection. On peut alors réduire les risques et limiter les dommages. C'est le rôle que s'est assigné Haroun Tazieff

PAR FRANÇOISE
LORIOU

NOMME en novembre 1981 commissaire à l'Etude et à la Prévention des risques naturels majeurs, Haroun Tazieff n'a pas perdu son temps. Il réunissait sans tarder un groupe de travail : tous des spécialistes. Leur mission : dresser un inventaire des zones exposées, avec leur juste estimation, établir des plans d'exposition aux risques (R.e.r.), définir une stratégie dans un cadre juridique clair. Recherches. Etudes. Rapports. Et en juillet 1982 une loi nouvelle fut adoptée pour l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles. Une juste solidarité. Mais il va de soi qu'une telle loi ne peut qu'être assortie de mesures préventives.

Dix-huit mois de travail et quelques mouvements d'humeur de notre planète. En France même, hier, tempêtes et inondations... Demain ? Alors, deux questions se posent : peut-on se protéger totalement ? Que faut-il faire pour se préserver ?

Se protéger totalement ? Impossible ! « Pas de cycle dont on peut déterminer la fréquence... », dit Renaud Vie Le Sage, directeur du commissariat à l'Etude et à la Prévention, collaborateur d'Haroun Tazieff. Problème immense que ce problème de cycle, en admettant qu'il existe : les sciences de la Terre sont si récentes ! On peut seulement dire que les zones affectées par quelque risque dominant que ce soit le seront encore. D'où l'importance de l'établissement d'une cartogra-

phie. On peut alors réduire les risques, limiter les dommages.

Les inondations, par exemple. Des crues trop tardives ont rempli des barrages pourtant totalement vidés avant l'hiver, et qui atteignent généralement leur maximum vers avril. Qu'il survienne encore des pluies exceptionnelles — ce qui fut le cas —, et ils ne peuvent plus suffire... Mais il y a aussi autre chose : les zones submersibles sont connues.

Il y a des décrets, des limitations et même des interdictions de construire. Pourquoi cette réglementation n'est-elle pas prise en considération ? Pourquoi certains promoteurs construisent-ils en zone inondable (terrains moins chers à l'achat... mais aussi chers qu'ailleurs à la revente : « des permis de construire scandaleux ») ? Et les particuliers eux-mêmes n'ont-ils pas leur part de responsabilité en ne respectant pas, dans les zones à risques limités, certaines contraintes : tube étanche pour l'alimentation électrique, pour ne citer que cet exemple... Dans 90 p. 100 des cas, chacun en fait à sa tête ou selon son intérêt... Quoi qu'il en soit, avant janvier 1984, des recommandations plus strictes vont être diffusées par les autorités compétentes. De même, le système d'annonce des crues sera progressivement automatisé, le personnel des services d'annonce renforcé ; dans tous les départements des répondeurs téléphoniques seront installés, et les maires avisés pour faire face à la situation.

D'autre part, pour écarter les crues, la construction de retenues, digues et barrages assurant la protection de vastes

zones est prévue : barrage de Veurdre sur l'Allier ; barrage Aube sur la Seine ; un autre sur Seine et Marne pour protéger Paris a déjà été établi ; et poursuite de l'action engagée sur la Garonne pour protéger Agen, etc. Quant à celui de Villerest, sur la Loire, il est en cours de mise en eau. Un programme en forte augmentation (+ 18 p. 100). De l'argent, certes, mais aussi des économies de dommages, puisque tous ces ouvrages, prêts à emmagasiner plusieurs centaines de millions de m³ d'eau, peuvent, dès le mois d'octobre, diminuer l'ampleur des crues.

Le vent là-dessus et voilà

Inondations d'un côté, sécheresse de l'autre... Depuis des années par exemple, dans la région Sud-Est, Sud-Ouest, Marseille, etc., aucune pluie... Et un net déficit des nappes phréatiques : rien vu de tel depuis 1880. Si bien que les belles fontaines de Provence ne coulent plus, que la terre devient sèche, et les broussailles prêtes à s'enflammer. Un triste bilan que celui des incendies de forêt, dont il faut bien parler même si ces catastrophes sont loin d'être naturelles : 90 p. 100 en effet sont d'origine criminelle : inconscience, imprudence, rivalités, règlements de comptes... 53 478 hectares ont ainsi brûlé en 1982 (bilan du 15 octobre). Autant qu'en 1979... Mais ce que l'on peut dire tout de même, c'est qu'avec les conditions météorologiques, le déficit hydrique (en voie de correction légère), très préoccupant dans

tout le Sud, est une source importante de propagation : « Tout le couvert végétal est une étoupe et propage l'incendie. »

Le vent là-dessus, et voilà... Donc des facteurs naturels et d'autres, hélas, beaucoup moins.

Il y a aussi, poursuit Vie Le Sage, une tradition pastorale qui a fait maints ravages : c'est l'écobuage, c'est-à-dire l'action de créer un pâturage en fertilisant la terre en la brûlant... Le plus simple n'était-il pas d'attendre qu'il y ait du vent ? Une pratique ancestrale, aujourd'hui interdite, en tout cas contrôlée, qui se fait donc dans des conditions bien établies, à certains moments, avec déclaration en mairie, accord des propriétaires et des bergers, sous la surveillance des sapeurs-pompier.

Contenir les incendies : bien entendu ! des Canadairs, des hydravions sont indispensables, mais faire reculer le fléau est mieux encore, et au commissariat on a adopté une politique agro-sylvo-pastorale de la forêt.

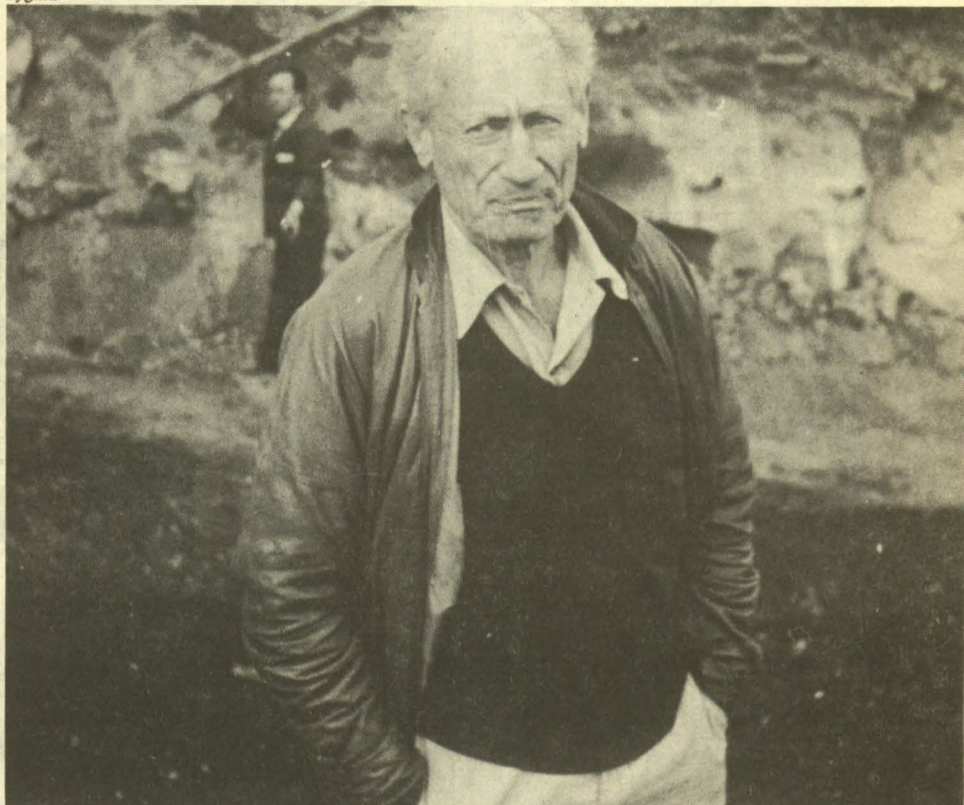
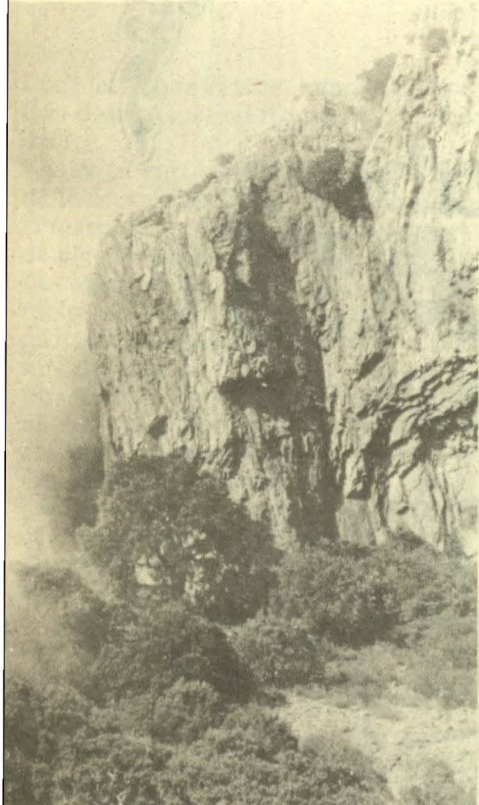
Premier point : le débroussaillage, plan pluriannuel de nettoyage de la forêt et d'entretien de vie. Une politique de prévention qui est en train de démarrer. Sept millions ont été débloqués par l'Etat, cinq par les départements concernés. Ce plan décennal de nettoyage et d'entretien de la forêt méditerranéenne concernera 200 000 ha. Sur l'heure, 4 000 ha sont actuellement nettoyés. C'est aux jeunes qu'on a confié la forêt, et 230 contrats de jeunes volontaires vont permettre les premiers débroussaillages. Un contingent spécial pour actions de sécurité. C'est

un commencement. De même, un matériel lourd est peu à peu mis à la disposition des communes.

Deuxième point : prendre des options économiques paraît également important, aussi bien la réintroduction d'activités pastorales (bergers, moutons...) qu'un encouragement à l'industrie du liège, par exemple — dont 80 p. 100 jusqu'à présent, extrait cependant des chênes français ou corses, est exporté et traité en Sardaigne... Une lacune à laquelle il faut remédier. Une politique de sauvegarde de l'espace forestier est donc mise en place. Maîtriser les différents paramètres (fonciers, fiscaux, humains, économiques, juridiques...) n'est pas une petite affaire. Il faut sensibiliser tout le monde, et, à l'initiative du Commissariat, les collectivités locales mènent là ou là des actions pilotes.

Et le risque sismique...

Tout le monde le sait et personne n'ose en parler, il y a en France, pays tempéré s'il en est, quelques zones cependant plus exposées que d'autres aux risques sismiques. Pourquoi fermer les yeux ? On connaît ces zones, qui ne sont pas seulement celles de la région Provence-Côte d'Azur, mais aussi quelques régions dans les Pyrénées, le bassin du Rhin, etc. Une cartographie est établie, des études ont été réalisées par le B.r.g.m. (Bureau de recherches géologiques et minières). On le sait aussi, Tazieff l'a dit et répété : « Là où il y a eu séisme, il y en aura d'autres,



Après un tremblement de terre en Italie du Sud.

Haroun Tazieff sur les pentes de l'Etna, au printemps dernier.

dans un temps plus ou moins éloigné. » Là aussi cycles imprévisibles... Même le Japon, qui en 1976 avait prévu vingt-quatre heures à l'avance un séisme et avait pu protéger sa population, fut confronté, une autre fois, à une secousse imprévisible telle qu'elle fit des milliers et des milliers de victimes...

Mais il y a deux sortes d'erreurs à ne pas commettre, dit-on au Commissariat : le manque d'information et l'information abusive. Accréditer n'importe quel bruit non contrôlé peut créer une panique absurde. Tel fut le cas, une année, sur la Côte d'Azur, dont les hôtels se vidèrent du jour au lendemain !... Absurde et dangereux de crier au loup sans raison...

Déramatiser la situation tout en restant informé, tel est le désir de tous les élus en ce domaine. Un groupe de travail national, qui a étudié la hauteur des risques sismiques dans les zones menacées, insiste sur la nécessité de renforcer l'échange de données sismologiques entre les réseaux existants (C.e.a., I.p.g. et autres), afin d'assurer leur complémentarité. Parallèlement, les règles parasismiques actuelles 1983-1984, rajeunies avec des techniques récentes, sont aujourd'hui devenues obligatoires pour les bâtiments à usage collectif. Il est bien sûr souhaitable d'élargir leur champ d'application, et que par ailleurs le contrôle soit amélioré...

Les règles parasismiques établies en 1969 n'ont jamais été appliquées... ! parce que, justement, il n'y avait pas de contrôle, parce que les architectes ne sont pas des géologues, qu'ils n'avaient pas envie d'alourdir leur carnet de charges — surcoût de 2 à 8 p. 100 selon la région et le type de bâtiments —, parce qu'en fait personne ne croyait à ces risques, alors que dans un même temps certains promoteurs abusaient de la situation en établissant un surcoût de 20 à 30 p. 100, avec publicité à l'appui !

Le cas intéressant de Lambesc

Actuellement, un test sur vingt-cinq villes — dont deux dans les Dom-Tom — est en cours d'étude. Le but est de faire un bilan, ne serait-ce que financier, d'une politique parasismique.

Intéressant, par exemple, de connaître celui de Lambesc (Bouches-du-Rhône), petite ville qui connut au début du siècle un séisme force 9, avec victimes, etc. Aujourd'hui zone

urbanisée, industrialisée. L'équipe de Tazieff fait des études comparées sur le coût éventuel des dégâts — en cas de malheur — entre une construction ordinaire et une construction parasismique.

Bilan positif de la dernière solution. Mettre en place des structures qui peuvent ne servir à rien, ou ne servir que dans cinquante ans, voilà bien une politique courageuse qu'entreprend là le gouvernement. Une politique ingrate et non rentable immédiatement, et dont seules les générations futures peuvent bénéficier. « Mais il faudra bien en passer par là », dit-on au commissariat ; l'étude faite sur ces vingt-cinq villes permettra de déterminer si une construction parasismique doit être confortée ici ou là.

Prochainement, à la rentrée 1983-1984 sans doute, il est prévu aussi, dans deux écoles d'ingénieurs et une d'architecture, un enseignement spécifique en génie parasismique et paracyclonique. Il serait souhaitable que des actions pédagogiques régionalisées trouvent aussi

leur place dans les programmes d'histoire-géographie : une information d'éveil sur ces risques naturels peut faire naître des vocations. Car tout cela implique un éventail de compétences dans chaque domaine déterminé. Certes, ces compétences existent, le commissariat l'a constaté au moment de définir les cartographies nécessaires. Tous les spécialistes des sciences de la Terre ont accepté de les mettre au service d'une politique de prévention. Plus difficile est d'obtenir de leur part qu'ils puissent traduire leur expertise, et l'interpréter en dimension de sécurité civile. Le rôle du commissariat tend à développer des actions de coordination, en vue d'une meilleure utilisation des moyens existants, et de déterminer aussi une responsabilisation des utilisateurs... et des décideurs.

En effet, quels seraient les secours dans ces diverses hypothèses tragiques ? « Impossible, disent Tazieff et son équipe, de garantir que la France pourrait répondre d'une façon rapide et efficace à une situation catacly-

male. » Ni manque de compétence ni manque de dévouement mais, à l'heure actuelle, une absence de stratégie globale.

Absence de stratégie globale

Comment organiser les secours, mobiliser civils et militaires, établir des transmissions d'urgence, monter des abris... Même au point de vue médical, une médecine d'urgence (premiers gestes à un blessé) n'a rien à voir avec une médecine de catastrophe : « C'est comme à la guerre. Il faut trier : celui qui a très peu de chance est négligé au profit de celui qui en a davantage. C'est dur mais c'est comme ça. » Actuellement, un enseignement de « médecine de catastrophe », où médecins, civils et militaires collaborent, se donne à l'université de Créteil. Une tentative expérimentale intéressante. A ce sujet, Tazieff pense aussi qu'il apparaît indispensable que soient redéfinis le rôle et les obligations de la radio-télévision, et

des radios amateurs locaux — ces derniers ayant joué un rôle efficace lors des tempêtes de neige de cet hiver, par leur bonne connaissance des sites concernés.

L'idée d'un plan super-Orsec a aussi été avancée, avec désignation d'une direction opérationnelle unique, pour éviter les contradictions d'une juxtaposition de plusieurs plans...

Mais enfin, depuis dix-huit mois, ajoute-t-on à la direction du Commissariat, on a la sensation d'avoir un soutien ferme au niveau le plus élevé... ce qu'il fallait pour bousculer certaines habitudes. Arriver à faire travailler ensemble, dans un but commun, des administrations qui se sont ignorées pendant des lustres est nettement positif, puisque des actions entreprises en commun, avec des investissements minimes, ont donné de bons résultats.

« En tout cas, conclut le directeur du Commissariat, ne jamais se laisser abuser par le sentiment trompeur que les catastrophes ne sont pas pour nous. »

DOM-TOM: LE TERRAIN D'ELECTION DES CYCLONES

HIER à Tahiti et Moora : 5 000 sans-abris, villes et ports jonchés de débris : le cyclone Veena venait de passer par là, suivi de cinq de ses petits frères qui s'acharneront sur la Polynésie. Juste au moment où des dépliants touristiques sur le point d'être édités faisaient état de la seule région du Pacifique Sud n'ayant pas subi de cyclone depuis 70 ans ! C'était vrai. Rien pendant 70 ans, et puis six de suite...

Scientifiquement, là non plus, impossible de parler de cycle. Impossible de déterminer avec quelle fréquence et quelle intensité un cyclone peut se former, avancer, tourner et s'en aller. Des signes précurseurs cependant qu'on peut décoder, en surveillant notamment dans les zones exposées, la température de l'eau. A partir de navires océanographiques scientifiques, des mesures bathymétriques sont prises : on sonde et mesure le profil de l'eau, car on sait que les cyclones naissent quand sa température s'élève exagérément. D'où évaporation rapide, dépression tropicale, condensation et formation de ce tourbillon. Généralement, la Polynésie est pro-

tégée par un courant froid : cette année le courant a reculé ! Une anomalie.

D'autre part, les images satellites donnent de précieux renseignements sur ces taches circulaires « clusters » qui se forment en tournoyant, et qui, une certaine vitesse atteinte, présentent les caractéristiques du cyclone, avec une zone claire au centre : l'œil du cyclone... Les satellites géo-stationnaires donnent des images toutes les demi-heures, mais à 36 000 km de la terre ! Les satellites à défilement, qui tournent à 400 km d'altitude seulement, donnent des images plus précises, mais, à la verticale, seulement deux fois par jour. A 30/40 km près... elles sont exactes. Selon l'intensité du phénomène, c'est alors aux radars de se mettre en action.

Dernièrement, en Polynésie, les alertes ont bien été données à temps : phase 1 — phase 2, selon le danger... « car les cyclones sont capricieux ! » dit Mr Augustin météorologue et conseiller au Commissariat — Mais quand, pendant 70 ans il n'y a pas eu de cyclone... les aménagements, les constructions, etc. n'étaient plus adaptés... C'est pour pallier toute

éventualité que le Commissariat se préoccupe activement d'améliorer encore la prévision des phénomènes météorologiques graves et de minimiser les effets d'un cyclone éventuel. Une école d'état a été organisée : enseignement des séismes, mécanisme, sismogramme, techniques du génie paracyclonique et parasismique, groupe de travail sur les abris pour freiner l'exode des habitants des îles basses, etc. Sans oublier une recherche de dispositifs opérationnels plus efficace dans les moyens de secours.

Et les volcans ? Si on sait décoder certains signes avant-coureurs (émission de gaz dont on étudie les composants), il est impossible de prévoir quand l'éruption peut s'arrêter !

Voilà pourquoi un Comité d'évaluation des risques volcaniques était indispensable pour qu'une coordination efficace soit assurée. C'est fait (décret du 21.4/83. Son président : Tazieff.) Cela va de soi. Ainsi, ce comité supérieur avec le directeur de la sécurité civile pourra prendre des décisions et faire intervenir des groupes spécialisés et aguerris. Sur place, il pourra déterminer d'une manière aussi précise

que possible le caractère des phénomènes précurseurs, en liaison avec les autorités responsables.

De ce fait, une hécatombe a de fortes chances d'être évitée, et l'histoire de la Soufrière n'en a pas davantage de se renouveler.

De plus, l'expérience récente de l'Etna — où Tazieff avait été appelé en consultation —, réalisée dans des conditions difficiles, a été cependant un test concluant. L'expédition d'intervention qui a contraint la coulée de lave à parcourir un nouveau chemin dans un chenal dégagé pour elle à coups d'explosif est une grande première qui permet l'espoir.

Malgré les tracasseries administratives, les dénigrements, les débordements de lave en feu, l'évacuation de celle qui se solidifiait, le débit menaçant de cette « Vipera » qui avançait inexorablement. Malgré tout, l'expérience a été tentée et « ça a marché » !

« Maintenant, dit Tazieff et son équipe, s'il y a demain à protéger des villes, des hôpitaux ou tout autre chose, on sait comment faire ».

FRANÇOISE LORIOU

petites annonces

Tarifs	La ligne H.T.	La ligne T.T.C.
Offres d'emploi (minimum 5 lignes)	22 F	25,87 F
Demandes d'emploi	12 F	14,11 F
Immobilier	18 F	21,17 F
Divers	18 F	21,17 F

DEMANDES D'EMPLOI

Réf. 318. H. 35 a. comptable d'une P.m.e. travaillant dans une ambiance subversive et antisociale rech. poste sérieux et motivant.

Ecrire au journal qui transmettra.

Réf. 319. Attaché communal 30 a., maîtrise droit public, 3 ans d'expérience à l'agence d'urbanisme de Dijon, spécialiste urbanisme et économie cherche emploi dans ville nouvelle de préférence.

Ecrire à Alain Pineau 32, rue Lacordaire, 21160 Marsannay-la-Côte. Tél. (80) 51.29.23.

Réf. 313. Secrétaire général ville 20 000 - 40 000 h., lic. et D.e.s. droit public, I.e.p. Paris (service public), rech. poste S.g. à partir de 20 000 h. ou S.g.a. à partir de 80 000 h. ou D.s.a. dans ville + de 150 000 h. ou poste équivalent dans organisme intercommunal.

Ecrire au journal qui transmettra.

Tout courrier doit être envoyé à « l'Unité », service des petites annonces, 12, cité Malesherbes.



CUIR véritable

meubles ATLAS

LAINQUART

c'est quand même
AUTRE CHOSE

WATTIGNIES

R.N. 25
Lille/Seclin (près mairie)
Tél. 95.47.06

WATTRELOS

Boulevard des Couteaux
(Sapin Vert)
Tél. 36.50.50

PETITE-FORET

Centre Cial.
Autor. A 27 Sortie 7
Tél. 33.66.77



LE TRAIN. DU BON TEMPS A BON PRIX.



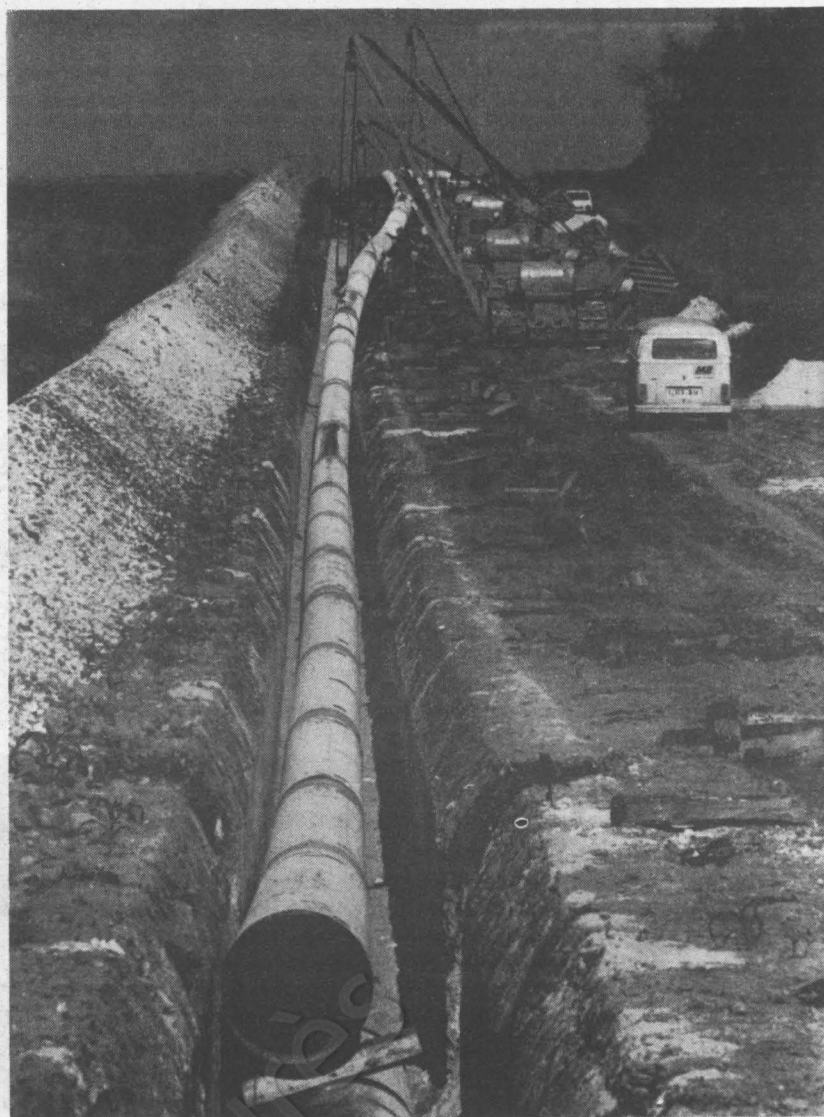
Des réductions d'au moins 25 % sont offertes aux couples, sous certaines conditions : carte Couple/Famille, billet Congé Annuel, billet Séjour. Renseignez-vous dans les gares et agences de voyages sur ces tarifs et sur l'utilisation du calendrier voyageurs.



LOTO

c'est facile, c'est pas cher,
ça peut rapporter gros.

Le Gaz de France en 1982



▼ Pose d'une canalisation de 750 mm de diamètre.

La répartition par secteurs de l'ensemble de ces ventes est la suivante :

— Secteurs résidentiel et tertiaires	44,88 %
— Secteur industriel	44,7 %
— Centrales électriques	2,9 %
— Autres ventes ou cessions	7,6 %

En ce qui concerne le seul Gaz de France, les qualités livrées, y compris les livraisons à la Compagnie Française et Méthane, atteignent 241,2 milliards de KWh soit une diminution de 1,8 %.

Les ventes au secteur résidentiel représentent 38,8 % des ventes totales ; elles sont en augmentation de 1,3 % correspondant à une progression de 0,3 % pour les usages individuels et de 4,4 % pour les usages collectifs ; corrigées des effets du climat, ces variations sont respectivement de +3,5 %, +2,4 % et 27 %.

Les ventes au secteur tertiaire, qui comprend les commerces et les collectivités, se montent à 13,9 % des ventes totales. Elles progressent de 1,5 %, soit une croissance de 3,1 % après correction des effets climatiques.

Les ventes au secteur industriel atteignent 39,7 % du total. Elles sont en recul de 6,2 % par rapport à 1981, sous l'influence de la conjoncture de la grande industrie, de certaines conversions au charbon et de l'arrêt d'installations sidérurgiques.

Comme en 1981, la situation financière a souffert de la progression des prix du gaz acheté qui s'est combinée avec le caractère insuffisant et tardif des hausses tarifaires pour créer des besoins d'emprunt importants ; ceux-ci ont d'autant plus pesé sur le compte d'exploitation que la part des emprunts en devises s'est encore accentuée.

L'augmentation des dépenses d'achat de gaz et de matières premières a atteint 3,8 milliards de francs en 1982, soit 17,9 %, l'augmentation de 5,1 milliards due à l'augmentation du prix unitaire ayant été compensé partiellement par la diminution des quantités.

La valeur gaz importé augmente de 3,3 milliards et son prix unitaire de 26,9 %. Cette progression est imputable, pour des parts sensiblement égales, à la hausse des prix des fuels de référence et à celle des cours de change de différentes monnaies dont principalement le dollar.

Les charges de personnel, les autres charges d'exploitation et les frais des services centraux augmentent de 1.103,7 millions de francs environ, soit 18,4 %, les dotations aux amortissements et aux provisions et les charges financières augmentent respectivement de 449,5 et 598,6 millions de francs, soit 15,3 et 37,8 %.

L'augmentation des charges est au total de 22,5 %, soit 6,7 milliards de francs au lieu de 8,3 milliards en 1981. La croissance du chiffre d'affaires, qui passe de 29,4 à 34,8 milliards de francs, en augmentation de 18,6 %, ne parvient pas à la compenser.

En matière de tarifs, le niveau moyen hors taxe a augmenté par étapes au cours de l'année, le 5 mars de 7 % et le 1^{er} décembre de 2,5 % (en moyenne).

Ces hausses n'ont pas permis, en raison de leur faiblesse et leur caractère tardif, de couvrir l'augmentation du prix de revient ; celui-ci est passé de 11,86 à 14,76 c/KWh, tandis que la recette moyenne par KWh vendu passait de 11,61 et 14 c/KWh.

Finalement, le compte d'exploitation générale est déficitaire de 1.833,5 millions de francs contre 600,5 millions en 1981 et le solde du compte de pertes et profits ressort négatif de 2.560,3 millions en 1982 contre 950 millions en 1981.

La marge brute d'autofinancement régresse de 2.226,8 à 1.406,3 millions de francs. Elle ne représente plus que 19,3 % des besoins de financement contre 52,3 % en 1979, 43,5 % en 1980 et 40,3 % en 1981.

Les ressources propres nettes disponibles pour l'investissement sont cette année négatives et les opérations de financement ont entraîné un accroissement de la dette à long terme de près de 7 milliards.

La situation financière du Gaz de France au terme de l'exercice 1982 est sans aucun doute sérieuse par l'ampleur du déficit enregistré, par le poids dans le bilan des pertes reportées, par la taille de la dette et sa composition en devises et en francs, par les écarts toujours trop grands entre pris de revient et tarifs malgré la marge de jeu laissée par la concurrence. Cette situation mérite une vigilante attention.

Toutefois, rien n'est encore compromis ; l'avenir du Gaz de France dépend davantage des actions futures que des actions passées et singulièrement d'une politique des tarifs du gaz lui laissant un avantage par rapport à la concurrence mais plus attentivement dirigée vers l'équilibre de l'entreprise.

Les tarifs du gaz viennent d'augmenter en moyenne de 8 % au 1^{er} avril tandis que les prix mondiaux de l'énergie semblent voués à la stabilité sinon, pour un temps, orientés à la baisse. L'inconnue majeure dans l'immédiat est de nature monétaire, le cours du dollar influençant de manière déterminante le prix de revient du gaz.

La mesure la plus sage paraît à l'heure actuelle l'adoption d'un mécanisme permettant de répercuter sans retard, dans la limite des prix de la concurrence, les variations du coût. Dans les conditions actuelles elles n'entraîneraient qu'à des hausses très limitées de tarifs permettant au Gaz de France de retrouver en 1984 un équilibre financier satisfaisant et de jouer son rôle dans la satisfaction des besoins du pays, de diversification des risques énergétiques, la promotion des exportations françaises.

Pour le Gaz de France, l'année 1982 se caractérise avant tout par une très forte aggravation d'une situation financière déjà sensiblement détériorée au cours de l'exercice précédent.

Le déficit enregistré en cette seule année est presque aussi important que la totalité des déficits cumulés des années antérieures, la progression du chiffre d'affaires s'est ralentie, la marge brute d'autofinancement s'est très fortement réduite, la dette à long terme a crû de plus de 60 %.

Les causes de ces phénomènes sont à rechercher dans une conjonction de facteurs défavorables : la hausse du coût des approvisionnements, l'évolution insuffisante et tardive des tarifs, la stagnation des ventes imputable à la douceur relative du climat et à une conjoncture déprimée.

Pourtant, au-delà de l'immédiat, l'entreprise a la capacité de remplir sa mission et le rétablissement de son équilibre financier, après les modifications de tarifs du mois d'avril 1983, n'exige plus dans le cadre conjoncturel que des hausses très modérées.

Les approvisionnements en gaz ont permis de satisfaire sans difficulté la demande de l'année tout en réalisant une augmentation des stocks correspondant aux impératifs de la modulation saisonnière et de la sécurité de la fourniture.

Pour la France entière l'approvisionnement total en gaz naturel a représenté en 1982, 281 milliards de KWh, en diminution de 6,9 % par rapport à l'année précédente.

La production française a fourni comme l'année précédente près de 25 % de ces quantités. Les importations ont fourni le complément à raison d'environ 20,5 % du total en provenance des Pays-Bas, de 9,9 % de la mer du Nord norvégienne, de 14,1 % en provenance d'U.R.S.S. et de 4,1 % de la République Fédérale d'Allemagne, les livraisons algériennes représentant +5,9 % du total et deux appoints temporaires 0,7 %.

Les quantités de gaz achetées par le Gaz de France ont été de 248,5 milliards de KWh en diminution par rapport au total de 264,7 milliards de KWh achetés l'année précédente, le Gaz naturel ayant avec 248,3 milliards de KWh représenté la presque totalité de ces achats. Les quantités de gaz naturel achetées en France ont continué à diminuer atteignant 36,9 milliards de KWh au lieu de 38 milliards de KWh l'année précédente ; elles ont représenté 14,8 % des approvisionnements. Les achats de gaz naturel importé ont été de 211,4 milliards de KWh contre 226,7 milliards en 1981, en diminution de 6,7 %.

L'année 1982 se caractérise cependant par une augmentation très sensible des livraisons de gaz algérien qui ont atteint 72,8 milliards de KWh (+57,4 %).

1982 reste une année importante pour la politique d'approvisionnement du Gaz de France. Les négociations relatives au contrat d'importation de 8 milliards de mètres cubes de gaz par an en provenance de Sibérie Occidentale se sont terminées le 22 janvier par la signature d'un accord entre le Gaz de France et Soyuzgasexport. Les premières livraisons au titre du nouveau contrat débuteront en janvier 1984.

A la suite des négociations menées par le ministre français des Relations Extérieures et le ministre algérien des Affaires Etrangères, le Gaz de France et la Sonatrach ont signé, le 3 février 1982, des avenants aux trois contrats de fournitures de G.N.L. algérien à la France. Ils concernent le prix du gaz, son indexation et ses conditions de révision. Les livraisons de G.N.L. au titre du troisième contrat (5 milliards de mètres cubes par an) ont commencé en février 1982.

Le Gaz de France et les autres membres du consortium d'acheteurs ont signé, le 1^{er} septembre 1982, les contrats d'achat à partir de 1986 du gaz de Statfjord avec les Sociétés Statoil, Esso, Shell, Conoco et Saga. Ces contrats constituent une mise en forme des accords conclus à la fin de l'année 1980 avec ces mêmes sociétés. Avec les achats de Gaz d'Heimdal et de Gullfaks, pour lesquels les contrats détaillés seront signés dans le courant de 1983, le gaz de Statfjord permettra de compenser en partie la baisse de production des gisements d'Ekofisk et d'Eldfisk.

Le consortium d'acheteurs continue de négocier la fourniture de gaz de Valhall. Il a commencé en fin d'année les négociations relatives à l'achat du gaz de Sleipner.

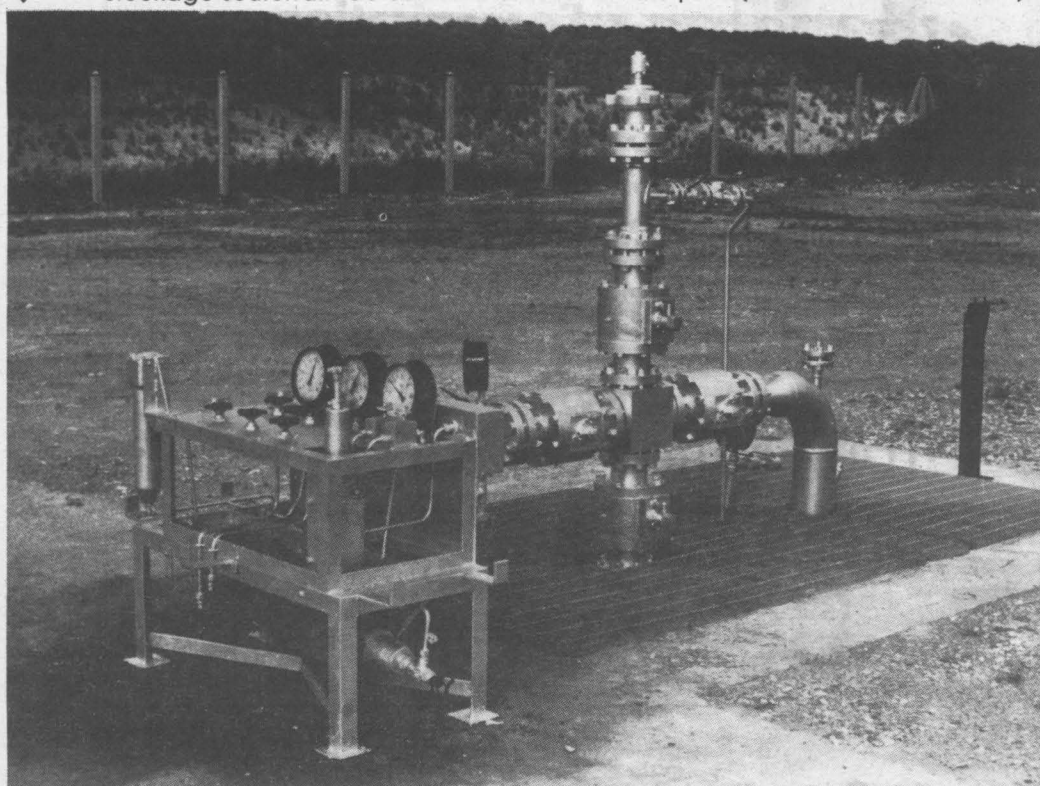
Le Gaz de France a poursuivi sa politique de diversification des approvisionnements. Les ressources gazières du Golfe de Guinée, dont le développement sera plus tardif que prévu, ont continué d'intéresser l'Etablissement, en liaison avec d'autres partenaires européens. Le Bonny LNG Ltd a été dissoute en février 1982 mais le gouvernement nigérien a annoncé son intention de relancer le projet avec les producteurs concernés dans le cadre d'une nouvelle structure.

Les études du projet d'exportation du G.N.L. du Cameroun ont également progressé en 1982. Le Gaz de France a maintenu des contacts avec les promoteurs de vente de G.N.L. en provenance d'autres régions gazières situées au Canada, en Amérique Latine et au Moyen-Orient.

En 1982 la consommation totale d'énergie primaire a continué de diminuer en France sous l'influence de la conjoncture économique et de la politique de maîtrise de l'énergie, s'incrétant au total en recul de 2,9 % sur celle de 1981. Les ventes de gaz du Gaz de France et de ses filiales ont diminué de 2,5 % après corrections climatiques, la part du gaz naturel dans le bilan énergétique se maintenant ainsi sensiblement au taux de 13,2 % enregistré en 1981 et demeurant en ligne avec l'objectif de 15 à 17 % pour 1990.

Au total les ventes de l'Etablissement et des filiales ont atteint 271,6 milliards de KWh et les ventes de gaz en France y compris celles de la SNEA (P) à des clients directs 283,5 milliards de KWh.

▼ Stockage souterrain de Saint-Illiers - Une tête de puits (Photo Meunier - GGTRP)



OBJECTIF: 10 000 NOUVEAUX ABONNES

Depuis quelques mois « l'Unité » a changé de visage et se présente à vous avec un nouveau format, plus maniable, et une pagination plus étoffée qui permet de réaliser un journal plus vivant et plus équilibré. De toute part, on nous dit que ce changement est apprécié.

Onze ans après sa naissance, « l'Unité » a donc pris un nouveau départ qui se prolonge par une grande campagne d'abonnement à laquelle nous fixons comme objectif 10 000 abonnés nouveaux.

Pour l'atteindre nous avons besoin du concours actif de tous ceux qui lisent ce journal, de tous ceux qui le diffusent de tous ceux qui, responsables du Parti socialiste, militants ou sympathisants, ont la possibilité de le faire connaître autour d'eux. Face à la grande presse qui dispose de moyens écrasants, vous êtes notre richesse. Mobilisez-vous avec nous pour faire faire à « l'Unité » un nouveau bond en avant. C'est aujourd'hui une tâche prioritaire dans le combat des socialistes.

Bulletin d'abonnement à retourner à :
l'administration de

 **Unité**

10, rue de Solférino 75007 PARIS

Je soussigné

.....

.....

demeurant

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

* **abonnement d'un an (250 F)**

* **abonnement de six mois (160 F)**

et vous adresse la somme correspondante

par chèque bancaire par chèque postal

ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.342.35.J.PARIS

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Date Signature

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue Solférino 75007 Paris. Tél. : 550.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédaction en chef : Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Françoise Loriol, Pierre-Yves Poindron, Gilbert Sans. Secrétariat de rédaction : Nadine Berger (Révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé ; Coordination : Ofres 118, Champs-Élysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité ; Directrice de la publication : Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

CONSTRUCTIONS INDUSTRIALISEES FILLOD : "LA SOLUTION SUR MESURE"

• Constructions "clé en main" sur systèmes industrialisés : bureaux, établissements scolaires, crèches, salles de sports, salles polyvalentes, hôpitaux, bâtiments industriels.

• "Bâtimodules" bâtiments démontables ou unités mobiles tous usages : chantiers, bases vie, classes, bureaux, etc.

Robustes, économiques, esthétiques, fonctionnelles, confortables, modulaires, rapidement achevées, les solutions FILLOD sont toujours performantes.

 **FILLOD**

PÉRIPOLE 120 - 58, rue Roger Salengro
94126 FONTENAY-SOUS-BOIS - Cedex
Tél. : 876.12.15 - Télex : Ficomet 230313

transexel

est un groupement de Sociétés
de Service, à la disposition
des collectivités
pour :



.la création

.la gestion

.l'organisation

.le développement
de leurs réseaux
de transport
de voyageurs.

TOUR EUROPE - 92080 PARIS
LA DEFENSE CEDEX 07

TEL : 778.16.60

TELEX : 610579

ARCHITECTURE: PARIS TRANSFIGURÉ

A La Villette, le plus grand parc urbain réalisé depuis un siècle, à la Bastille, un opéra populaire et moderne; à La Défense, un arc de triomphe. Depuis Haussmann, Paris n'avait plus été l'objet d'autant d'attentions... en dépit de l'immobilisme et du conservatisme de son maire

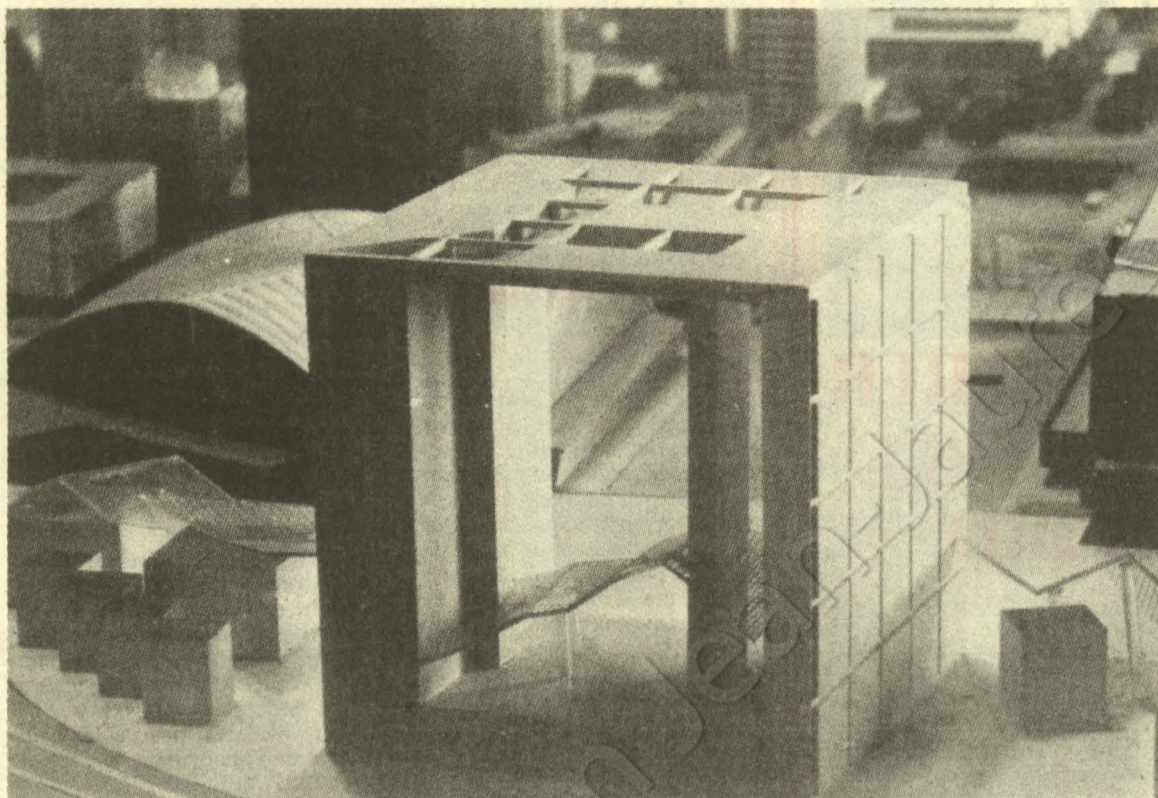
PAR FREDERIQUE
DE GRAVELAINE

ON ne se contente plus de construire, on cherche à sauver du chaos une des capitales les plus prestigieuses du monde, à l'embellir, à la restructurer, à lui redonner une âme tout en la préparant aux siècles futurs. L'ambition peut sembler démesurée et, évidemment, les critiques ne manquent pas contre cette entreprise exceptionnelle. Mais que penseront-elles dans quelques années, quand tous ces équipements fonctionneront, accueilleront des millions de visiteurs ?

Car les projets foisonnent. A ceux de la mairie, comme le palais des sports de Bercy, mastodonte de béton dû à Andraut et Parrat, qui doit entrer en service en 1984 ou les huit hectares du parc de Vaugirard ouverts dès cette année, l'Etat a ajouté une kyrielle de grands travaux. Certains importants, le nouveau ministère des Finances qui permettra de libérer totalement le Louvre; d'autres modestes, l'Institut du monde arabe, à Jussieu, la reconstruction du Théâtre de l'Est parisien ou l'édification d'une salle de concert rock et jazz porte de Bagnolet. Tous importants, parce qu'ils rééquilibreront Paris, enfin, vers l'est déshérité.

La volonté de François Mitterrand a été essentielle dans cette ambition. Même si l'Etat hérite de certains programmes lancés avant l'arrivée de la gauche au pouvoir, le musée Picasso à l'hôtel de Salé, promis aux héritiers qui ont légué les toiles du maître mais dont la réalisation a toujours été reculée et, plus grand et beaucoup plus cher, le musée du XIX^e siècle à Orsay, qui a déjà plus que triplé son budget et pris quelques années de retard. Sans parler de la calamiteuse opération des Halles, sans contester le plus beau loupé du siècle en matière d'urbanisme. Et d'architecture. Depuis Haussmann, au moins, Paris ne s'était pas vu objet de tant d'attentions. Avec trois points forts: La Villette, La Défense et l'opéra de la Bastille.

La Villette sera ce que son programme a voulu: un parc du XXI^e siècle. Avec lui, la ville n'a plus la nostalgie du bucolique, elle ne rêve plus d'espaces campagnards ou de jardins à la française. Le Nôtre est mort. La Villette, telle que l'a conçue Bernard Tschumi, le vainqueur de ce concours qui a fait couler beaucoup d'encre, sera indéniablement un parc urbain: construit, créateur d'ambiances diverses, espace socioculturel, il sera effectivement intégré à la ville et à la banlieue. Tant pis pour les amateurs d'herbe verte, ils devront se réfugier aux Buttes-Chaumont toutes proches. La Villette ne sera pas un parc de paysagistes. C'était sans doute à ce prix que pouvait se résoudre l'imbroglio proposé par un programme complexe, qualifié



L'arc de triomphe de Johan Spreckelsen pour la tête de La Défense.



Bernard Tschumi, auteur du parc du XXI^e siècle, pour La Villette.



François Mitterrand et Jack Lang, devant le projet pour le musée d'Orsay.

parfois de « mégalo ». Il demandait tout à la fois, la liaison avec la ville, l'intégration et le métissage culturel, dans un quartier dont la population est à 20 % au moins étrangère, la création perpétuelle d'événements, qu'ils soient ou non liés au musée des Techniques et à la cité de la Musique implantés sur le site. Sans être un Disneyland, le « nouveau » parc se définissait comme un équipement culturel de plein air, « expérimental », actif presque vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

Même si le projet présenté par Rem Koolhaas fascinait par son caractère mouvementé, profondément novateur, ce

n'est que justice de voir triompher celui de Bernard Tschumi, un Français de trente-neuf ans qui a fait ses études en Suisse et vit aux Etats-Unis. Plus qu'une promenade, c'est à un voyage qu'il invite, avec tout ce que ce mot évoque de parcours intérieurs, de logique et d'illogisme mêlés, d'attendus et de surprises, de découpages en « séquences », comme au cinéma. C'est d'ailleurs à la séquence et au cinéma que se réfère ce théoricien, architecte de formation, enseignant mais pas constructeur.

Dans un projet rigoureux et abstrait, presque géométrique, il a fait intervenir trois systèmes indépendants, dont les rencon-

tres doivent créer les « événements ». Des bornes-repères de trois étages jalonnent le terrain, espacées de cent vingt mètres les unes des autres; des « folies » qui accueilleront des activités ponctuelles: buvette, cinéma, patinoire, serres, salle d'exposition... Deux grands axes, l'un nord-sud reliant le musée des Sciences à la Grande Halle, l'autre est-ouest, longeant le canal de l'Ourcq. Enfin, des espaces libres, recouverts de gazon ou de terre, délimités par des arbres d'essences nobles; un immense cercle de deux cent soixante mètres de diamètre, un triangle, deux carrés.

Un très beau projet, qui ré-

veille l'impatience. Mais le parc ne doit être ouvert qu'en 1988 et n'atteindra l'âge adulte que vingt ans plus tard. Les parcs ne sont pas faits pour ceux qui les conçoivent.

C'est un autre inconnu qui l'a emporté à La Défense. Johan Spreckelsen qui, à cinquante-quatre ans, n'a construit que quatre églises — deux catholiques et deux protestantes — et sa propre maison. Un Danois qui partage avec ses confrères le souci de la modestie et le respect de la nature et de l'homme.

Son projet satisfait d'ailleurs à ces deux exigences. « Un monument qui abritera la vie » a-t-il dit pour présenter son arc de triomphe. Un bâtiment d'une extraordinaire simplicité: « A chacun de lui donner la symbolique qui lui convient. » A mille lieues des querelles d'école qui échauffent le petit milieu architectural français, Spreckelsen nous donne un objet hors des modes. Ce qui explique sans doute la bienveillance des autres hommes de l'art, voire leur enthousiasme. Il est suffisamment rare qu'un bâtiment fasse sur lui l'unanimité pour que l'événement soit signalé!

La tête de La Défense aura donc une forme familière: un cube évidé de cent cinq mètres de hauteur, le double de l'Arc de triomphe, aux arches taillées en biseau, pour affiner sa silhouette. Il abritera deux ministères — Environnement et Urbanisme — et le futur Centre international de la communication. De cette idée de communication, Spreckelsen a décoré sa façade, conçue comme une énorme « puce » électronique sur la-

(suite en page 18)

(suite de la page 17)

quelles s'inscriront, comme en un immense tableau abstrait, les signes de l'activité qui s'y déroulent.

Le projet a convaincu le jury, puis François Mitterrand qui a tranché en dernier ressort, d'abord parce qu'il satisfaisait à la plus difficile exigence du programme : concilier trois échelles. Celle du monument qui ferme un des plus célèbres perspectives du monde en ajoutant un troisième arc à ceux du Carrousel et de la place de l'Etoile tout en laissant la porte ouverte à un avenir encore difficile à imaginer, l'après-Défense. A l'échelle du quartier, Spretkelsen a choisi de rompre totalement avec le style de ce mini-Manhattan qui, à part l'élégante tour Fiat ou les tours biseautées de Willerval, ne peut se vanter d'aucune réussite. Sans entrer en concurrence avec les tours ou avec le C.n.i.t., il apporte autre chose, un peu d'air et une chance à La Défense de se « racheter par la tête », selon la formule de Robert Lion, président du jury.

Elégant, rigoureux et poète

A l'échelle du piéton, le monument se garde d'écraser celui qui lui rend visite. Spretkelsen s'est rendu lui-même sur la dalle par un venteux jour d'hiver et en a rapporté l'idée de petits bâtiments de métal et de verre posés au pied de l'arc, comme des « nuages » dit-il en se référant aux brumes nordiques et à leurs sorcières.

Car cet élégant rigoureux est aussi un poète. Preuve en est ce léger pivotement de l'arc sur son axe, une manière de salut, de souhait de bienvenue. Qui a l'avantage de permettre à l'édifice de se poser astucieusement sur les rates endroits libres du sous-sol. Et donc de garantir un moindre coût. Un élément qui a peut-être joué pour achever de convaincre ceux que les incertitudes du projet inquiétaient. Spretkelsen n'a en effet rendu qu'une esquisse, au mépris des usages qui veulent souvent aujourd'hui des rendus extrêmement précis et nets. Un fait suffisamment rare lui aussi pour mériter d'être mentionné. Et qui donne la mesure de ce concours exemplaire, respectueux de l'anonymat et qui ne paraît avoir laissé de côté, parmi les quinze autres projets mentionnés ou primés, aucun concurrent remarquable.

Gageons que les résultats du concours pour l'opéra de la Bastille, sur lequel le président de la République est en train de faire son choix, susciteront plus de polémiques. Ne serait-ce que parce que le programme lui-même a déjà été très critiqué. Un programme précis, voire pointilleux, qu'une mission de réflexion a mis six mois à concocter. Et qui a suivi une logique imparable. Créer un opéra populaire amène à le prévoir le plus ouvert possible. Exigence qui se heurte à une limite de capacité. Encore certains ont-ils estimé que la limite fixée à deux mille sept cents-trois mille places était déjà trop élevée pour assurer le confort visuel et acoustique de tous.

Pour compenser l'étroitesse de la salle, les organisateurs du programme mettent l'accent sur l'alternance des spectacles. Alors que le Palais-Garnier ne joue qu'un soir sur trois, le nouvel opéra devra pratiquement assurer une représentation par jour. Donc offrir plusieurs spectacles en même temps. Ce qui suppose un plateau technique très complexe, l'existence d'une scène identique à celle de la salle, pour les répétitions, et une manutention facile des décors. Ainsi, le programme en est-il venu à proposer un

schéma d'implantation qu'une majorité de candidats a d'ailleurs respecté. Une procédure qui a l'avantage d'éviter aux architectes de recourir à des équipes techniques trop lourdes, par ailleurs peu nombreuses dans le monde, mais qui, en les délivrant de toute réflexion sur le fonctionnement, les prive d'un de leurs rôles majeurs. Et qui risque de ramener la compétition à un concours de façade. D'autant que les candidats devaient satisfaire à des exigences d'implantation sur le site assez draconiennes.

Pour cette raison, entre autres, le choix de l'emplacement sur la place de la Bastille a été abondamment discuté. En particulier par les associations du quartier, qui voient dans le futur opéra plus de nuisances que de plaisirs et qui regrettent que le souci de décentralisation n'ait pas conduit le gouvernement à implanter cet équipement dans une ville moins bien dotée que Paris en salles lyriques.

Ce commentaire a d'ailleurs été maintes fois servi à propos des grands travaux parisiens, y compris et peut-être surtout pour l'Exposition universelle. Beaucoup d'encre a aussi été versée dans la polémique autour de la procédure de concours choisie par l'Etat. Il est vrai que les deux premiers épisodes de l'épopée parisienne, La Villette et le ministère des Finances, avaient de quoi alimenter la chronique.

Un jury qui, après un psychodrame débridé, évitait de juger en nommant neuf premiers prix ex aequo parmi lesquels se remarquaient certaines nullités et d'autres absences ; une procédure qui n'avait de toute évidence pas respecté la règle de l'anonymat ; une exposition à Beaubourg qui devait permettre aux Parisiens de juger par eux-mêmes et qui s'est ouverte sans les neuf projets en discussion... Déjà, les bonnes âmes s'empresaient : magouilles, concours-bidons, « la gauche au pouvoir ne fait pas mieux que ses prédécesseurs »...

Le concours du ministère des Finances a relancé la controverse sans difficulté : le gagnant, Paul Chemetov, non content de proposer une solution non conforme au cahier des charges techniques du programme, était accusé d'être trop proche du pouvoir, d'avoir trop d'amis au ministère. Mais ses adversaires ont oublié un peu vite que son projet reste sans conteste le moins mauvais de ce concours décevant, qui était d'ailleurs réservé aux architectes français. Tant pis s'il faut s'attendre que sa réalisation en soit très éloignée.

Matière grise et gros sous

A l'occasion de cette polémique, tous les arguments contre le système des concours ont refait surface. Parce qu'il provoque dans la profession une véritable saignée, mesurable en termes financiers, mais aussi en gaspillage d'idées. Les concours restent la dernière occasion à la recherche en architecture de s'exprimer. Hélas ! seule la profession en paye le prix, comme le fait remarquer Jacques Visière, président de l'Ordre, « parce que la participation aux concours n'est pas limitée à un peu de matière grise et suppose souvent des moyens importants ». Exemple, le ministère des Finances à Bercy a coûté en moyenne cent mille francs à chaque candidat (ils étaient cent trente-sept) alors que les primes attribuées atteignaient rarement 10 % de cette somme.

L'Ordre estime ainsi que les six cents concours réalisés en 1981 représentent un prélèvement de cent millions de francs,

considérable pour une profession déjà exsangue.

Alors, pourquoi se précipitent-ils par milliers pour y participer ? Il y avait près de cinq cents candidats à La Villette, plus de quatre cents à La Défense, sept cent soixante à l'Opéra. Est-ce par naïveté ou générosité ? Ou simplement parce que la commande diminue ? Quand on sait que près de 40 % des architectes touchent moins de 60 000 F par an, on comprend que le choix soit vite fait entre concours et chômage.

Le concours est un moindre mal, disent beaucoup d'architectes. Parce qu'il est en tout cas moins mauvais que la commande de gré à gré qui a favorisé pendant des décennies une poignée de grosses agences. Et parce que la participation à des concours de renommée internationale permet à ceux qui, même sans l'emporter, ont été mentionnés, de démarcher dans les mairies ou auprès de gros constructeurs, comme l'Assistance publique de Paris, pour être invités dans des consultations restreintes. Et, finalement, les jeunes s'y retrouvent.

La critique la plus ancienne formulée contre les concours, accusés de favoriser les projets les plus moyens et les moins choquants sur lesquels un jury contradictoire arrive finalement au compromis, même si elle a souvent été justifiée, vient de se trouver démentie par les jugements de La Villette et de La Défense. Qu'en sera-t-il de l'Opéra ?

La chance des architectes

C'est le jeu en démocratie : toute décision de l'Etat est sujette à controverse. Et l'opposition ne s'en prive pas, dans ce domaine comme dans les autres. Son refrain le plus courant, entonné tout particulièrement par Jacques Chirac, dont la municipalité devrait pourtant avoir à se réjouir de l'abondance de programmes, est la plainte au portefeuille. « Tout cela n'est pas sérieux », dit en substance le maire de Paris.

Certes, l'addition peut sembler sévère. Cinq milliards à La Villette, trois au ministère des Finances, 1,8 milliard à l'Opéra, 1,2 à La Défense et autant à Orsay... En comptant les autres projets, la note s'élève de quinze à vingt milliards à investir en cinq ans.

La question reste ouverte de savoir si, en ces temps difficiles, il est bien raisonnable d'engager autant d'argent dans des équipements publics ou si, au contraire, il faut éviter de se replier frileusement sur soi pour sortir de la crise. Toujours est-il que le gouvernement fait ainsi, d'une certaine façon, œuvre de rattrapage dans une ville qui, comparée aux autres capitales culturelles, a fort peu et fort mal évolué depuis la Seconde Guerre mondiale. Et n'est-il pas étrange de voir ceux qui réclament à grands cris des travaux pour faire vivre un secteur d'activité en danger d'asphyxie, s'élever contre le programme du président de la République ?

Il est vrai que ce programme ne suffira pas et que si Paris monopolise les capacités d'investissement du pays, entreprises du bâtiment comme architectes continueront à souffrir de la crise. Mais il est vrai aussi que seules les grandes ambitions peuvent espérer bénéficier de quelques retombées. Voltaire disait déjà, en parlant des hommes de l'art, qu'ils ne peuvent « élever de grands monuments que quand les princes les ordonnent ». Une chance pour la nouvelle génération d'architectes elle, qui, justement, n'attend que les occasions de faire éclater ses talents.

LORSQUE J'ENTENDS
LE MOT CULTURE
JE SORS MON RPR (*) ...



(*) L'UDF FAIT ÉGALEMENT TRÈS BIEN L'AFFAIRE ...

COMMENT CONTRER LE RAZ-DE-MAREE REVANCHARD

PAR FABIAN GASTELLIER

BREST, Nantes, Saint-Etienne, Tourcoing, Poissy : autant de points névralgiques dans la géographie culturelle de la France. Horizon sombre. Conquises ou reprises par la droite aux dernières élections municipales, une bonne dizaine de villes — parmi lesquelles les cinq exemples précités — connaissent aujourd'hui un raz de marée revanchard particulièrement douloureux : des directeurs de centres culturels arbitrairement licenciés, des subventions réduite voire carrément supprimées et, parfois, puisque le ridicule de tue pas, des rues débaptisées — exit Karl-Marx, exit Salvador-Allende — et redorées au goût du jour (1).

Devant ce tourbillon prouvant, s'il en était besoin, que la droite, privée du pouvoir, entend dès qu'elle le peut exercer au jour le jour son pouvoir en excluant, expulsant, bâillonnant tout ce qui bouge, il convenait de réagir. Car ces mesures répressives, pour réelles qu'elles soient, peuvent ne constituer qu'un premier pas : le mouvement risque de s'étendre et de frapper plus loin, plus profondément ; moins ouvertement peut-être mais non moins implacablement.

C'est, en gros, ce qu'a dit Antoine Vitez, le 29 juin dernier au Théâtre national de Chaillot, lors d'un colloque réunissant Jack Lang, plusieurs des créateurs directement concernés, quelques intellectuels (oh ! pas très nombreux...) et quelques journalistes (oh ! pas des masses...). Un discours net et sans bavures, appelant un chat un chat et la droite la droite ; dénonçant sans équivoque cette paix des cimetières qui retombe sur les municipalités atteintes ; stigmatisant avec violence cet « esprit de vengeance qui doit donner à réfléchir, au-delà de la cause culturelle même, à tous les citoyens » ; mettant clairement en garde l'assemblée contre le fait que « la liberté d'expression, fondement de la démocratie, est outragée ».

Sec, cassant et précis, Vitez avait ouvert le chemin, relayé bientôt par Paul Puaux, soucieux de chercher des réponses aux problèmes causés par cette épuration. Une manifestation symbolique devra se tenir prochainement en Avignon pour jauger l'ampleur de la protestation et définir les actions d'avenir à mener. Jack Lang, de son côté, se montra d'une bien étonnante prudence. Certes il a rappelé les urgences et s'est inquiété des mesures à prendre, mais après le style Vitez, fallait-il plaider non coupable et jurer que, contrairement aux insinuations de la droite, les hommes aujourd'hui dégomés n'étaient en aucun cas des « dangereux marxistes » ? Et cela surtout devant un public averti et peu enclin — parce que victime — à l'hésitation. Enfin...

De son côté, Didier Motchane, pour le Parti socialiste, s'est élevé contre la répression au cours d'une conférence de presse tenue le 6 juillet dernier en présence d'un certain nombre d'élus. Son propos ? Expliquer qu'il s'agit là « sans trop généraliser, d'une conception instrumentaliste et caporalisante de l'action culturelle » et mettre l'accent sur les abus des uns sans se voiler la face pour autant : « A gauche, explique-t-il, on n'est pas exempt d'une conception trop municipaliste de l'action culturelle et si nous avons nos propres cas posant problème, autant les éclairer de la même lumière... »

Ça bouge, donc, à gauche et même ailleurs, dans les milieux artistiques les plus divers. « Sans crier au loup avant qu'il soit là, précisez encore Didier Motchane, il faut suivre avec attention ce qui est susceptible de se passer, notamment dans les villes des festivals. » Ouvrir l'œil. En espérant qu'il ne soit pas définitivement trop tard et qu'on n'ait pas atteint le point de non-retour. Auquel cas, il serait fort souhaitable que la gauche réfléchisse à posteriori sur l'urgence et l'absolue nécessité de la décentralisation...

(1) Voir l'enquête « la Chasse aux rouges » publiée dans « l'Unité » des 27 mai, 3 et 10 juin.

La chronique littéraire de Claude Glayman



LES Français ont la passion de l'histoire et du livre d'histoire ! (le succès des revues spécialisées l'atteste). On les comprend. N'est-ce pas dans l'exceptionnelle vitalité de l'édition historique que paraît s'être réfugiée chez nous l'imagination et n'est-ce pas en observant l'actualité d'hier que l'on peut comprendre celle d'aujourd'hui ? Impossible de privilégier tel titre par rapport à tel autre dans la masse des parutions, aussi nous sommes-nous proposés, en suivant, l'ordre chronologique, de suggérer les titres les plus intéressants de la saison.

A tout seigneur tout honneur : les œuvres complètes d'Alexis de Tocqueville s'enrichissent d'un quinzième tome (deux volumes, Gallimard) consacré ici à la correspondance avec l'homme politique Francisque de Corcelle notamment autour de la question du Vatican, thème repris d'une autre manière dans la correspondance avec Mme Swetchine, grande dame russe convertie au catholicisme. Reprise du classique « Histoire de l'Europe » d'Emmanuel Berl (trois volumes, Gallimard) et introduction complète et à jour aux « Ecoles historiques » par Guy Bourde et Hervé Martin (Points-Histoire, Le Seuil).

Dans un ordre différent par rapport à ces « institutions » on relèvera des ouvrages originaux par le thème ou l'approche. « Le Miasme et la Jonquille » d'Alain Corbin (Aubier) est une très ingénieuse évaluation des rapports entre l'odorat et l'imaginaire social aux XVII^e et XVIII^e siècles, de même « le Travail et la Vertu » de Katherine Blunden (Payot) constitue un dévoilement audacieux sur la place de la femme dans la Révolution industrielle du XIX^e siècle. « Le Sexe dans l'histoire » de Reay Tannahill (Robert Laffont) et « Sexe et Liberté au siècle des lumières » (Les Presses de la Renaissance) par Theodore Tarczylo se complètent à merveille, tandis que « Fêtes des fous et Carnavals » de Jacques Heers distingué le plus important éditeur actuel de livres d'histoire, Fayard. Tournés vers des ensembles sur l'histoire étrangère il convient de mentionner le panorama de Charles Rizk « Entre l'Islam et l'arabisme : les Arabes jusqu'en 1945 », Albin Michel, « l'Histoire de l'Inde » (Fayard) du grand spécialiste Alain Danielou et consacré au génocide arménien de 1915 le livre d'Yves Ternon « la Cause arménienne » (Le Seuil) l'un des plus intéressants publiés sur ce thème (et il y en a eu beaucoup).

La préhistoire qui nourrit les films et les B.d., curieusement, inspire apparemment moins les historiens. Réédition d'un classique d'André Leroi-Gourhan « les Religions de la préhistoire » (Puf) qui montre la précocité de toute mythologie. Dans « les Chasseurs de la préhistoire » (A.M. Métallé) du même Leroi-Gourhan, ouvrage par ailleurs très joliment et utilement illustré, l'auteur rappelle que le paléolithique a duré cent fois plus longtemps que notre monde. Mais de quand date le moment crucial de l'hominisation s'interroge Gabriel Camps dans « la Préhistoire : à la recherche du temps perdu » (Librairie Académique Perrin).

Faisons un saut en avant pour aborder l'Antiquité avec la réédition au Livre de Poche de « la Vie quotidienne en Grèce au siècle de Périclès » par Robert Flacelière et deux biographies : « Alexandre le Grand ou le rêve dépassé » (Histoire, Presses-Pocket) par Benoist-Mechin, auteur prolifé-

que et discutable récemment disparu et le « Neron » d'Evgen Cizek (Fayard).

La vogue et la vague du Moyen Age sont infiniment plus déferlantes : voici toujours chez Fayard la biographie de « Saint Louis » par Jean Richard à laquelle on associera les faces complémentaires que sont « les Hommes de la croisade » de Régine Pernoud (Fayard-Tallandier), « les Croisades » d'Antony Bridge (Denôël) et « les Croisades vues par les Arabes » d'Amin Maaouf (J.-C. Lattes), André Clot et son « Soliman le Magnifique » (Fayard) complètent le tableau avec le bilan du grand rénovateur de l'Empire Ottoman. Tournons-nous de nou-

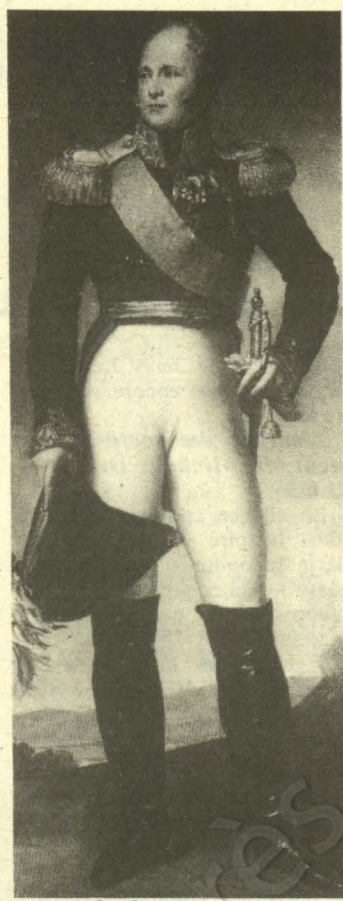


Benito Mussolini, en 1927.

veau du côté d'illustres et terrifiantes mémoires : Peter Lahnstein place la future modernité « Dans les pas de Charles Quint » (La Table Ronde), avec un talent approprié Henri Troyat trace le portrait d'« Ivan le Terrible » (Flammarion). Faudrait-il nuancer la condamnation, comme nous y invite Jacques Pigné, de « l'Inquisition ou la Dictature de la foi » (Librairie Académique Perrin) ? Plongée dans un autre univers ou dans une discrète pénombre, nous apparaît « Agnès Sorel » la première favorite royale de l'histoire de France dont Robert Philippe nous conte la belle histoire d'amour (Hachette). Et que dire de « Rodolphe II de Habsbourg. 1552-1612 » (Librairie académique Perrin) dont le réputé Philippe Erlanger rappelle le rôle de protecteur des arts et des savants à l'époque où régnait Henri IV, Philippe II, la reine Elizabeth ?

Cette dimension insolite inaugure-t-elle les temps modernes ? Avec son copieux « Louvois » André Corvisier (Fayard) entreprend une certaine révision du règne de Louis XIV mais simultanément nous conservons l'ingrédient détonnant avec « l'Abbé de Choisy ou l'Ingénu libertin » que signe Geneviève Reynes aux Presses de la Renaissance et qui donne une image éloquente d'un marginal au XVII^e siècle. On rapprochera de ces aventures, celles fameuses, du Chevalier d'Eon, revues par un historien soviétique, Valentin Pikoul (Nouvelles Editions Rupture). Témoignage sur nos propres préoccupations, François Lebrun aborde la santé d'hier avec « Médecins, saints et sorcières aux XVII^e et XVIII^e siècles » (Temps actuels).

Comme il se doit la Révolution française donne toujours lieu à de nombreuses et souvent passionnantes études. « Le Désordre des familles » d'Arlette



Alexandre I^{er}.



Peintures rupestres de Niaux, dans l'Ariège.



Régine Pernoud.

Farge et de Michel Foucault (Archives N.r.f.) qui concernent en réalité les « Lettres de cachet des archives de la Bastille » dont les motivations ne tenaient pas seulement au bon plaisir du roi. Classique marxiste réédité au moment où son auteur disparaît « la Révolution française » d'Albert Soboul (Editions sociales) sera utilement complété par un autre livre de base rédigé par l'historien britannique George Rudé en 1959 « la Foule dans la Révolution française » (Maspero). Plusieurs biographies prolongent ces saisies globales : « Saint-Just. La Révolution aux mains d'un jeune homme » de Françoise Kermina (Librairie Académique Perrin), le considérable travail d'André Castelot sur « Talleyrand » (Histoire - Presses Pocket), Talleyrand dont les « Mémoires » parfois mensongères par omission sont édités dans l'excellente collection les Mémoires (Plon). Enfin singulière entreprise que celle menée par Charles Tillon à la recherche de son ancêtre direct

Michel Gérard qui fut paysan et député sous la Révolution française « le Laboureur et la République » (Fayard). Ange-Pierre Leca démontre le rôle des épidémies dans la genèse des émeutes avec « Et le choléra s'abattit sur Paris. 1832 » (Albin Michel). La modernité des idées de Napoléon III, notamment en faveur des grands regroupements territoriaux est soulignée par William H.-C. Smith dans son « Napoléon III » (Hachette), tandis que la folie bien connue du protecteur de Wagner « Louis II de Bavière » est racontée par Aldo Oberdorfer (Payot) qui place justement Louis II dans le contexte de réunification allemande autour de la Prusse.

Figure célèbre mais surchargée de tant de couches idéologiques successives « Lyautey » par André Le Révérend (Fayard) s'efforce de présenter le bilan colonial de la III^e République. Au fond plus elle est proche de nous, plus l'histoire paraît complexe. Voyez par exemple de Vercors « les Occasions perdues. L'après-Briand 1932-1942 » (Plon), excellentes suite à la biographie de Briand

parue et commentée l'an passé. Nazisme et fascisme se partagent toujours la palme de l'intérêt : dans « Feu au Reichstag » (Editions sociales), Gilbert Badia brosse et vulgarise ce qu'il appelle « l'acte de naissance du régime nazi » ; l'historien nord-américain John Toland réalise une bonne synthèse des détails dans son « Hitler » (Laffont, « collection Bouquins »), Jean Mabire présente « Röhm l'homme qui inventa Hitler » (Fayard) tandis qu'André Brissaud republie trois volumes sur le Duce, « Mussolini » (Librairie Académique Perrin). Gendre de Pierre Laval, René de Chambrun ne parvient pas à convaincre, bien au contraire, dans son « Pierre Laval devant l'Histoire » (France-Empire).

A proximité de nous, ont surgi des événements que nous vivons encore à moins que nous en subissions toujours les conséquences. « Histoire de la guerre froide », classique d'André Fontaine, repris en deux volumes de la collection de poche du Seuil « Histoire-Points ». Les éditions belges Complexe ajoutent deux nouveaux titres à leur catalogue de qualité : « le Retour de De Gaulle » par René Remond (une cassette de discours du général est associée au volume) et « Le Watergate » par André Kaspi qui s'interroge sur le régime démocratique américain. Pourrait-on conclure avec les photos déjà bien nostalgiques de la « IV^e République, heures et pouvoirs » dont Pierre Miquel signe le texte chez Bordas ! La fumée de l'histoire emplit le nez l'odorat des hommes qui à chaque instant reproduisent une autre histoire. Cycle infini du temps dont le sens n'a peut-être jamais été aussi bien cerné.

Notre passion pour l'histoire - la petite ou la grande - se traduit par des centaines de titres et des records de tirages uniques en Europe

VENDREDI 8 JUILLET :

T.f.1 Au théâtre ce soir : « Allô, Hélène ! » de Ray Cooney et Gene Stone ; adaptation d'Alain Scoff et Pierre Charras. Mise en scène de Francis Joffo — 20 h 35.

Une punk en rupture de communauté et en attente d'heureux événement débarque à l'improviste chez un célibataire plan-plan. Suspens haletant...

A.2 « Verdi », série de Renato Castellani — n° 2 — 20 h 35.

Eh bah, le deux, c'est pas mieux que le un : des poncifs, rien que des poncifs. L'explication du génie verdien est carrément désopilante et l'analyse de la genèse de « Nabucco », franchement honteuse. Ecoutez donc plutôt le dernier « Nabucco » en date : sorti chez D.g.g. il y a quelques semaines, le coffret signé Giuseppe Sinopoli (Ah !) réunit, entre autres, l'immense Ghena Dimitrova, seule Abigail et seule lady Macbeth d'aujourd'hui, et Piero Cappucilli, toujours séduisant.

Cinéma d'été, cinéma d'auteurs : « les Aveux les plus doux », d'Edouard Molinaro — 23 h.

Sous prétexte de vouloir dénoncer les brutalités policières, Edouard Molinaro sombre dans les clichés les plus éculés. Dommage, mais sur ce thème on a eu mieux.

F.r.3 Vendredi, magazine d'André Campana : « Y a-t-il un pompier dans la salle ? », reportage de Pascal Martin, Baudoin Koenig et Jean-Claude Glasser — 20 h 35.

Les pompiers, la France les aime... Parce qu'ils sont rassurants ; qu'ils sont toujours là en cas de pépin... Mais derrière le casque rutilant et la grande échelle, savons-nous réellement qui sont ces hommes ? Pour la première fois, les voilà qui se confient.

Prélude à la nuit : Paul Hindemith, concerto pour orgue et cuivres, orchestre philharmonique de Los Angeles, direction : Carlo-Maria Giulini — 22 h 25.

Cette énumération se suffit à elle-même, non ? Pour se préparer de beaux rêves...

SAMEDI 9 JUILLET :

T.f.1 « L'assassin est dans la ville », jeu de Jacques Antoine et Jean-Bardin — 20 h 35.

La nouvelle distraction télévisée de l'été... Si vous avez épuisé votre stock de Chase, Agatha Christie, Manchette, S.a.s. et autres Maigret...

« Shogun », feuilleton de Jerry London d'après James Clavell (voir ci-contre).

F.r.3 Théâtre : « Ruy Blas », de Victor Hugo, mise en scène de Jean-Pierre Bouvier — 20 h 35.

En différé du festival de Carcassonne, l'un des monuments de la littérature dramatique française. Qui a dit que Victor Hugo n'avait pas beaucoup de talent mais beaucoup de courage ?

DIMANCHE 10 JUILLET :

T.f.1 « Impossible pas français », de Robert Lamoureux — 20 h 35.

Si c'est ça, le rire de l'été, il y a de quoi préférer l'hiver.

A.2 Madame le Juge, série d'Alphonse Boudard et Edouard Molinaro — n° 1 : « Le dossier Françoise Muller » — 17 h 25.

La rediffusion bien venue d'une série magistralement interprétée par Simone Signoret. A voir ou revoir...

Bonjour Monsieur Lewis, émission de Robert Benayoun n° 2 — 20 h 35.

La suite des truculentes

Au risque de vous déplaire

PAR FABIAN GASTELLIER

confidences de Jerry Lewis qui se poursuivront encore sur quatre semaines.

L'univers des sourds, documentaire de Michèle Demai — 21 h 35.

Le silence, nous y aspirons tous, histoire de nous reposer de la cacophonie du quotidien. Mais ne plus jamais entendre, savons-nous ce que cela signifie vraiment ?

F.r.3 Lignes de vie : « Eng Hoa, la terre de l'aigle », réalisation de Teddy Abdi. Produc-

tion de l'Institut national de l'audiovisuel — 20 h 35.

Eng Hoa, cambodgien, a quitté son pays natal pour échapper au massacre organisé par les Khmers rouges. Il a aujourd'hui dix-huit ans et vit en France. Le chemin et les réflexions d'un émigré qui n'a pas eu d'enfance.

« La Marche sur Rome », de Dino Risi — 22 h 30.

La victoire de Mussolini revue et corrigée par le regard satirique de Dino Risi. Avec

Vittorio Gassmann, alors pratiquement en culottes courtes.

LUNDI 11 JUILLET :

T.f.1 Tonnerre sur Timberland, de Robert D. Webb — 20 h 35.

Parce qu'ils veulent abattre une forêt, deux associés se mettent à dos tous les membres du ranch Riley. Ecolos, première manière et histoire d'amour assurée.

Journal de voyage avec An-



Yoko Shimada et Richard Chamberlain.

« Shogun » : l'invasion japonaise atteint le petit écran

Le feu aux poudres, c'est Ariane Mnouchkine qui devait l'allumer, la saison dernière, en présentant une contestable mais fort belle mise en scène du « Richard II » de Shakespeare en version Nô. (voir « l'Unité » n° 449). Eh oui ! Depuis ce jour, le Japon n'en finit pas de venir éclairer notre culture occidentale de son étrange soleil rouge. Il surgit partout, du design intérieur aux lignes du prêt-à-porter, se met à toutes les sauces et s'installe dans presque tous les arts. Va-t-on revivre une folle passion extrême-orientale digne de celle que connut la France au lendemain de l'Exposition universelle de 1867 ? Allez savoir... Toujours est-il qu'au dernier festival de Cannes, le Japon se tailla la part du lion avec une Palme d'Or (« la Ballade de Narayama » de Shoshei Imamura) et que les écrans de cinéma de l'été 1983 resplendissent des fureurs de « Furyo », cependant que certains distributeurs avisés se sont empressés de ressortir le sublime « Empire des sens » du même Nagisa Oshima.

Cette frénésie subite est d'autant plus étrange que l'actuel Japon fait tout pour ne pas nous y pousser. Américanisés,

vivant à l'ère des gratte-ciel, de l'informatique et de la micro-électronique bien plus qu'à celle des Ukiyo-e (les estampes), les Japonais d'aujourd'hui, à l'inverse des Africains par exemple, ne semblent guère préoccupés par le retour aux racines. Un Mishima se faisant harakiri en 1970, un ou deux cinéastes avouant leur intérêt pour l'histoire de leur civilisation sont des exceptions. Si certains mariages revêtent encore le caractère traditionnel ; si la cérémonie du thé n'a rien perdu de ses attraits et si le théâtre Kabuki, Bunraku ou Nô continue de connaître un succès certain, l'énorme et trouble passé japonais demeure relégué dans les greniers démodés.

Chez nous, non. Nous, on aime. D'abord le poids de l'inconnu ; la force du mystère insondable de cette société rituelle qui s'est coupée du reste du monde pendant près de trois cents ans en demeurant vissée à l'intérieur d'un mode de vie étrangement féodal. Ensuite la théâtralité très forte de cette civilisation — théâtralité qui transparait partout, de l'apparat guerrier jusqu'aux styles de peinture en passant par la quotidienne façon de vivre. Enfin et parce qu'il faut bien entrer en jeu, le choc terrible qui naît de notre rencontre avec ce monde codé. L'incommunicabilité nippo-occidentale, c'est la trame la plus secrète de notre actuel intérêt. D'où « Furyo » ; d'où, aussi, le feuilleton de l'été, le merveilleux « Shogun » réalisé par l'Améri-

Tochiro Tifume.

cain Jerry London d'après le best-seller de James Clavell.

Car le petit écran, lui aussi, subit l'invasion japonaise. « Shogun » sur T.f.1. entre juillet et août, « le Kimono rouge » sur Antenne 2 les mercredis 3 et 10 août, que demander de plus ? Hélas, il vaut mieux passer rapidement sur ce kimono de piètre qualité qui nous conte laborieusement la vie du peintre parisien Georges Bigot parti conquérir le Japon de l'empereur Meiji dans les années 1870. Seule la belle Yoko Shimada retient ici l'attention et comme elle est aussi l'héroïne de « Shogun », tous sur T.f.1. !

En douze épisodes de cinquante minutes chacun, cette superproduction de vingt-cinq millions de dollars qui nécessite six mois de tournage entre Tokyo, Osaka et Kyoto nous plonge dans le Japon du XVII^e siècle à l'aube de la longue paix qu'allait instaurer le Shogun Tokugawa Iyeyasu. Unificateur et maître absolu du pays, il allait faire régner sa loi pendant plus de... deux siècles ! (Instauré en 1603, le shogunat

dré Malraux. « Promenade imaginaire dans Florence », émission de Jean-Marie Drot — 22 h 15.

Sur une musique de Messiaen, une visite à la Renaissance florentine. Fabuleux.

A.2 Théâtre : « Faena », de et par Jacques Weber — 21 h 25.

One-man show pour comédien caméléon, tour à tour conteur, chanteur, improvisateur. L'équivalent français de la corrida imaginé par Vittorio Gassmann, l'an dernier en Avignon et plus récemment au théâtre Mogador. Textes de Claudel, Baudelaire, Corneille, Rimbaud, Beckett et Jean-Luc Godard.

F.r.3 « Le Samouraï », de Jean-Pierre Melville — 20 h 35.

Rediffusion, certes, mais on ne s'en plaindra pas. Pratiquement muet, coupant, froid, implacable, techniquement parfait. Ce destin d'un tueur à gages que la vie semble ne pas

des Tokugawa se perpétua d'héritier en héritier jusqu'à sa chute en 1867 lorsque le Japon cessa de vivre en autarcie.)

Le thème de cette série télévisée est double. D'une part le fil réel avec le personnage de Toranaga (fabuleux Toshiro Mifune) qui ressemble trait pour trait à Tokugawa Iyeyasu ; et, de l'autre, la trame plus légère de la légende avec le personnage de John Blackthorne (Richard Chamberlain), navigateur hollandais parvenu miraculeusement jusqu'aux rivages du Japon et qui devint le seul samouraï occidental. Une affabulation ? Pas si sûr. On sait, grâce à une correspondance retrouvée, qu'un certain Will Adams, citoyen anglais, s'était bel et bien intégré à la culture samouraï à l'aube du XVII^e siècle. Deux belles « figures » pour un téléfilm...

Mais « Shogun », histoire de guerre, histoire d'amour, histoire de mort, est surtout passionnant pour la vision, la découverte qu'il permet de la caste samouraï. Ces guerriers aux origines incertaines (ils surgissent, sans doute en usurpateurs, vers le XI^e siècle) n'ont représenté qu'environ 5 % de la population mais ont pratiquement dominé — et parfois très durement — la société japonaise jusqu'au règne de l'Empereur Meiji (1867-1912) qui leur ôta tout pouvoir. Célèbres par leur attitude devant la mort (considérée comme « plus légère qu'une plume »), par leur code de moralité et d'honneur ainsi que par l'obéissance absolue qu'ils devaient à leur seigneur, les samouraïs ne trouvent de correspondance en Occident qu'avec les grands chevaliers européens au plus fort de la féodalité.

Caste fabuleuse, insondable, provocante et terrible aussi, les samouraïs ont légalement disparu aux XIX^e siècle, mais leur culture propre, la forme d'art à laquelle ils ont, de par leur style de vie, donné naissance, s'est perpétuée longtemps encore dans les mentalités de leurs héritiers. Leur seconde et peut-être réelle mort peut se situer à l'époque de la Seconde Guerre mondiale, lorsque renaissant de ses cendres le Japon a résolument tourné une page de son histoire pour se lancer à la conquête de l'avenir. Mais l'ombre des guerriers aux deux sabres n'a pas totalement disparu et sert encore de référence. La preuve : cette semaine, F.r.3 diffuse « le Samouraï » de Jean-Pierre Melville. Nullement bridé, celui-ci.

* A visiter, l'exposition des sabres et des montures de sabres de samouraïs, Galerie Robert Burawoy, 12 rue Le Regnathier, 75004 Paris.



L'émission de la semaine : cycle Chaplin, « le Kid » et « Chaplin inconnu ». A.2, mercredi 13 juillet — 20 h 35.

Revoir « le Kid », personne ne s'en plaindra. Mais l'intérêt de la soirée n'est pas là. Il réside dans ce qui suit : la première émission d'une série de trois heures consacrée aux rushes, aux chutes des films de Chaplin. Plusieurs personnes, aux Etats-Unis, se sont mis en quatre pour remettre en état cette précieuse pellicule miraculeusement conservée par Rachel Ford, l'administratrice de Charlot. On y découvre Chaplin metteur en scène, improvisant ses trouvailles, travaillant sans scénario, indiquant le comment et le pourquoi de certains gags à ses partenaires. En bref : un envers du décor qui constitue un événement puisque les extraits du travail de Charlie Chaplin n'avaient pas été visionnés depuis soixante-dix ans ! A suivre.

intéresser outre mesure est l'un des meilleurs films de Melville et l'une des plus grandes prestations d'Alain Delon. A ne pas manquer.

MARDI 12 JUILLET :

T.f.1 Camera de l'Ina. Première partie : « Demain il fera beau », téléfilm de Guy Mousset. Seconde partie : « Paul Cézanne, regards entendus », réalisation de Pierre Beuchot — 22 h.

Un téléfilm sur la douloureuse mémoire d'un « ancien » d'Algérie, suivi par une évocation de la découverte de Paul Cézanne par Rainer-Maria Rilke, en 1907, au Salon d'automne de Paris.

A.2 « Cherchez l'erreur », de Serge Korber — 20 h 35.

Comment aller mieux quand tout va mal. Divertissant.

F.r.3 La dernière séance, d'Eddy Mitchell : « Sept ans de réflexion » de Billy Wilder et « Troublez-moi ce soir » de Roy Baker — 20 h 35.

Deux Marilyn dont un en V.O. ! C'est la fête... Pour la retrouver, tous jupons envolés, au-dessus de la trop célèbre bouche de métro et la découvrir en psychopathe gardienne d'enfants, aux côtés de Richard Widmark et Ann Bancroft.

MERCREDI 13 JUILLET :

T.f.1 « Vagabondage », émission de Roger Gicquel et Dirk Sanders — 20 h 35.

En cette veille de fête nationale, une virée bien sympathique du côté de la chanson populaire. Avec Colette Renard, Michèle Bernard et Gérard Blanchard.

A.2 Cycle Chaplin (voir encadré).

F.r.3 « Jafabule », fable musicale de Christian Le Guillochet — 20 h 35.

« La Cigale et la Fourmi », « le Loup et l'Agneau » et « les Animaux malades de la peste » transformés en fables pour grandes personnes par le directeur du Lucernaire.

« La Vengeance du sicilien », de Carlo Lizzani — 22 h 40.

Bud Spencer a été arrêté pour meurtre alors qu'il était innocent. Son fils va se charger de remettre, à sa façon, les choses au clair.

JEUDI 14 JUILLET :

T.f.1 « Nous te mari-e-



Marilyn Monroe.

rons », téléfilm de Jacques Fansten — 20 h 35.

Rediffusion de l'un des meilleurs téléfilms du petit écran français : l'histoire des « foires aux célibataires » qui ont lieu plusieurs fois par an dans les campagnes désolées, désertées par la gent féminine. Comment on entasse des jeunes filles par camions entiers pour les présenter aux agriculteurs encore rebelles à la migration vers les villes. Avec Geneviève Mnick, Françoise Bette et Henri Garcin. De la très grande télé.

A.2 Clubs des télévisions du monde : Channel 4, Grande Bretagne — 20 h 35.

Un regard sur l'écran familial de la perfide Albion à l'heure de la perfide Thatcher. Avec un téléfilm misogone et policier suivi d'un show assuré par l'un des groupes de danse les plus en vogue d'aujourd'hui.

F.r.3 « Le grand embouteillage », de Luigi Comencini — 20 h 35.

Un gigantesque embouteillage pris comme prétexte à une radioscopie aiguë du comportement, des manies et des phobies de chacun, c'est presque un scénario bunuelien. Hélas, Comencini arrête au premier degré ce que le vieux loup espagnol savait si bien mener à terme...

FESTIVAL: JAZZ ET CONFIT COPAINS

A Souillac (Lot), non seulement vous pourrez visiter une des plus belles églises romanes de France mais écouter du jazz en dégustant les spécialités locales : confit et foie gras

PAR JEAN DURIAU

FADAS de jazz, sortez de vos caves enfumées. Les festivals sont de retour. Le jazz s'abat sur la France. On va jazer français — enfin, nos héros ne le sont pas tous ; je dirai même que la majorité ne l'est pas, m'enfin vous m'avez compris.

Pour tous les amoureux des voluptés musicales solitaires, à deux ou collectives, le beau temps est de retour. Nice, Antibes, Montreux — attention, c'est plus vraiment la France ! — Nîmes, Saint-Rémy, Salon-de-Provence, même qu'un quotidien « branché » est de la partie...

Les organisateurs de « super-concerts » l'ont bien compris. Le jazz, ça rapporte. Surtout que pour eux l'esclavage n'est pas mort on fait toujours « suer le Nègre ». Les nuits vont donc retentir de sa musique de sauvage », et les jours de ses allées et venues aériennes, catapulté qu'il va être d'une ville à l'autre.

En chemin, ces jazzmen vont faire des haltes inhabituelles. Connaissez-vous Souillac dans le Lot ? Ceux qui ont déjà emprunté la N 20 pour se rendre en Espagne l'ont traversé. Les adeptes du foie gras et autres délices du même style savent le situer sur la carte. Bien plus heureux sont les privilégiés qui connaissent son festival de jazz. Et cette année, ils seront récompensés car le programme est de taille. Non contents de faire venir des groupes dits « locaux » (Aristofan New Septet de Brive le 14 juillet) ou « régionaux » (le quintet du Languedoc et le Big Band du Languedoc le 15 juillet), Jean-Pierre Bailles et Jean-Paul Pichouel ont également invité les Haricots Rouges (le 16 juillet) et même, clou de ce festival, le Trio de Ray Briant plus Harry « Sweets » Edison et Buddy Tate. Et pendant tout ce temps-là les rues vibreront au rythme du Lazy Jazz Band, du Black Bottom Jazz Band, de Jazzimut... Comment ça ! Une ville de 4 000 habitants qui se paie des Américains ! Le lendemain de leur passage à Nice ! Et où qu'ils les trouvent leurs dollars pour les payer (les organismes axés sur Nice ont le monopole de la « distribution » des musiciens) ? Question dollars, faut se démenner. Pichouel et Bailles ont consacré « quatre à cinq cents heures de leur temps libre. Une moyenne d'une heure et demie par jour sur une année ! ». Leur but, donner

une troisième mamelle à Souillac. « Après le tourisme et la gastronomie, donner une identité culturelle à notre ville. »

Alors ils y sont allés franchement. Les idées, ils n'en manquent pas. A preuve, l'Association Jazz-Lot récemment créée par Pichouel pour « promouvoir la musique improvisée, non comme une expérience exceptionnelle, mais comme un fait quotidien ». En d'autres termes, du jazz toute l'année. A suivre !

Appuyés par une aide du ministère de la Culture, du conseil général et de la mairie, et surtout par une quarantaine d'autres bénévoles tout aussi passionnés, enseignants, artisans mais également agriculteurs, ils ont réussi.

Il fallait réagir face au colonialisme du classique dans la région. Et puis le jazz est une musique populaire. On l'aime et on veut le faire aimer. Il n'est pas évident de passer de la bourrée limousine à Dexter Gordon. On reste donc relativement classique, on avance à petits pas et du coup les gens nous font confiance, et participent tous. Et puis, si on tient depuis huit ans c'est bien grâce à notre accueil. Nous ne sommes pas un haut lieu gastronomique pour rien. Je vous promets qu'on les soigne, nos musiques comme nos amateurs de jazz ! » dit Pichouel. Rendez-vous donc tous à Souillac, du 11 au 16 juillet. J'oubliais, ils organisent même des stages : instrumental, vocal et danse, évi-

demment mais aussi vidéo et photo. Amateurs, vous voilà avisés.

Que cela ne vous fasse pas oublier, outre les grands festivals, les autres moins connus. Si vous restez dans la même région, celui de Billom (25 kilomètres de Clermont-Ferrand) : Screamin' Jay Hawkins, Manu Dibango, Don Cherry, Pandemonium, Michel Portal, Humair/Texier/Jeanneau... du 21 juin au 14 juillet ; Gramont : Stéphane Grappelli avec Marc Fosset et Patrice Caratini le 14 août ; Albi : Claude Bolling Trio le 29 juillet et Stéphane Grappelli le 7 août, et à Montauban du 4 au 9 juillet.

La liste est trop longue. « Harlem Blues and Jazz Band », « Jazz Sultans Stet » ; Memphis Slim, Fats Domino... et plus loin.

Saint-Rémy, principalement pour le Michel Petruciani Quartet avec Charles Lloyd. Puis, le Rhône traversé, le Festival « Jazz dans la Drôme », 16 juillet, Dieulefit : Trio Azzola-Caratini - Fosset ; 17 juillet, Die : les mêmes ; 18 juillet, Dieulefit : Trio Kenny Clarke-Valera-Galas ; 20 juillet, Crest : Duo de guitares Biell et Roubach ; 22 juillet, Crest : Aaladan Pégué et Sam Rivers quartet ; 23 juillet, Crest : Blues Albert Collins ; 26 juillet, Valence : Yosh'ko Seffert Big Band.

J'en passe. Des meilleurs peut-être. Renseignez-vous partout. Chaque oliveraie, chaque forêt, chaque vigne risquent d'être piégées au jazz.



Au départ du soixante-dixième Tour de France

VELO: DES BAGNARDS DE L'ENDURANCE...

Les coureurs cyclistes sont de moins en moins tentés par le Tour de France: souffrance garantie et cachet incertain...

PAR PHILIPPE CHAPPEZ

UN seul être vous manque, en l'occurrence Bernard Hinault, qui soigne une tendinite au genou, tout en goûtant des vacances familiales dans les Landes et... le Tour de France semble relancé, car plus indécis, plus passionnant. Pensez donc: on n'arrête pas de compter les prétendants à la victoire. De mémoire de suiveur, de téléspectateur ou tout simplement d'amateur de cyclisme, rarement, en effet, un Tour de France fut aussi morne, aussi ennuyeux que celui couru l'an passé. Un Tour mal découpé car émaillé de multiples transferts éreintants en car, en T.g.v. et même en hélicoptère, rentabilité oblige: autant d'aberrations qui provoquèrent de la part des médias, au comble de l'exaspération, une gigantesque remise en cause de l'épreuve. Car pour ne rien arranger, Bernard Hinault domina encore largement ses adversaires. Un Bernard Hinault qui contribua bien, à partir de 1978, à redonner du prestige au Tour de France et au cyclisme national, mais dont la supériorité sur le peloton finit par devenir lassante, pesante, étouffante pour les observateurs, et pour des adversaires résignés.

Il serait cependant injuste, stupide même, de rendre le Breton au mauvais caractère, res-

pensible de tous les maux dont souffre le Tour de France et par extension le cyclisme national et européen. Car ce n'est tout de même pas de la faute d'Hinault s'il n'a pas d'adversaires à sa mesure. Le mal dépasse donc largement le champion français et rejoint aussi bien le « suivi médical » des coureurs que le système hypercapitaliste qui régit le cyclisme professionnel, encore un sport confronté à l'évolution de la société et à la concurrence d'autres disciplines en vogue.

« Trop de fainéants ! »

Ce n'est donc pas un hasard si la Fédération française de cyclisme a enregistré un déficit de 175 000 F l'année dernière, et surtout une diminution du nombre de ses licenciés passés de 100 164 à 97 033. Ces drôles d'aventuriers du XX^e siècle que l'on pourrait aussi qualifier de « bagnards de l'endurance » ont justement de moins en moins tendance à la tenter, cette aventure. Pourquoi? « Parce que les professionnels ne font plus leur métier », répond Jacques Anquetil. « Parce qu'il y a trop de fainéants dans le peloton », renchérit Raphaël Géminiani qui ne s'encombre pas de principes. Soit, mais c'est peut-être oublier que le cyclisme est un sport de souffrance, très hiérarchisé avec ses chefs et ses sous-fifres dévoués, et un sport qui paye bien mal son homme lors-

que celui-ci n'est pas une vedette.

A cet égard, un sondage particulièrement révélateur publié au printemps dernier par notre confrère « le Miroir du cyclisme » nous apprend que 50 % des professionnels français gagnent moins de 4 500 F par mois, alors que 60 % se disent inquiets pour leur reconversion. Héros malheureux et meurtri du Tour de France, Marc Gomez, le nouveau champion de France, n'est peut-être pas le plus à plaindre du peloton en dépit de son abandon prématuré dès la 3^e étape de la



Bernard Hinault.

« Grande Boucle ». En tout cas son exemple illustre parfaitement le mécanisme dangereux du système. « Mon employeur me donnait 4 000 F brut par



mois au début de la saison dernière », explique Gomez. Dur quand même lorsque l'on est marié et père de deux enfants. « Heureusement, poursuit-il, ma victoire obtenue quelques mois plus tard dans Milan-San Rémo, la classique italienne, m'a valu un bonus de 2 000 F, et mon titre de champion de France me vaudra sans doute une rallonge supplémentaire. »

Tant mieux pour Marc Gomez qui n'hésite pas à dire qu'un professionnel du cyclisme est un « mordu », un passionné qui doit tout sacrifier pour le vélo avec les risques que cela

entraîne. Smicard à la base, le professionnel est ensuite payé au rendement. Le « système de la carotte » en quelque sorte qui pousse les plus pressés d'améliorer l'ordinaire, mais aussi les plus faibles et les moins bien conseillés, à se faire « pincer » dans un contrôle antidopage. Car tous ne possèdent pas le bon sens et la patience de Gomez (28 ans) qui avoue prendre beaucoup de produits vitaminés, mais jamais de produits interdits. « Je n'en ai jamais utilisé et je n'en utiliserai jamais, dit-il. Et si un jour je suis positif, je vous jure que c'est à mon insu que l'on aura mis quelque chose dans mon bidon. »

Car le champion de France reste persuadé qu'un coureur professionnel peut obtenir de bons résultats sans avoir recours au dopage. Des bons résultats peut-être, mais pas des super-résultats diront les plus pessimistes prêts à faire remarquer que Gomez, justement, avait limité ses ambitions dans le Tour de France... au gain d'une étape. Qu'il n'aura même pas la satisfaction de remporter. Mais le Rennais a sans doute raison lorsqu'il dit que les structures du sport cycliste sont inadaptables, car actuellement incapables de préparer et de suivre médicalement cet athlète qu'est le coureur professionnel. Et Gomez estime, en conséquence qu'avec l'aide de conseils et de contrôles médicaux fréquents et sérieux, le coureur pourrait éviter de fauter.

... AUX MORDUS DE LA PETITE REINE

En revanche nous proposons à vingt ministres et dix-neuf secrétaires d'Etat d'adopter et de faire adopter les deux-roues. Les statistiques du ministère des Finances, la santé des Français et partant le trou de la Sécurité afficheraient un mieux certain

PAR JOEL LUGUERN

AU début du siècle on l'appelait affectueusement « la petite reine ». Il y a quinze ans, Pierre Barouh et Francis Lai lui ont consacré une très belle chanson, interprétée par Yves Montand, qui fait désormais partie de notre patrimoine culturel.

Aujourd'hui nombreux sont les citadins qui s'évadent à la campagne le temps d'un dimanche et la sortent du coffre de leurs voitures pour une balade de santé. La bicyclette bénéficie d'un capital de sympathie presque unique en France. Jusqu'à la police qui ferme souvent les yeux quand un cycliste commet une infraction au code de la route. Sans doute parce que la bicyclette est l'un des rares moyens de transport créés à la dimension de l'homme, donc sans danger pour lui, qu'il soit cycliste ou piéton.

Voilà donc qu'à l'heure où il invoque la rigueur et l'imagination, notre gouvernement est assis sur un gisement d'or qui, s'il le découvrait, contribuerait efficacement à la réussite de sa politique.

Ils sont en effet une vingtaine de ministres et secrétaires d'Etat qui auraient intérêt à voir la bicyclette remplacer plus souvent la trop adulée voiture. Dans les villes bien entendu, où c'est le moyen de déplacement idéal puisque les distances y sont toujours courtes mais aussi à la campagne pour les trajets qui ne dépassent pas cinq kilomètres (au-delà de dix kilomètres aller et retour, laissons aux sportifs accomplis la joie d'appuyer sur les pédales...). « Mais quels ministres sont concernés ? » vous demanderez-vous, étonnés.

D'abord Huguette Bouchardau bien sûr, la toute fraîche secrétaire d'Etat à l'Environnement et à la Qualité de la vie, car, par définition, une bicyclette ne fait pas de bruit et ne dégage pas de gaz toxiques et puis elle se fond dans le paysage mieux que la plus aérodynamique des automobiles. De plus, quatre ou cinq vélos se garent facilement là où ne stationne qu'une seule voiture. En ville, cela permettrait d'avoir des chaussées plus larges et donc moins d'embouteillages, le tout sans bourse délier.

Qui dit bicyclette pense inévitablement « moyen de transport ». Les deux-roues sans moteur concernent aussi Charles Fiterman qui veut, affirme-t-il, que cohabitent harmonieusement tous les moyens de transport. Pour réaliser cet ambitieux programme, il faudra qu'il donne un sacré coup de pouce à la bicyclette, la laissée-pour-compte des ministères des Transports successifs. Mais qui dit bicyclette pense aussi « sport ». Un pays dont une majorité d'habitants parcourt chaque jour une dizaine de kilomètres à vélo est beaucoup plus sportif qu'un autre dont une poignée de cyclistes rapporte quelques médailles des Jeux Olympiques ou un maillot jaune du Tour de France quand tout le reste de la population s'avachit sur des coussins douilletés au

volant d'automobile. C'est en tout cas une conception du sport que devraient avoir les socialistes : un mélange permanent d'effort et de plaisir vécu par le plus grand nombre. Qu'attend Edwige Avice pour encourager les Français à pédaler plus souvent qu'une fois par an à l'occasion d'une journée alibi de la bicyclette ou qu'une fois par semaine pour digérer un repas dominical trop copieux ?

Sport et santé étant indissociablement liés, c'est au tour d'Edmond Hervé d'être sur la sellette. Il a deux bonnes raisons pour inciter les Français à la pratique de la bicyclette, reconnue par les médecins comme une activité des plus saines : le maintien de chacun en bonne santé, et ainsi, la contribution de tous à renflouer le déficit de la Sécurité sociale.

On ne peut parler « gros sous » sans penser à Jacques Delors, à Henri Emmanuelli, le secrétaire d'Etat au Budget et même à Catherine Lalumière. Moins on achètera d'essence (le pétrole, rappelons-le, se paie en dollars) plus on contribuera à assainir le budget de l'Etat. Ça, nos grands argentiers devraient le répéter inlassablement. C'est un discours concret, terre à terre, que les gens comprendraient facilement. Quant à Catherine Lalumière, madame « Qualité-prix », à elle le beau rôle de nous démontrer (c'est un jeu d'enfant !) qu'en ville, le rapport « qualité-prix-temps » est nettement plus favorable à la bicyclette qu'à la voiture. Pourquoi ne l'expliquerait-elle pas le soir à la télévision, juste avant « Dallas », « Cadence 3 » ou « Champs-Élysées » ?

Même s'il n'est plus le responsable du Budget, Laurent Fabius est lui aussi concerné. A moyen terme, c'est peut-être lui l'homme charnière de ce programme de réhabilitation. Car selon le principe des vases communicants, plus on roule en bicyclette, moins on roule en voiture. Donc plus longtemps on garde en bon état son véhicule à moteur et moins fréquemment on éprouve le besoin d'en changer. Une baisse inévitable de la demande entraînerait une baisse automatique de la production (sauf si on réussit à en exporter plus !). A Laurent Fabius, ministre de l'Industrie, la charge délicate de préparer en douceur une partie des travailleurs de l'automobile à se reconverter dans la fabrication industrielle de bicyclettes qui, inversement, serait en forte progression. « Moins de moteurs, plus de mollets ! » pourrait dire, de son côté, Jean Auroux, le secrétaire d'Etat à l'Energie. A lui aussi d'encourager les gens à se déplacer en bicyclette pour qu'ils puissent en priorité dans la gigantesque réserve d'énergie, gratuite et inépuisable, à leur disposition et jusqu'à maintenant guère « exploitée ».

En tant que ministre du Commerce extérieur, Edith Cresson est bien sûr concernée au plus haut point. Chaque coup de pédale est bénéfique pour notre commerce extérieur. N'est-ce pas autant d'essence — donc de dollars — économisée ? N'est-ce pas comme on l'a vu une pro-



duction réduite d'automobiles donc des importations de matières premières également réduites ? Et même si les Français qui manquent de civisme préfèrent acheter une bicyclette « made à l'étranger » plutôt que française, comparez le prix d'un vélo et celui d'une voiture et vous verrez que notre ministre sera encore gagante ! En tant que responsable du Tourisme, aidée par son secrétaire d'Etat Roland Carraz, elle a aussi intérêt à inciter les Français à voyager en bicyclette. N'est-il pas, en effet, plus agréable et profitable de visiter une région en flânant sur des petits chemins tranquilles et respirants plutôt qu'en roulant à toute allure sur une autoroute ? C'est là qu'intervient Jean le Garrec dont le rôle est, dans ce domaine, capital. Pourquoi notre secrétaire d'Etat à l'Aménagement du territoire ne proposerait-il pas, outre la création d'artères cyclables dans les villes, la création de cycloroutes ? A l'image des autoroutes (mais une largeur de deux mètres suffirait...), elles permettraient par exemple de se rendre de Châteaubriant à Bergerac en zigzaguant de village en chef-lieu de canton sans craindre d'être renversé par un véhicule à moteur. Les petites routes de campagne pullulent, qui ne demandent qu'à être transformées en cycloroutes. Voilà un projet qui serait populaire et ne coûterait pas cher bien qu'on embaucherait quelques centaines de cantonniers aux quatre coins de France pour la plus grande satisfaction de Jack Ralite, le secrétaire d'Etat à l'Emploi.

Un autre qui serait ravi, c'est Michel Crépeau. Le développement de la bicyclette verrait proliférer, surtout à la campagne, des gîtes d'étape ainsi

qu'une espèce en voie de disparition : les artisans-réparateurs de bicyclette. Il y a trente ans, il y en avait dans chaque village, avec un peu de bonne volonté (politique) leurs ateliers refléuraient un peu partout.

Pour montrer l'exemple, tous ces ministres, Pierre Mauroy en tête, devraient eux-mêmes de temps en temps se rendre à leur travail, au Conseil des ministres, ou sillonner leur circonscription électorale à bicyclette. Une fois les premiers rires moqueurs passés, l'impact psychologique resterait fort et l'on prendrait sans aucun doute au sérieux leurs conseils parce qu'ils seraient crédibles.

Je me demande en fait si le gouvernement au complet n'aurait pas intérêt à revaloriser la bicyclette. Prenez Gaston Defferre, par exemple, et Joseph Franceschi. Eux aussi ont intérêt à voir plus de vélos stationner le long des trottoirs. Car si le plus expérimenté des flics est incapable de repérer une voiture piégée, le moins futé des passants, en revanche, verrait immédiatement si une bicyclette, est, ou non, piégée. Autre exemple : quand deux cyclistes s'interpellent, le plus souvent ils se tutoient spontanément, les automobilistes, eux, ne se tutoient que lorsqu'ils s'engueulent. Beau thème de réflexion pour Alain Savary et Roger-Gérard Schwartzberg, les deux responsables de l'éducation de nos enfants.

En fin de compte, il n'y a peut-être qu'un seul secrétaire d'Etat qui puisse ne pas se sentir concerné par cette réhabilitation : c'est Guy Lengagne, le secrétaire d'Etat chargé de la Mer. Encore que si... l'une de ses attributions n'est-elle pas de réglementer la circulation des pédalos ?...

Reste que la profession est immanquablement liée aux exigences des firmes commerciales qui sont autant d'employeurs intéressés par une rentabilité publicitaire maximale. Ce qui devient de moins en moins évident. Au point que certains commanditaires et non des moindres, déjà échaudés par les affaires de dopage qui ternissent l'image de marque du cyclisme, commencent à s'interroger sérieusement. « Le métier de la bicyclette est très dur, explique Bertrand Peugeot. Dans ces conditions tous les conseils d'administration se posent la question de savoir si la compétition et l'entretien d'une équipe offrent des retombées publicitaires suffisantes. »

Même interrogation chez Renault où l'on a plutôt mal pris le forfait de Bernard Hinault. Si bien que l'entreprise nationalisée envisage, une fois ce Breton rangé des vélos, de cesser ses activités dans le cyclisme pour investir encore davantage dans la formule 1 beaucoup plus rentable.

Et si un Soviétique gagnait ?

Alors existe-t-il une solution miracle pour sortir de l'ornière et relancer un cyclisme professionnel appauvri ? Le retour aux équipes nationales qui firent la grandeur de ce sport ? Irréaliste car qui financerait ? L'« open », c'est-à-dire l'amalgame entre professionnels et amateurs ou pseudo-amateurs au sein d'un même peloton ? Plus sûrement. Certes ce soixante-dixième Tour de France, qui pour la première fois de son histoire, est justement « open », ne plaide guère en faveur de l'avenir de cette solution. Forfait les Allemands de l'Est ! forfait les Soviétiques ! forfait les Nord-Américains ! Seule en fait une poignée de coureurs au teint cuivré est venue de Colombie, accompagnée d'une armada de journalistes particulièrement enthousiastes et envahissants. C'est peu, mais c'est mieux que rien, car cela prouve, au moins, l'immense popularité du cyclisme en Amérique du Sud.

L'« open » n'a pas encore gagné la partie, loin s'en faut. Le combat sera difficile et de longue haleine. Il faudra en vaincre des résistances ! Celles des amateurs de l'Est peu enclins à côtoyer les professionnels de l'Ouest, mieux préparés aux compétitions qu'ils organisent et celles des professionnels de l'Ouest pas décidés du tout à partager les prix avec des coureurs qu'ils considèrent comme de faux amateurs. Prenez l'exemple des coureurs italiens qui, soutenus comme tous les autres champions du pays, par les concours de pronostics sur les matchs de football, entretiennent l'illusion que le cyclisme transalpin est un îlot de prospérité au sein de l'Europe de l'Ouest. Pourtant le renouveau du cyclisme de cette partie du vieux continent passe probablement par une réunification au niveau mondial. Et ce d'autant que certains sponsors intéressés par cet apport de sang neuf ne verraient pas d'un trop mauvais œil le maillot jaune du Tour de France porté par un Soviétique, dixit le représentant de Michelin. Encourageant donc.

Il est sûr que dans l'hypothèse où l'Australien Phil Anderson (25 ans) gagnerait cette année le Tour de France plutôt que le Néerlandais Joop Zoetemelk (36 ans), le cyclisme professionnel prendrait un bon coup de jeune, et les sponsors retrouveraient un certain sourire. Pour autant cela ne devrait pas dispenser toutes les parties prenantes au débat de continuer à réfléchir sur l'avenir de cette profession.



QUE PEUT LE PARTI POUR LES FEMMES ?

Face aux difficultés et au sexisme redevenu conquérant, les femmes disposent désormais de puissants points d'appui qui sont le gouvernement et une majorité parlementaire. Elles devraient pouvoir compter aussi avec ce lieu de réflexion et de proposition qu'est le Parti

Le parti et les femmes (1)

Le Parti socialiste, qui se reconnaît une vocation de rassembleur, doit consacrer une attention particulière à la situation des femmes, à leurs luttes, à ce réservoir de forces et de possibilités qu'elles représentent.

Trois considérations doivent le guider :

1°) L'oppression des femmes ne recoupe pas exactement la différenciation de notre société en classes (ex. : la loi sur l'I.v.g.).

2°) En revanche, tout progrès de la libération de l'ensemble des femmes est générateur de changement des mentalités, de déstabilisation des valeurs et des hiérarchies de la société capitaliste bourgeoise.

3°) Les travailleuses, qui continuent à subir de graves inégalités en matière d'orientation et de formation professionnelles, de salaire et d'emploi, doivent pouvoir compter sur l'action d'un gouvernement résolu à combattre l'injustice sociale.

La situation est foncièrement différente de ce qu'elle pouvait être en 1977-1978, années du congrès de Nantes et de la Convention sur les Droits des femmes.

Cette époque fut marquée :

* par la culmination des mouvements féministes ;

* à l'intérieur du Parti par la bataille vigoureuse des militantes socialistes qui aboutit :

— à la conquête de certaines positions : création d'un secrétariat national, élévation du quota ;

— à la formulation des principes d'un féminisme socialiste dans le « Manifeste » issu de la convention de janvier 1978 et devenu un des textes de référence du Parti.

Aujourd'hui, pour tout un ensemble de raisons (qu'il serait trop long d'examiner ici)

— d'une part, à l'extérieur, les mouvements féministes accusent un reflux ;

— d'autre part, dans le Parti, on assiste à une certaine déconcentration des militantes, les unes conti-

nuant à incriminer le patriarcat en général, d'autres continuant à se donner pour principal objectif une nouvelle élévation du quota.

Il n'en faut pas davantage pour que les journalistes de tout bord se croient autorisés à enterrer le féminisme, à se persuader qu'il est « dépassé », et à parler de l'après-féminisme.

Cette méconnaissance de la réalité n'est pas innocente. Elle vise à conclure que la lutte féministe n'a plus lieu de se poursuivre ! Soi-disant parce qu'elle aurait eu gain de cause — et cela au moment même où la persistance de la crise économique tend à gagner de vitesse les progrès accomplis par cette lutte depuis quelques années.

Car on sait bien qu'en période de crise, le statut des catégories les plus faibles, de celles qui servent de volant de manœuvre aux employeurs, est toujours le plus menacé.

Proclamer que le féminisme a fait son temps peut donc marquer le premier pas d'une offensive contre l'emploi des femmes en général et préparer, dans un second temps, un retour en arrière sur les acquis récents.

Face à ces difficultés et ces menaces, les femmes disposent maintenant d'un puissant point d'appui : un gouvernement de gauche, à direction socialiste, est au pouvoir et elles lui doivent dès maintenant d'importantes avancées.

DANS LE DOMAINE DU CONCRET :

* gratuité de l'I.v.g. ;

* loi sur l'égalité professionnelle ;

* multiplication du nombre des déléguées régionales et départementales ; par exemple, avec la contribution des C.i.d.f. (centre d'information des droits de la Femme) décentralisés maintenant dans différentes villes des départements ;

* statut des femmes d'artisans et commerçants.

CONCERNANT LE CHANGEMENT DES MENTALITES

* Action menée pour la modification des manuels scolaires.

* Réflexion engagée sur le



François Mitterrand et Yvette Roudy recevant des femmes à l'Elysée, le 8 mars dernier.

rapport des femmes à la culture et sur la possibilité pour elles de devenir des agents actifs et créateurs.

Les tâches du Parti

Cette analyse conduit à définir les tâches du Parti dans la période présente. Les définir à tous les niveaux, concrètement, avec réalisme, mais aussi sans étroitesse ni myopie. A situation nouvelle, stratégie renouvelée.

Les tâches se répartissent naturellement sur deux axes :

1) A L'INTERIEUR DU PARTI

Comprendre et faire comprendre qu'il est de l'intérêt du Parti :

— d'appeler les militantes aux responsabilités : à l'heure actuelle, leur présence dans les organismes dirigeants est insuffisante ;

— de les former ;

— de soutenir et promouvoir toutes les réformes en faveur des femmes auprès des autres ministères (ex. : le statut des agricultrices) ;

— de soutenir l'action et les réformes du ministère des Droits de la femme ;

* en veillant à l'application effective des lois votées ;

* en appuyant son effort pour assurer aux femmes l'égalité d'accès aux formations d'avenir : la nouvelle

génération féminine ne doit pas manquer le rendez-vous de l'informatique et de la robotique ;

— d'entretenir le débat et la réflexion sur les réformes en préparation qui peuvent concerner les femmes, par exemple :

* les modes de distribution de la semaine de 35 heures (comme le stipule la résolution finale du dernier Congrès de l'Internationale socialiste femmes) ;

* les problèmes du temps partiel.

2) A L'EXTERIEUR DU PARTI

En travaillant en liaison étroite avec les déléguées régionales et départementales, il faut :

— organiser des réunions informatiques pour expliquer les mesures prises et les lois votées ;

— assurer l'implication des femmes dans les mairies décentralisées de quartier, dans les villes ne bénéficiant pas encore de la loi « Paris-Lyon-Marseille » ;

— appeler les femmes à peser de l'extérieur pour le développement et l'approfondissement des réformes, et travailler en liaison avec le tissu associatif, une demande, une attente et un besoin d'information venant de nous existent dans ces milieux.

3) CAMPAGNE D'EXPLICATION

Se préparer à une campagne d'explication et de défense de la loi antisexiste, à l'intérieur et à l'extérieur du Parti.

Rappelons pour finir le discours de François Mitterrand lors de la Journée internationale des femmes, le 8 mars dernier. Après avoir défini les trois exigences des femmes :

* exigence d'autonomie ;
* exigence d'égalité ;
* exigence de dignité.

Le président de la République a déclaré quant à l'exigence de dignité :

« ... Elle prête parfois à sourire, est l'objet de bien des sarcasmes ; c'est pourtant celle que les femmes ressentent le plus profondément. Par exemple, jusqu'à ne plus tolérer que l'on propage d'elles, depuis le livre scolaire, parfois jusqu'aux murs de nos villes, une image tronquée. Comme si elles n'étaient que des auxiliaires domestiques ou un simple objet de désir, sorte de marchandise. Elles entendent être reconnues dans la plénitude de leur personnalité. Elles veulent pouvoir assumer simultanément, et sans en ressentir de culpabilité, leurs tâches professionnelles, leurs activités sociales, leur vie civique. Les femmes ne supportent pas non plus, je le sais, d'être les victimes privilégiées de la violence. Et souvent d'une violence qui ne veut pas dire son nom. Elles récusent une société dans laquelle le viol, par exemple, pour avoir été autrefois érigé en droit du conquérant, resterait marqué de je ne sais quelle excuse. Ceux qui se sont battus pour les libertés, les démocrates, les républicains, les socialistes savent que la liberté de chacun s'arrête là où commence celle d'autrui... » ●

(1) Ce texte est signé notamment par Colette Audry, déléguée nationale à la Formation, Chantal Perez, déléguée aux Luttes internationales des femmes, Madeleine Darbel, Zette Brocas, Françoise Carle, Martyne Bloch, Renée Broustal, Yvette Fuillet, Gisèle Stivenard, Martine Lignières, Martine David.